UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Les stratégies de développement rural vues à travers la SRD Kirimiro et le projet de développement rural polyvalent de Butaganzwa (Ruyigi)

Bahizi, Joseph; Niyonkuru, Pontien; Sous la direction de : L Caviezel

1988
UB, FSEA
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1836

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES
ET ADMINISTRATIVES

Joseph BAHIZI

Pontien NIYONKURU

LES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT RURAL VUES A TRAVERS LA SRD KIRIMIRO ET LE PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL POLYVALENT DE BUTAGANZWA (RUYIGI)

Direction

L. CAVIEZEL : Directeur
S. NDABAMBARIRE : Co - Directeur

Présidence du Jury

J.P. BURAFUTA

Mémoire présenté
en vue de l'obtention du grade
de Licencié en Sciences
Economiques et Administratives

OPTION : ECONOMIE RURALE

Bujumbura, Février 1988

DEDICADE

A la mémoire

De notre regrettée mère
De notre frère qui n'a pas eu
le temps de connaître le mal,

A tous ceux qui nous sont chers,

Nous dédions ce mémoire.

REMERCIEMENTS

Au terme de ce travail, l'occasion nous est offerte d'adresser nos remerciements à toutes les personnes qui directement ou indirectement ont contribué à sa réalisation.

"A tout Seigneur, tout honneur", nous pensons en premier lieu à Mr. CAVIEZEL Lothar, l'initiateur et Directeur de ce mémoire. Son amour du travail bien fait, sa rigueur scientifique jusqu'au moindre détail nous auront marqués et présideront désormais à tous nos travaux du genre.

Nos sincères remerciements vont également à Mr. NDABAMBALIRE Sylvestre, Co-directeur de ce mémoire. Ses remarques pertinentes, ses convictions scientifiques et son expérience en matière de développement économique ont énormément enrichi notre réflexion.

Pour avoir accepté sans résignation de lire ce travail et d'en assurer la présidence du jury, Mr. BURAFUTA Jean Paul mérite notre profonde reconnaissance.

Le présent travail est le résultat d'un long processus de formation depuis la petite enfance jusqu'à cette date. Cette évidence justifie nos remerciements à l'endroit de nos parents, de notre environnement social, de tous les enseignants rencontrés à toutes les étapes de notre formation, en particulier, à tous les professeurs de la F.S.E.A. pour leur dévouement et leur compétence.

Nous en profitons pour saluer l'esprit de compréhension dont ont fait preuve les différents responsables des institutions concernées par notre recherche : les responsables de la S.R.D.K., du P.D.R.P. ainsi que les administrateurs communaux.

Enfin, que toutes les personnes ayant rendu notre séjour à l'Université des plus agréables se reconnaissent dans ce travail.

LISTE DES ABREVIATIONS

1. ACDI : Agence Canadienne de Développement International.
2. A.E.S.E.D. : Association Européenne de Sociétés d'Etudes pour le Développement.
3. APD : Aide Publique au Développement.
4. B.I.R.D. : Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement.
5. B.I.T. : Bureau International du Travail.
6. B.N.D.E. : Banque Nationale de Développement Economique.
7. B.R.B. : Banque de la République du Burundi.
8. CAMOFI : Caisse Centrale de Mobilisation et de Financement.
9. CDA : Centre de Développement Agricole.
10. CDM : Centre de Dépulpage Manuel.
11. CDR : Centre de Développement Rural.
12. CECI : Centre Canadien d'Etudes et de Coopération Internationale.
13. CEFOCOOP : Centre de Formation Coopérative.
14. COOPEC : Coopérative d'Epargne et de Crédit.
15. COTEBU : Complexe Textile du Burundi.
16. D.G.E.I. : Développement Global, Endogène et Intégré.
17. DRI : Développement Rural Intégré.
18. D.T.S. : Droits de Tirages Spéciaux.
19. F.A.O. : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.
20. FBu. : Franc Burundais
21. F.E.D. : Fonds Européen de Développement.
22. F.H.R. : Fonds de l'Habitat Rural.
23. F.S.E.A. : Faculté des Sciences Economiques et Administratives.
24. IDA : Association Internationale pour le Développement.
25. ISABU : Institut des Sciences Agronomiques du Burundi.
26. ITAB : Institut des Techniques Agronomiques du Burundi.

27. L.A.E. : Lutte anti-érosise.

28. MAE : Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage.

29. MDR : Ministère du Développement Rural.

30. N.O.E.I. : Nouvel Ordre Economique International.

31. OCIBU : Office des Cultures Industrielles du Burundi.

32. ONG : Organisation non gouvernementale

33. P.A.D.C. : Projet d'Appui au Développement Communal.

34. P.D. : Pays développé.

35. P.D.R.P. : Projet de Développement Rural Polyvalent.

36. P.E.D. : Pays en Développement.

37. P.I.B. : Produit Intérieur Brut.

38. P.S.D. : Pays sous-développés.

39. P.V.D. : Pays en Voie de Développement.

40. QPQD : Quatrième Plan Quinquennal de Développement.

41. R.U.M.I. : Rentabilité de l'Unité Monétaire Investie.

42. S.A.T. : Surface Agricole Totale.

43. S.A.U. : Surface Agricole Utile.

44. S.C.A. : Surface Cultivée dans l'Année.

45. SNES : Service National des Etudes et Statistiques.

46. SOBECOV : Société Burundaise d'Entreposage et de Commercialisation des Produits Vivriers.

47. SOMEBU : Société Mixte d'Etudes du Burundi.

48. S.R.D. : Société Régionale de Développement.

49. S.R.D.I. : Société Régionale de Développement de l'Imbo.

50. S.R.D.K. : Société Régionale de Développement du Kirimiro.

51. SUPOBU : Société d'Usinage du Poisson du Burundi.

52. T.M. : Tiers-Monde.

53. T.R.I. : Taux de Rentabilité Interne.

54. U.B. : Université du Burundi.

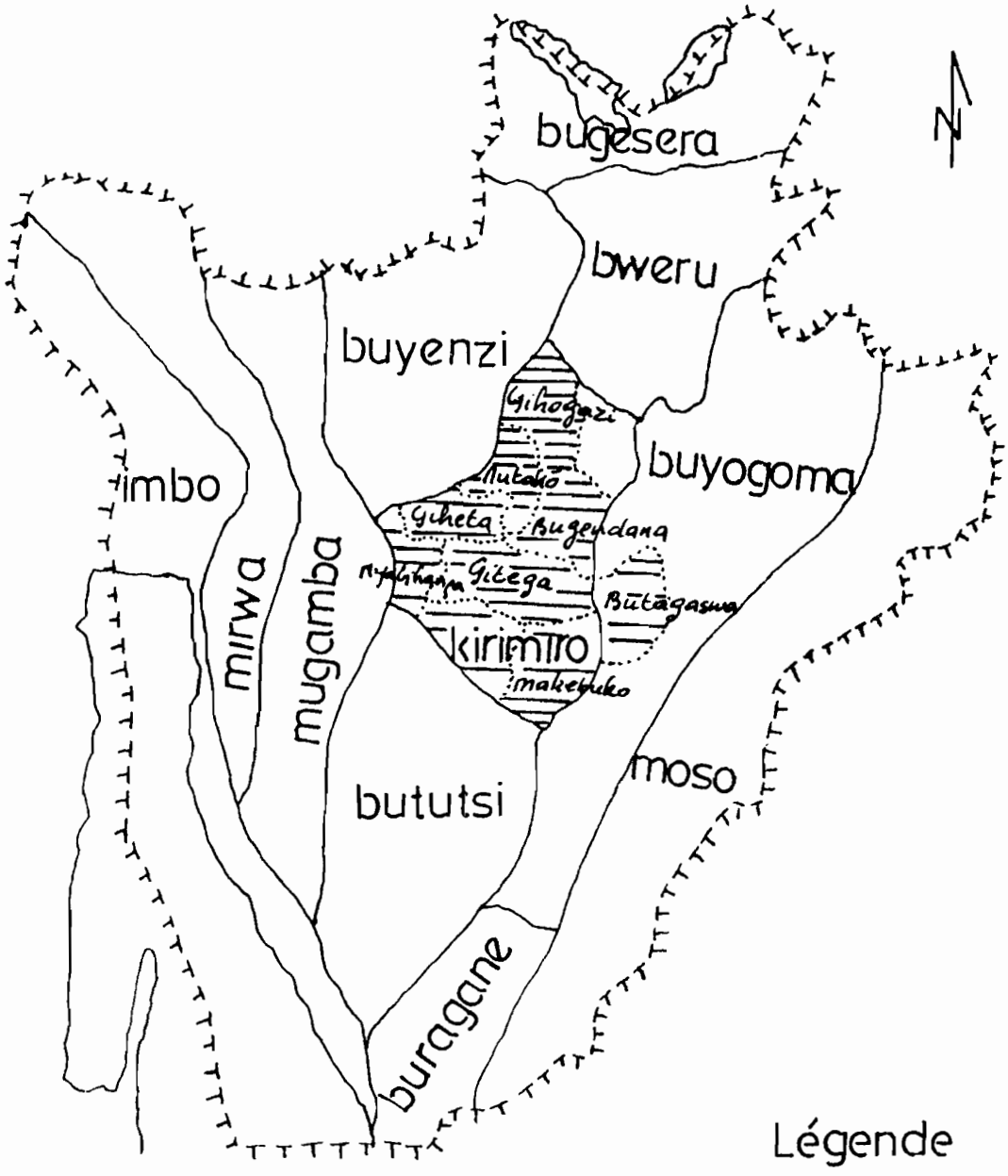
55. UPRONA : Union pour le Progrès National.

56. VASP : Volet Agro-Sylvo-Pastoral.

57. V.I.A. : Volet Infrastructure-Artisanat.

58. V.S.N. : Volet Santé-Nutrition.

Localisation de la zone d'étude



Légende

TTTT : frontière du Burundi

imbo : Région traditinnelle

Giheta : commune

..... : limite de commune

: zone d'étude

source : Atlas du Burundi

échelle : 1/500.000

INTRODUCTION GENERALE

Le Tiers-Monde, s'il n'est pas le théâtre d'affrontements militaires, constitue un centre d'intérêt pour les économies capitalistes en vue de stimuler leurs exportations. Il n'est donc pas rare de rencontrer à l'intérieur de chaque nation du Tiers-Monde des interventions de développement d'origines différentes.

La diversité des bailleurs de fonds n'est pas un coup du hasard. Les pays donnateurs veulent gagner le marché intérieur des pays receveurs d'aide. Celle-ci est un premier maillon de l'enchaînement de dépendances des pays pauvres au marché international dominé par les pays industrialisés.

Toutefois l'aide au développement est un mal nécessaire; le Sud n'a pas d'autres moyens pour sortir de la misère que de recourir à l'assistance du Nord pour accélérer sa croissance et rattraper le fossé qui le sépare des pays développés, le Tiers-Monde devra se contenter de l'aide internationale malgré ses effets pervers.

L'aide accordée est souvent de faible importance pour couvrir les besoins immédiats. Les pays pauvres sont obligés de diversifier les sources pour combler le manque à gagner. C'est pour cette raison qu'on rencontre fréquemment côte à côte des interventions aussi bien multilatérales et bilatérales que des actions gouvernementales et des organisations non gouvernementales (O.N.G.)

Mais alors, les bénéficiaires devraient désormais se réveiller et essayer de trier les bons éléments parmi tant de systèmes et modèles proposés. Chacun apporte ce qui lui plaît et ce n'est pas nécessairement la meilleure formule du développement.

Au Burundi, les projets de développement sont financés par des partenaires variés. Les grands projets sont l'oeuvre de l'aide multilatérale alors que les petits projets intéressent de plus en plus les gouvernements et des O.N.G.

La coexistence de ces formes d'intervention ne manquera pas à long terme de créer des disparités structurelles puisque chaque partenaire propose ses méthodes et son approche de développement.

Il importe donc de consacrer quelques réflexions sur les stratégies poursuivies afin d'en tirer une ligne de conduite qui serait

adaptée au contexte socio-économique du Burundi. En effet, l'histoire nous apprend que ce qui a réussi à un endroit n'est pas absolument transposable ailleurs.

La mise en oeuvre des projets de développement devrait tenir compte des spécificités de chaque pays. La paysannerie du Burundi est globalement homogène dans toutes les régions (le type d'exploitation semblable, même logique paysanne...).

PROBLEMATIQUE ET HYPOTHESES DE RECHERCHE

Le sous-développement est actuellement combattu avec vigueur de toute part dans le Tiers-Monde. Au rendez-vous se trouvent consignés les pays développés par le truchement de la coopération au développement et les pays pauvres.

Les partenaires impliqués définissent constamment des stratégies d'intervention. Aucune formule universelle n'a encore été trouvée. La diversité des sources de financement des projets de développement explique la variété des formes d'interventions; il n'est donc pas étonnant de rencontrer des structures développementales différentes érigées dans un même pays.

Le Burundi ne fait pas exception à la règle dans le concert des nations sous-développées. Le problème du monde rural a toujours préoccupé les autorités politiques du Burundi et les bailleurs d'aide au développement.

Plusieurs formes d'intervention en milieu rural ont vu le jour avant l'indépendance, bien qu'à cette époque-là la motivation était toute autre.

Le gouvernement de tutelle avait tenté des actions de développement rural inscrites dans le plan décennal de développement économique et social de 1951-1960.

A la veille de l'indépendance, le gouvernement colonial confia à l'A.E.S.E.D. (Association Européenne de Sociétés d'Etudes pour le Développement) une étude globale du Ruanda-Urundi en vue de l'établissement d'un programme de développement économique et social.

Il sortira de cette étude des propositions d'un plan d'urgence essentiellement consacré aux trois objectifs fondamentaux : (1)

- Intensifier la production agricole
- Moderniser la société paysanne
- Préparer le développement industriel.

Le plan sera mort-né puisque depuis l'indépendance jusqu'en 1968 il y aura une période de tatonnement et d'instabilité politique. Aucune planification comme instrument de développement n'a été utilisée jusqu'en 1968.

Dès lors deux plans quinquennaux couvrant respectivement les périodes 1968-72 et 1973-77 représentent une ébauche de planification.

En dépit des éléments positifs de la conception de ces plans, le secteur rural n'a pas reçu l'attention qui lui revenait compte tenu de son rôle dans l'économie nationale.

Les projets de développement rural mis sur pied pendant cette période s'orientaient essentiellement vers des secteurs spécifiques : fermes d'élevage, cultures d'exportation (café, coton et thé) etc...

Manifestement, les cultures vivrières et les infrastructures sociales n'avaient pas été prises en compte dans le processus du développement rural. Le développement rural est un système complexe qui nécessite la mobilisation de tous ses éléments constitutifs. Un secteur pris isolément ne peut en aucun cas permettre un développement harmonieux.

Des expériences ont montré dans les pays en développement, que des projets de développement à caractère monosectoriel entraînaient des déséquilibres structurels. La priorité aux cultures d'exportation dans le but d'accroître les recettes en devises, a laissé les pays sous-développés déficitaires en produits vivriers; toute une série de conséquences en a découlé : dépendance de l'aide alimentaire, importation des produits vivriers etc...

---

(1) *A.E.S.E.D. Etude globale de développement du Rwanda et du Burundi Rapport global, Rapport analytique, Bruxelles, 1961 p.9.*

Le développement rural possède une signification bien plus large que celle qu'on lui donne dans le langage courant. Il ne s'agit pas seulement d'édifier des barrages et de construire des usines... En vérité le problème est bien plus complexe. Pour mettre en marche le progrès il convient avant tout de transformer l'homme lui-même et de transformer son milieu et le réseau de relations économiques et sociales (1).

Les nouveaux projets multi-sectoriels, dont le modèle se retrouve au Burundi sous forme de projets de développement rural intégré (S.R.D., P.A.D.C.) viendraient pallier à ce défi. Ils s'intéressent à tous les aspects du monde rural: les aspects productifs et leurs interdépendances, les aspects sociaux, comme éléments essentiels pour augmenter la production agricole et améliorer les conditions générales de vie des populations concernées.

Depuis la décennie 1970, le Burundi a choisi un modèle de développement rural basé sur l'implantation des sociétés régionales de développement rural intégré. Celles-ci devront progressivement couvrir toutes les régions naturelles du pays, écologiquement homogènes.

C'est dans ce cadre que les S.R.D. (Imbo, Buyenzi, Kirimiro, Rumonge...) ont vu le jour. Elles ont pour mission l'intégration dans le développement rural des actions d'amélioration de la production agro-pastorale, ainsi que le renforcement des infrastructures sociales de base.

Le gouvernement et les bailleurs de fonds ont mis à leur disposition des moyens importants afin de mettre en oeuvre les projets qu'elles sont chargées de gérer: amélioration des systèmes de production dans leur ensemble y compris leur environnement économique et social.

A côté des S.R.D., il existe d'autres projets de développement intégré : les projets d'appui au développement communal (P.A.D.C.) ceux-ci, comme l'indique leur nom, se limitent au niveau d'une commune ou deux. La nouvelle approche veut s'articuler sur une unité

---

(1) BASTIANETTO, R. *Essai sur le démarrage des pays sous-développés*, Paris, Cujas 1968 p.71.

administrative (commune) assez réduite au lieu d'un ensemble régional plus vaste.

Dès lors nous nous sommes proposés d'étudier les stratégies de développement rural à travers deux voies de développement, une S.R.D. et un P.A.D.C., dans le but de voir laquelle répondrait mieux aux nécessités du pays et aux attentes des décideurs (pouvoirs publics, bailleurs de fonds) et des bénéficiaires.

En d'autres termes, quelles stratégies de développement rural faut-il adopter?
Notre démarche est toutefois guidée par une idée globale : les approches S.R.D. et P.A.D.C. sont plus complémentaires que concurrentielles. Notre analyse nous conduira à tester les hypothèses suivantes

1) Les résultats atteints par la S.R.D. ne sont pas proportionnels aux moyens mis à sa disposition et n'incitent pas la population aux changements radicaux.

2) La faiblesse du pouvoir d'achat des paysans est un obstacle à la réalisation des objectifs des projets de développement.

3) L'approche S.R.D., privilégiant la technicité s'avère insuffisante. L'intégration des éléments de l'approche P.A.D.C. ne serait que bénéfique.

METHODOLOGIE

Il n'est pas aisé d'entreprendre une étude comparative de deux projets de développement qui s'appliquent sur des bases, que rien ne semble rapprocher : une région naturelle et une commune.

Pour rédiger ce travail, nous avons dû nous référer aussi bien à des ouvrages généraux et articles consacrés aux problèmes du développement en général qu'à des publications relatives au développement rural au Burundi; rapports des projets étudiés, mémoires, plans... sont des sources privilègiées de notre étude.

Cependant nous ne nous sommes pas limités uniquement aux sources écrites. En effet pour compléter les informations recueillies dans les rapports d'activités des projets et les propos des agents des projets, il a fallu procéder à des enquêtes orales auprès de la population-cible.

Un questionnaire a été élaboré à cet effet. Puisque ce travail porte sur deux lieux différents il était donc nécessaire de tirer un échantillon dans chaque milieu.
Il a été soumis à un échantillon de 105 ménages dans la zone d'intervention de la S.R.D. Kirimiro à raison de 15 par commune touchée.
Le choix d'un tel échantillon s'explique par des contraintes techniques. A la S.R.D., il existe un service de Suivi-Evaluation disposant d'enquêteurs répartis dans les 7 communes. Leur franche collaboration, leur expérience et surtout leur connaissance du milieu nous ont permis de passer le questionnaire sans difficulté aucune. Le programme de travail ne leur permettait pas, hélas, de passer plus de 15 questionnaires dans l'espace de temps que devrait durer l'enquête.

A Butaganzwa nous avons interrogé une trentaine d'unités domestiques : 10 sur les collines des premières interventions, 10 sur les collines faiblement touchées et 10 autres sur les collines qui ne bénéficient pas encore d'action du projet. Nous avons eu également des entretiens avec 4 groupements : 2 féminins et 2 masculins.

Le projet Butaganzwa doit théoriquement travailler avec les structures communales. Des concertations et collaborations permanentes sont reconnues et recommandées dans les documents. Afin de nous rendre compte de la réalité, nous avons eu des entretiens avec les autorités communales en l'occurrence l'Administrateur communal. Il nous a présenté le cadre de collaboration des services communaux et le projet et a bien voulu nous livrer ses impressions sur les réalisations du projet que nous aurons l'occasion de développer plus loin.

PRESENTATION DU TRAVAIL

Après avoir tracé le cadre général de notre travail il importe de passer en revue les grands points sur lesquels il va s'articuler. Deux parties font la charpente de cette étude.
La première se penche sur des généralités dans lesquelles nous parlons des théories de développement d'une part et de la pratique du développement rural au Burundi d'autre part.

Le premier chapitre trace le cadre théorique du développement en général. Il fait un tour d'horizon des grandes théories de développement à la mode susceptible d'inspirer quiconque entreprend une action de développement en général et de développement rural en particulier. Les théories développées dans ce chapitre ont fait coulé beaucoup d'encre et retiennent l'attention de plusieurs auteurs.

Le deuxième chapitre quant à lui fait un bilan des efforts consacrés au développement du secteur rural au Burundi. Nous y analysons les orientations générales du développement rural en distinguant les actions directement productives des axes de modernisation du milieu rural.

La deuxième partie comporte par contre trois chapitres. Nous essayons de dégager les stratégies.
N'est-il pas souhaitable que des interventions en faveur du développement rural se construisent pour autant sur une même base?
D'où l'impérieuse nécessité de définir non pas des stratégies de développement rural mais une "stratégie" applicable par tous les agents de développement pour éviter des distorsions qui risquent de désarticuler l'économie national et compromettre une croissance harmonieuse.

Le présent travail "Stratégies de développement rural vues à travers la S.R.D. Kirimiro et le Projet de développement rural polyvalent de Butaganzwa" s'intéresse moins à l'étendue spatiale des actions qu'aux approches de développement utilisées par les institutions respectives. Notre but est de mettre en parallèle les voies adoptées pour chacun des organismes de développement dont il est question afin d'en dégager les points stratégiques susceptibles d'orienter toute action en faveur du milieu rural burundais.

PREMIERE PARTIE:

CONSIDERATIONS GENERALES SUR LES THEORIES DU DEVELOPPEMENT

CHAPITRE PREMIER : LES THEORIES DU DEVELOPPEMENT

L'historique du développement dans le monde a toujours été jalonné par des idées doctrinales. Cela est tellement vrai qu'il est aujourd'hui admis que les échecs du développement sont imputables à la non-pertinence des théories supposées à la base des stratégies adoptées.

Logiquement, la construction d'une théorie de développement doit être précédée d'une analyse de la situation du sous-développement en d'autres termes, avant la thérapeutique, il faut un diagnostic.

I.1. Le diagnostic

La transposition d'une logique médicale dans un univers économique ne manque pas de pertinence à notre avis. En effet, comme la médecine consiste à améliorer l'état de santé d'un individu, le développement consiste à dépasser une situation de sous-développement jugée indésirable. Dans les 2 cas, il s'agit d'un passage d'une situation inférieure à une situation meilleure.

Sur le plan du diagnostic, c'est toute la question de la conception même du sous-développement qui est posée.

La caractérisation de l'état du sous-développement se fait généralement par 2 approches à savoir :

- l'approche statistique
- l'approche structurale.

I.1.1. L'approche statistique

"On a parfois défini le Tiers-Monde (T.M) comme un ensemble de pays aux performences économiques différentes de celles des pays développés (P.D.), le sous-développement (S-D) serait alors une question de degré, un seuil à ne pas franchir, par exemple : un revenu inférieur à 500 dollars par habitant et par an" (1).

Cette définition correspond à une manière statistique d'appréhender la réalité.

---

(1) *ALBERTINI, J.M. Les mécanismes du sous-développement, 5ème édition. Les Editions Ouvrières, Paris 1967 p.17.*

A son tour l'approche statistique se ramifie en :

- approche démographique
- approche sociale
- approche économique.

Du point de vue démographique, il est aujourd'hui admis qu'il existe une forte corrélation entre le niveau de développement et le taux de natalité. Comme les progrès de la médecine ont déjà produit leurs effets aussi bien au Nord qu'au Sud, il est évident que le taux de natalité reste le facteur déterminant du niveau démographique d'un pays hormis les événements fortuits comme la guerre, la famine.

Les données ponctuelles attestent que ce taux est plus élevé au Sud qu'au Nord, mais le débat reste ouvert quant à savoir s'il s'agit d'une cause ou d'une conséquence du sous-développement.

Le facteur démographique revêt un caractère causal du développement dès que les ressources disponibles sont partagées entre une population exagérement nombreuse. Autrement dit, un équilibre entre les ressources et les besoins est une condition préalable à l'accroissement de la productivité d'une société. En règle générale, la planification familiale est plus une conséquence qu'une cause du développement en ce sens que "le développement transforme les mentalités : il fait de la maîtrise de la nature la règle d'or des comportements humains, il promeut la femme et met en évidence les besoins de l'enfant. Le contrôle des naissances apparaît alors comme une exigence humaine fondamentale"(1).

Pour finir, il s'impose de relativiser l'aspect préjoratif que revêt actuellement la forte natalité. En effet, dans certains cas d'espèce, "le sous-peuplement lui-même est cause du sous-développement "tant il est vrai qu'à niveau technique égal, la puissance économique d'un pays est proportionnelle au nombre de bras qui sont au travail"(1)

---

(1) ALBERTINI, J.M. op.cit., p.21.

Les aspects sociaux de l'approche statistique renvoient aux problèmes

- de la santé
- de l'alimentation
- de l'instruction
- de l'emploi.

"Les énormes difficultés sociales auxquelles le continent africain est aujourd'hui confronté : le sous-emploi et le chômage, la faim et la malnutrition, la mort et les maladies sont les conséquences logiques du sous équipement et du sous-développement"(1).

Si les indicateurs démographiques et sociaux sont importants, il faut reconnaître que le sous-développement est en grande partie économique.

La description des caractéristiques économiques se base sur

- le revenu et le produit par habitant
- la distribution de la population (la répartition de l'emploi entre les secteurs)
- la composition des exportations
- le niveau des investissements.

Il ne suffit pas de décrire le problème, encore faut-il en cerner les causes en vue d'ébaucher des solutions. L'approche structurale ne vise pas autre chose.

I.1.2. L'approche structurale

Contrairement à une économie développée, une économie sous-développée ne forme pas un tout, car elle est à la fois caractérisée par une désarticulation interne et une domination externe.

I.1.2.1. Désarticulation interne

Les économies sous-développées sont caractérisées par une double désarticulation à savoir :

- une désarticulation du secteur traditionnel
- une désarticulation du secteur moderne.

---

(1) KODJO, E. "La dimension sociale du développement en Afrique". Futuribles n°86, mars 1985, p.79.

I.1.2.1.1. Désarticulation du secteur traditionnel

Vécue plus comme un mode de vie que comme une activité économique l'agriculture se prête mal à l'économie d'échange, la seule permettant la disjonction entre le prix de revient et le prix de vente. Dans la logique du marché, la différence qui en résulte est investie en grande partie en vue de la croissance.

En plus de son caractère désarticulé, l'agriculture est le siège d'une triple domination :

- la domination des grands propriétaires
- la domination des commerçants
- la domination des usuriers.

La domination des grands propriétaires exprime le rapport entre les cultures de rente et les besoins alimentaires des populations locales. L'exemple typique le plus souvent cité est les LATIFUNDIA de l'Amérique Latine.

Le rôle négatif joué par les commerçants a toujours été dénoncé. Son accaparement de la quasi-totalité du profit de l'agriculture décourage les agriculteurs à réagir aux impulsions expansionnistes. Le commerçant fait tout pour maintenir l'agriculteur dans une situation de débiteur perpétuel.

Les usuriers s'installent dès que "la consommation tend à dépasser de façon permanente les revenus qui sont laissés à la disposition de la famille paysanne" (1).

Les risques élevés de non remboursement des crédits accordés ne font que grèver les taux d'intérêt. Non seulement ces taux bloquent le développement agricole, mais aussi, ils freinent le progrès de l'économie toute entière dans la mesure où ils rendent les secteurs autres que spéculatifs non ou peu attrayants (les rendements de l'argent dans l'industrie par exemple deviennent plus faibles).

---

(1) ALBERTINI , J.M. op.cit., p.58.

I.1.2.1.2. Désarticulation du secteur moderne

Au niveau des villes du Tiers-Monde, force est de constater que les différentes activités n'embraient pas les unes sur les autres. C'est ainsi qu'en règle générale, la ville du Tiers-Monde consomme plus qu'elle ne produit. Cette prédominance de la consommation sur la production a des raisons dont :

- la difficulté de l'investissement productif
- la rareté des entrepreneurs
- la déficience de l'épargne.

Les préalables indispensables à tout investissement viable font généralement défaut dans le Tiers-Monde : infrastructures de base, insuffisantes inexistence d'industries complémentaires, étroitesse des marchés intérieurs, et accès impossible au marché mondial, un marketing encore déficient, inadaptation technologique. A toutes ces contraintes s'ajoutent les barrières psychologiques, qui dans la région visée, restent responsable de l'immobilisme socio-économique. On ne saurait non plus minimiser les raisons politiques dans cet esprit d'inaction. Ici, les responsables politiques hésitent de s'engager dans la vie économique pour ne pas choquer son audience politique; là les risques de nationalisation inspirent la réticence des entrepreneurs potentiels.

De façon générale, le commerce et l'administration excercent encore un attrait magique sur les meilleurs éléments des populations. Autrement dit, l'entrepreneur industriel est encore à créer.

S'il en est ainsi, cela est dû à toute une série de facteurs subjectifs et objectifs. Le désir d'un profit immédiat et le mépris à l'égard de tout travail manuel, la difficulté d'entreprendre, l'absence d'une tradition industrielle en sont les principaux.

Pour tout dire, l'entrepreneur de SCHUMPETER "qui a également la volonté de conquérir, le désir de se battre, de se montrer supérieur aux autres, de réussir non pour les fruits du succès, mais pour le succès lui-même, qui a enfin la joie de créer, de mener quelque chose à bien, ou simplement d'exercer son énergie et son ingéniosité"(1) fait défaut dans ce type de société.

---

(1) HAGEN, E. Economie du développement. Economica, Paris 1982, p.265.

La faiblesse de l'épargne intérieure est toujours citée comme étant un obstacle majeur au développement. Dans un milieu où la masse paysanne florant la misère représente la grande majorité de la population, on s'imagine que la renonciation à la consommation immédiate, donc l'épargne, reste plutôt un phénomène marginal tant il est vrai que la propension à épargner est fonction du revenu.

Toutefois, "le taux d'épargne d'un pays est faible non parce que le pays est pauvre mais parce que sa classe capitaliste est petite"(1).

En effet, la capacité d'épargne disponible est affecté à des consommations ostentatoires, conséquence d'une adhésion aux modèles socio-culturels importés.

La fuite des capitaux apparaît comme une occasion additionnelle d'amoindrissement de l'épargne. Le rapatriement des profits des firmes étrangères achève le scénario du désépargne du Tiers-Monde.

Dans une économie non industrielle, il y a cinq sources possibles de l'épargne (2):

- l'agriculture
- les consommateurs
- l'autofinancement des investisseurs
- les ressources du sous-sol.

"Chacun des 3 premiers flux peut être obtenu par l'épargne individuel ou par la contrainte gouvernementale" (3).

Dire d'une épargne qu'elle est faible ou insuffisante, cela sous-entend un taux d'épargne souhaitable. Ce taux, majoré des entrées de capitaux correspond au taux de formation du capital jugée nécessaire pour une croissance économique désirée.

Par ailleurs, l'économie urbaine est entretenue de l'extérieur et est malade de l'argent.

---

(1) HAGEN E. op.cit., p.315
(2) HAGEN E. op.cit., pp.311-312
(3) HAGEN E. op.cit., p.312

La place de l'extérieur est traduite par les ressources des revenus de l'Etat qui sont essentiellement constituées par les droits de douane et les droits de sortie.

La recherche du profit immédiat est caractéristique des hommes dits d'affaires dans les villes des économies en retard. En effet, les commerçants se livrent à des jeux de hasard dans la spéculation et maximisent ainsi la rotation des capitaux.

En plus, l'expansion urbaine s'accompagne du phénomène connu des inégalités des revenus qu'on peut classer comme suit :

- les inégalités entre les catégories sociales
- la distribution entre les revenus urbains et ruraux avec une nette supériorité des premiers
- l'appropriation d'une part importante des revenus par des minorités éthniques lorsqu'elles existent.

Paradoxalement, ces inégalités ne sont pas mal vues par les économistes, car dans les pays actuellement avancés, ces mêmes inégalités se sont révélées comme un puissant facteur du développement. En effet, l'exploitation de la classe ouvrière par la classe bourgeoise a permis à cette dernière de maintenir son hégémonie, quitte à épargner et à investir.

Dans le contexte économique des pays en développement longuement décrit, ces inégalités ne peuvent pas être soutenues en ce sens que la propension à épargner reste minime.

Au niveau des entreprises multinationales cette désarticulation résulte de 2 faits majeurs à savoir :

- la non-intégration de l'exploitation des matières premières au reste des économies ;

- la contradiction dans les stratégies.

S'agissant du premier phénomène, il faut se rendre à l'évidence que ces firmes demeurent étrangères à l'économie où elles sont implantées.

D'abord, les techniques employées n'ont que peu de rapport ou pas de rapport du tout avec les économies d'accueil. Cela a

pour première conséquence évidente l'absence d'effets d'entraînement, car toute tentative d'imitation par les entrepreneurs locaux demeure une vaine entreprise.

Ensuite, contrairement à ce qu'on pourrait penser, ces enclaves ne distribuent qu'un revenu dérisoire aux populations locales par rapport à la masse des revenus distribués. La raison en est que le personnel qualifié qu'elles emploient est recruté à l'étranger, sans parler des cadres.

Une deuxième évidence se dégage de cette deuxième constatation : les dites firmes poursuivent des objectifs purement commerciaux sans rapport voulu avec le développement du pays d'accueil. Travaillant pour le marché mondial, la stratégie de ces entreprises n'est pas orientée en fonction des problèmes du pays en question mais vise la prospérité de leur secteur d'activité.

I.1.2.2. La domination externe

La désarticulation des économies du Tiers-Monde dont il a été longuement question n'est que le résultat des dominations externes. "Avant la grande expansion impérialiste, il aurait été inexact de parler de désarticulation : l'économie n'était pas désarticultée, mais chaque économie traditionnelle, chaque économie urbaine avait une cohérence qui lui permettait de remplir à peu près son rôle. Avec les dominations économiques, sociales et politiques imposées par l'Europe, puis par l'ensemble des pays développés, la non-articulation est devenue désarticulation; les économies et les sociétés urbaines sont devenues dépendantes de l'extérieur; de vastes secteurs de l'économie, gouvernés par les grandes firmes internationales, ont pris un caractère insulaire, progressivement, les économies traditionnelles ont perdu leur ancienne cohérence sans pour autant s'intégrer à l'économie nationale"(1).

Par cette longue citation, l'auteur incrimine l'extérieur qui a déclenché le phénomène du sous-développement en perturbant les économies traditionnelles sans favoriser la dynamisation interne de ces économies.

---

(1) *ALBERTINI, J.M., op.cit., p.96.*

Apparemment, cette position affecte une allure d'une hypothèse qui appelle une vérification; chose que nous allons faire en 3 temps comme suit :

- la domination par les flux commerciaux
- la domination par les flux financiers
- la domination par les flus socio-culturels et politiques.

I.1.2.2.1. La domination par les flux commerciaux

Nous avons déjà eu l'occasion de signaler que le Tiers-Monde trouve plus de facilité à s'engager dans des activités commerciales plutôt que de monter une entreprise industrielle.

A l'échelle planétaire, l'échange a été vigoureusement défendu par la fameuse loi de l'"avantage comparatif" dont la mauvaise interprétation ne conduit qu'à des réactions erronnées. C'est dans cette optique que le principe (avantage comparatif) est formulé comme s'il condamnait les pays dans lesquels l'agriculture est aujourd'hui prédominante à se spécialiser définitivement dans l'agriculture (1).

Selon cette loi, la valeur de la production est maximisée si l'on déplace chaque facteur de production vers la production où sa productivité marginale en valeur (PMaV) est la plus élevée jusqu'à l'égalisation des PMaV de tous les facteurs de production dans tous les emplois.

Cette loi présuppose vérifiées certaines hypothèses en contradiction flagrante avec la réalité, à savoir :

- la concurrence parfaite
- techniques de production immuables
- existence des mêmes techniques dans tous les pays.

Etant le fondement de la prétendue division internationale du travail, longtemps considéré comme possible, aujourd'hui factuellement démentie, la loi de l'avantage comparatif méritait cette attention.

---

(1) HAGEN, E. op.cit., p.444.

C'est précisement dans cette optique que nous allons analyser le commerce du Tiers-Monde.

Trois tendances fondamentales caractérisent ce commerce :

1° Les produits de base représentent l'essentiel des exportations du Tiers-Monde alors que les importations comprennent en majorité les produits manufacturés.

2° Les pays développés diversifient leurs exportations tandis que le Tiers-Monde tend à la spécialisation.

3° Les pays du Tiers-Monde disposent d'un nombre très restreint de partenaires commerciaux choisis très souvent en raison des liens historiques.

A long terme, la mort de la division internationale du travail se dessine, tandis que à court terme le commerce international reste caractérisé par l'instabilité des prix des produits de base.

"Jusqu'en 1938, on a pu croire que le moteur de la propagation du progrès économique résidait dans les échanges" (1). Pour revenir sur ce qui a été déjà dit ou sous-entendu, cette croyance était fondée sur la division internationale du travail dont nous prophétisons la mort, les causes à l'appui :

- le rapide expansion des produits de remplacement concurrence les produits de base : pensons aux matières synthétiques qui s'imposent de plus en plus au détriment des produits naturels;
- l'expansion des échanges Nord-Nord : les pays riches deviennent les meilleurs clients des pays riches;
- les changements dans la demande pour les pays développés: les biens d'équipement et d'armement occupent de plus en plus une place importante dans les pays développés. En outre, au fur et à mesure de l'élevation des revenus, phénomène courant dans les pays développés;
- les consommateurs exigent des produits sophistiqués sans rapport avec la technologie du Tiers-Monde. Aussi, faut-il tenir compte de la consommation des services.

---

(1) ALBERTINI, J.M. op.cit., p.99.

les effets attendus. Cela reviendrait à dire que les produits primaires ne sont pas ou sont peu sensibles aux variations de prix. Par ailleurs, les pays industrialisés ont atteint un niveau démocratique tel que une baisse de salaires est devenu impensable avec l'action syndicale. Ce qui fait que les produits manufacturés sont des produits à forte valeur ajoutée et portant, l'indice des prix des importations du Tiers-Monde reste supérieur à l'indice des prix des exportations étant entendu que le Tiers-Monde est exportateur des produits primaires et importateur des produits finis.

Dans la conjoncture des relations commerciales décrite ci-dessus, la domination des pays développés sur les pays en voie de développement devient inévitable. Définie comme "la capacité que possède l'économie d'influencer d'autres économies sans être influencée par elles" (1), la domination n'est pas toujours intentionnelle comme on est tenté de le présumer. Sans pour autant exclure cette intention impérialiste qui par ailleurs reste vivace malgré une opinion publique réfractaire, les éléments dimensionnels et structurels sont à l'origine de cette situation.

Par l'élément dimensionnel, on pense que "toute chose restant égale d'ailleurs", il s'instaure des rapports de domination entre 2 pays à dimension inégale et cela au détriment du pays à petite dimension.

L'élément structural quant à lui renvoie à toute la question de l'organisation économique d'un pays. Les infrastructures économiques et financières performantes dans les pays industrialisés font de ceux-ci des pôles de développement qui exercent un attrait certain sur les pays en voie de développement.

En définitive, les pays développés ont atteint un seuil de maturité sociale, économique et politique tel que les pays non développés ne peuvent jouer qu'un rôle de satellite.

---

(1) ALBERTINI, J.M. op.cit., p.112.

La combinaison de tous ces facteurs dont les effets sont accentués par le progrès technique fait que les pays du Tiers-Monde, à production primaire voient leur situation s'empirer.

Sur le marché mondial, les produits de base connaissent des changements de prix annuellement très importants en l'absence des mesures conventionnelles de stabilisation. Ces variations sont parfois dues aux conditions objectives du marché d'une part, et au comportement psychologique des consommateurs d'autre part.

Une fois décrite la situation du commerce international, il importe de voir ses conséquences a priori néfastes sur le Tiers-Monde. Ces conséquences sont de 2 ordres :

- la détérioration des termes de l'échange
- les effets de domination.

Par définition, les termes de l'échange expriment le rapport entre l'indice du prix des exportations et l'indice du prix des importations multiplié par cent (1).

On parlera alors d'amélioration ou de détérioration des termes de l'échange selon que ce rapport est supérieur ou inférieur à 100, la première éventualité restant plutôt un cas rarissime pour notre région. "Cette détérioration des termes de l'échange explique la dégradation constante de la balance des paiements des différents pays africains : la C.E.A. constate que le déficit de la balance des opérations courantes des pays africains non exportateurs de pétrole se chiffrait à 36% de leurs recettes en 1980, alors qu'il n'était que 25% en 1974..." (2).

Globalement, cette situation de fait s'explique par des causes monétaires et socio-logiques.

Logiquement, la dévaluation monétaire pour un pays est une stratégie de promotion des exportations. Paradoxalement, on constate que cette pratique dans le monde en développement ne produit pas

---

(1) Il s'agit des termes de l'échange net.

$$\textit{Termes de l'échange brut} = \frac{\textit{Indice du volume des Importations}}{\textit{Indice du volume des Exportations}}$$

(2) KODJO, E. "La dimension sociale du développement en Afrique" in Futuribles n°86, mars 1985, p.68.

I.1.2.2.2. La domination par les flux financiers

Des preuves factuelles existent qui plaident en faveur de la nécessité des capitaux étrangers. En effet, historiquement, force est de constater que les pays ayant économiquement réussi ne l'ont été que grâce aux capitaux étrangers.

A titre d'exemple, qu'il nous suffise de citer le rôle joué par les capitaux européens dans les pays tels que les Etats Unis, le Canada, l'Australie, la Nouvelle Zélande et l'Argentine. L'impact du plan Marshall sur l'économie européenne alors anéantie par la deuxième guerre mondiale est révélateur dans ce sens.

La question qui mérite d'être posée est bien évidemment celle de savoir si le même scénario peut se reproduire dans les conditions actuelles des flux de capitaux dans le Tiers-Monde. Sinon, quelles en sont les raisons?

Les capitaux étrangers se distinguent en capitaux publics et en capitaux privés. Ces derniers se divisent à leur tour en investissement direct et en placement en portefeuille.

Pour des raisons de rentabilité des investissements, ces derniers se sont rarefiés. Les investisseurs directs eux, ont des objectifs rarement concordant avec les objectifs de développement du pays d'accueil.

N'ayant aucune mainmise sur les firmes multinationales, les gouvernements d'accueil acceptent la soumission pour peu qu'ils en tirent un minimum de profit.

La volonté de puissance présente déjà au niveau de l'individu l'est encore davantage au niveau d'une nation. Les capitaux publics en sont les meilleurs serviteurs. Historiquement, cela est démontré.

Pour le Président TRUMAN, l'aide américaine a un but : "Assister les nations libres en créant les conditions économiques grâce auxquelles des institutions libres pourront survivre et s'épanouir et aider les nations libres à se protéger contre l'agresseion"(1).

---

(1) TRUMAN, cité par Albertini J.M., op.cit., p.124.

L'aide publique a décidément une valeur stratégique incontestable. "Si les demandes d'aide ne s'appuyaient que sur des considérations purement économiques, elles n'auraient aucune chance d'éveiller un intérêt sérieux chez les pays avancés. C'est seulement parce qu'elles touchent à des considérations d'ordre stratégique que telles requêtes de la part des pays sous-développés ont quelque chances de succès. Les pays sous-développés sont dans une certaine mesure des pions sur l'échiquier de la politique de puissance" (1).

Parce que les capitaux publics comportent prioritairement des valeurs stratégiques et commerciales, ils sont source de domination des économies avancées sur les économies assistées.

I.1.2.2.3. La domination par les flux socio-culturels et politiques

A côté de la domination économique, les pays sous-développés sont victimes des dominations sociales, culturelles et politiques.

Le colonialisme est la forme de domination politique par excellence. La fin du colonialisme ou l'indépendance politique n'a pourtant pas coïncidé avec la fin de ces dominations.

La société industrielle, étant devenue un modèle pour les sociétés traditionnelles, exerce sur celle-ci - comme il en a été largement question - une influence préjudiciable tant sur le plan social, culturel que sur le plan politique.

La société industrielle a tous les moyens pour exporter ses valeurs et elle le fait délibérement pour les intérêts déjà mentionnés.

Les sociétés locales vont en définitive adopter le mode de vie des pays développés chaque fois que cela est possible. En cas d'impossibilité, des frustrations en résultent.

---

(1) Jacob Viner, cité par Albertini, J.M., op.cit., p.123.

Concrètement, cette catégorie de dominations s'observe dans :

- les modes d'habillement
- les habitudes alimentaires
- les moyens d'expression
- les comportements sociaux.

Il va sans dire qu'une telle situation a des conséquences graves sur le développement d'un pays qui passe comme on le sait par le changement des mentalités.

Jusqu'ici, nous avons tenté de brosser le sombre tableau - il faut le reconnaître - de la région dite du sous-développement. Autant qu'il nous a été possible de le faire, nous avons pu identifier les principaux blocages en tirant au clair le fonctionnement des économies sous-développées lesquelles sont à la fois désarticulées et dominées. Ce faisant, chacun des partenaires à savoir le Tiers-Monde et les pays industrialisés s'est vu affecté de sa part de responsabilité dans cette situation du sous-développement.

Le chapitre qui suit a naturellement la vocation de passer en revue les différentes théories du développement tentées ici et là successivement ou parallèlement en vue de surmonter le vieux et actuel problème du sous-développement.

I.2. La thérapeutique

Le chapitre précédent sur le diagnostic appelle naturellement son corollaire, c'est-à-dire la thérapeutique. Le diagnostic a consisté essentiellement à présenter une photographie imparfaite par ailleurs du sous-développement.

Dans l'ensemble, il se dégage de ce chapitre que le sous-développement est tantôt vu comme :

- un retard à rattraper; il s'agit dans ce cas d'une étape inévitable, nécessaire ;
- une situation figée; un "cadeau" du ciel pour les pays sous les tropiques.

Cette conception est traduite par l'opinion suivante : "la tentation est grande, partant ainsi de la considération des ressources offertes par le sol et le sous-sol, des difficultés opposées par le relief ou la nature des roches superficielles, et surtout par le climat, par le régime des eaux et de la végétation d'affirmer que des pays tels que le MEZZOGIORNO italien ou la TUNISIE ont, pour ainsi dire, une vocation naturelle au sous-développement"(1). Dans cette optique, les sociétés pauvres sont caractérisées par la passivité, la résignation, le fatalisme, la superstitution...

Une conséquence des rapports inégaux : c'est une appréhension du phénomène du sous-développement de l'extérieur (2). Cette approche dont MARX assume la paternité insiste sur les rapports inégaux, la dépendance, l'extraversion et la marginalité qui caractérisent les relations centre-périphéire.

En définitive, la thérapeutique répond à la grande question : comment trouver la voie du développement?

A ce niveau, il importe de bien poser le problème et Jean Poncet satisfait à cette condition : "Pour saisir dans toute sa complexité le problème de la lutte contre le sous-développement, nous devons nous placer dans une double optique inséparable; celle des difficultés liées à la nature et à l'histoire des pays considérés; celle des rapports internationaux et du mode de production qui engendre le développement inégal aussi bien que l'hyper-développement, la congestion urbaine et industrielle, les crises de surproduction à un bout du système de même que le sous-développement à l'autre bout"(3).

Cette position du problème nous paraît conforme à la réalité décrite dans le chapitre premier qui fait ressortir à la fois les pesanteurs naturelles et historiques des pays sous-développés.

---

(1) *PONCET, J. Le sous-développement vaincu, Editions Sociales, Paris 1970, p.25.*

(2) *NDABAMBALIRE, S. Les disparités structurelles et l'aide publique au développement : cas du Burundi, Freiburg, 1980, p.54.*

(3) *PONCET, J. op.cit., p.14.*

et les effets majoritairement pervers du système économique mondial sur les dits pays.

Par ailleurs, il importe de constater qu'à l'origine, les stratégies dont il est question sont plus des stratégies de la croissance que du développement.

Dans toutes les théories de développement connues jusqu'à aujourd'hui il est un fait fondamental qu'il faut dégager tout de suite; l'implication de la science économique d'une part et les relations économiques entre les entités économiques distinctes d'autre part, en l'occurrence les pays dits avancés et les pays non développés.

Au fond, c'est autour de cette double implication que s'articulent les différentes approches du développement. Il s'agira précisément d'universaliser ou non un modèle économique d'une part et d'autre part, de déterminer l'avantage des échanges internationaux.

Cet exercice aboutit naturellement à 4 théories dont le tableau suivant donne la typologie.

Tableau N°1 : Typologie des théories économiques

		Mono-Economisme	
		Affirmé	Nié
Réciprocité des avantages	Affirmée	Economie Orthodoxe	Economie du Développement (Economistique)
	Niée	Economie Marxienne	Théorie Marxiste

Source : CAVIEZEL Lothar : Cours d'Economie du Développement, année académique 1985-86 (notes de cours).

Le mono-économisme signifie que le modèle de croissance économique conçu pour les pays européens est applicable partout, même dans le Tiers-Monde. C'est dire qu'il n'existe qu'une seule science économique et un écrivain de dire : "l'une des plus étonnantes promesses de la théorie économique moderne est d'avoir

[illegible] de l'analyse du processus de croissance des pays industrialisés [illegible] un système apparemment applicable aux économies les plus [illegible]ritives" (1).

A contrario, rejeter ce principe revient à reconnaître au Tiers-Monde des traits caractéristiques qui lui sont particuliers [illegible]avant du même coup les théories conçues pour les pays industrialisés de leur pertinence.

L'échange quant à lui constitue la pierre angulaire de l'économie capitaliste tandis que les tenants de la pensée marxienne [illegible] voient une occasion d'exploitation du Sud par le Nord.

Voyons maintenant très succinctement le contenu réel de ces théories une à une.

I.2.1. L'économie orthodoxe

Comme le révèle le tableau précédent, cette théorie affirme simultanément le mono-économisme et la réciprocité des avantages. La théorie orthodoxe ou classique se situe dans l'optique du sous-développement vu comme un retard à rattraper.

Selon cette théorie, il faut se fier aux mécanismes du marché qui tendent inévitablement à l'équilibre économique selon le principe de la "main invisible" et cela quelque soit le milieu.

Manifestement, W.W. Roston se rallie à cette théorie avec ses 5 étapes du développement économique à savoir :

- la société traditionnelle ou précapitaliste
- les conditions de décollage : accumulation du capital
- le décollage
- la maturité économique
- l'ère de la consommation de masse.

(1) *HIRSCHAMAN, Albert O. Stratégie du développement économique, p.4*

I.2.2. Les théories marxiennes et Néo-marxistes

De part leur définition, ces théories correspondent à une vision pessimiste des choses et appellent de ce fait des solutions radicales socialement intenables.

I.2.3. La théorie de l'Economie de développement(Economistique)

La crise économique des années 30 fut interprétée par John MAYNARD KEYNES qui dénonça alors l'orthodoxie économique. Ce dernier part de la constatation originale que l'économie peut se trouver alternativement aux équilibres de sous emploi, de plein emploi et de sur-emploi des facteurs de production pour proposer des politiques économiques susceptibles de tirer l'humanité de la situation de crise.

La théorie de l'économie du développement dont il est question maintenant trouve son inspiration directe dans les révélations J.M. KEYNES qui relativise la théorie orthodoxe n'applicable que dans une économie particulière où les facteurs de production sont pleinement employés.

Comme il ressort de la typologie, cette théorie reconnaît la réciprocité des avantages et nie le mono-économisme.

Dans le cadre précis des relations Nord-Sud (N-S), l'hypothèse de la réciprocité des avantages laisse entendre que les pays développés peuvent contribuer au développement des pays sous-développés par des interventions à un triple niveau :

a) l'expansion de l'échange matériel et financier (prêt)
b) les transferts financiers (dons)
c) l'assistance technique et le know how.

Pour A.O. HIRSCHMAN, c'est un avantage pour les pays sous-développés qu'il y ait une grande masse de partenaire économiquement et techniquement avancés dans la mesure où il y a possibilité de faire jouer en leur faveur les économies externes. "Ils ont la chance de se trouver devant un immense réservoir de progrès technique accumulé où ils pourront puiser d'une manière continue pendant de longues années" (1).

---

(1) HIRSCHMAN Albert O. op.cit., p.49.

Toutefois, la réciprocité des avantages n'est pas synonyme de la répartition équitable des profits tirés des échanges. Il est hors de doute que les pays développés profitent plus de l'échange que les pays sous-développés comme l'ont démontré simultanément et indépendamment les économistes Paul PREBISCH et Hans SINGER à l'aide de la détérioration des termes de l'échange. La puissance des syndicats ouvriers dans les pays développés et l'abondance de la main d'oeuvre dans le Tiers-Monde sont à l'origine de cette détérioration.

En définitive, l'hypothèse de l'échange inégal est vérifiée, mais pas celle d'exploitation dans le sens où l'échange ne profite qu'aux pays développés.

Partant de l'analyse faite par KEYNES dans une économie développée, les premiers économistes du développement tels NURSKE et MANDELBAUM procèdent à une analyse analogue dans les économies en développement et furent tout de suite frappés par un sous-emploi rural inouï.

Ils en conclurent alors que l'approche orthodoxe s'avère "inopérante et trompeuse" dans une économie du Tiers-Monde rejetant ainsi le mono-économisme.

Dans une économie caractérisée par un sous-emploi rural, les économistes du développement proposent "une politique d'investissement publics planifiés destinés à favoriser une croissance équilibrée" par la mobilisation progressive aux fins de l'industrialisation de la population rurale en surnombre. Cette politique s'apparente visiblement de la politique fiscale expansionniste keynésienne destinée à absorber le chômage.

Pour la plupart des économistes, l'industrialisation est considérée comme un facteur-clef du démarrage. Non seulement elle est théoriquement (je dis bien théoriquement, car tout dépend de la technologie choisie) créatrice d'emploi, mais encore mieux, elle permet de "briser la spécialisation des pays en voie de développement dans la fourniture des matières premières et les pays développés dans la fourniture des produits manufacturés modernes".
Là-dessus, René-Dumont est catégorique : "sans usines, il n'y a pas de décollage possible de l'économie, pas d'accroissement rapide"(1).

---

(1) DUMONT, R., L'Afrique Noire est mal partie, Paris, p.100.

A ce niveau, la question de savoir la portée pratique de cette théorie sur les stratégies de développement est légitime. Disons tout de suite que cette approche repose sur le modèle de croissance de HARROD-DOMAR. Selon ce dernier (modèle), le taux de croissance économique d'un pays est fonction de 2 éléments, à savoir la propension à épargner exprimée par le rapport S/Y (1) et le taux capital-produit exprimé par le rapport $\frac{K}{P} \times 100$ (2).

Schématiquement, ce modèle se résumerait comme suit :

$$dY = \frac{Y \; s}{k} \quad (3) \qquad \text{où}$$

Y = le revenu
k = le taux d'intensité du capital
s = la propension moyenne à épargner
dY = la croissance économique.

Concrètement, posons un cas hypothétique où les variables ci-dessus ont les valeurs suivantes :

Y = 100
s = 0,2
k = 0,5

Dans ce cas précis, $dY = \frac{100 * 0,2}{0,5} = 40$.

De toute évidence, un tel modèle accorde une place centrale aux capitaux étrangers eu égard à tout ce qui a été dit sur la situation de l'épargne et du revenu dans les pays en voie de développement. La réciprocité des avantages s'inscrit tout naturellement dans cette logique.

Ainsi, la reconnaissance de la réciprocité des avantages et le rejet du mono-économisme ouvrent la porte à l'entrée des capitaux étrangers en vue de la valorisation des ressources naturelles non encore rares dans la région en étude. Les tableaux suivants en donnent une idée claire. (Cfr les tableaux N°2 et 3).

---

(1) S = Epargne et Y = le revenu
(2) K = Capital et P = Production
(3) Cette formule n'est valable qu'en situation d'équilibre, c'est à dire quand I = s.Y.

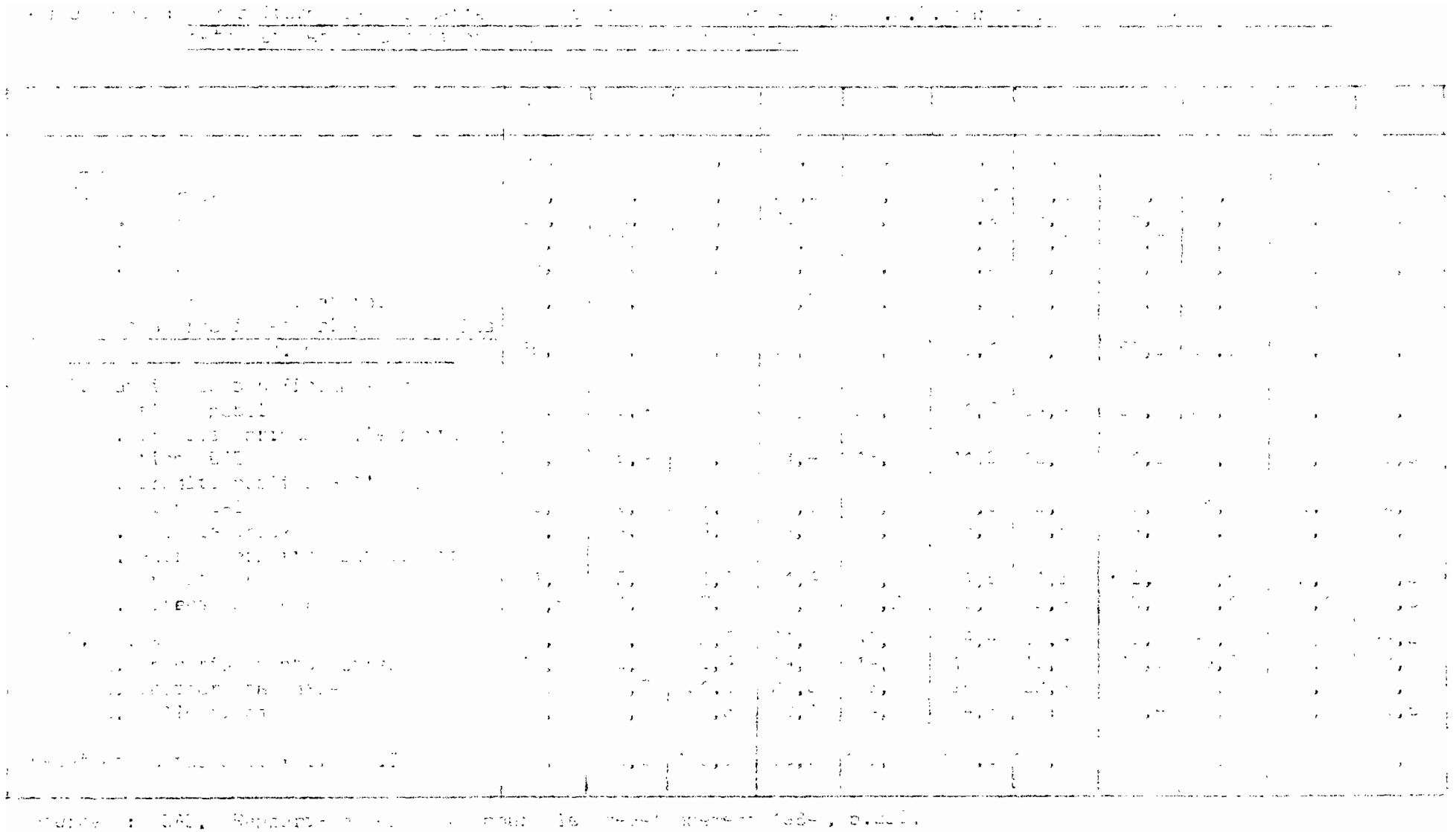


Tableau N°9 : Recettes nettes de toutes provenances des P.E.D. par type de flux et groupe de revenus, moyenne 1981-82

	Ensemble des P.V.D.		Pays à faibles revenus								PRITI		PRITs		Aide non affectée		Afrique Subsaharienne	
			Total		PMA		Chine et Inde		Autres PFR									
	Mds $	% du total	Mds $	% du total	Mds $	% du total	Mds $	% du total	Mds $	% du total	Mds $	% du total	Mds $	% du total	Mds $	% du total	Mds $	% du total
I. A.P.D.	35,66	35,6	18,96	68,1	6,60	92,3	2,26	67,9	8,10	53,4	5,12	35,4	5,42	13,5	8,15	40,7	8,19	56,1
1. Bilatérale	27,84	27,9	10,53	44,8	4,45	62,2	0,89	26,7	6,19	40,6	4,27	29,6	4,98	12,4	7,15	35,7	5,55	40,7
a. Pays CAD	18,41	18,3	8,27	35,8	3,34	46,7	0,96	28,6	4,91	32,3	2,44	16,9	3,02	7,5	3,75	18,7	5,10	34,9
b. Pays OPEP	6,13	6,1	0,83	3,6	0,81	11,3	-0,09	-2,7	0,22	1,4	1,15	8,0	1,85	4,6	2,18	10,9	0,61	4,2
c. Autres donneurs	3,40	3,4	1,39	5,4	0,30	4,2	0,02	0,6	1,06	7,0	0,68	4,7	0,11	0,3	1,22	6,1	0,14	1,0
2. Organismes multilat.	7,72	7,7	5,43	21,2	2,15	30,1	1,37	41,1	1,90	12,6	0,85	5,8	0,44	1,1	1,00	4,9	2,64	16,0
II. Dons des organismes privés bénévoles	2,16	2,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,16	10,8	-	-
III. Flux non-concessionnels	62,41	62,2	6,71	33,9	0,55	7,7	1,07	32,1	7,08	46,6	9,33	64,6	34,65	86,5	9,72	48,5	6,42	43,9
1. Publics ou bénéficiant du soutien du secteur public	22,06	22,0	4,81	18,7	0,45	6,3	1,10	33,0	3,25	24,4	4,26	29,5	8,61	24,0	3,37	16,8	2,30	15,3
a. Crédits à export.	11,35	11,3	3,10	12,1	0,18	2,5	0,84	25,2	2,07	13,8	2,31	16,0	5,82	14,5	0,28	1,4	1,55	10,3
b. Multilatéraux	6,17	6,2	1,20	4,7	0,10	1,4	0,28	7,8	0,84	5,5	1,82	12,6	3,09	7,7	0,85	0,2	0,55	3,5
c. Autres flux publics & privés	2,30	2,3	0,51	2,0	0,17	2,4	-	-	-	-	-	-	0,70	1,8	0,95	4,7	0,72	4,9
d. Autres donneurs	2,08	2,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	62,5	6,35	31,7	3,60	24,6
2. Privés	40,36	40,3	3,90	15,2	0,10	0,4	-0,03	-0,9	3,83	25,2	5,07	31,1	25,04	62,5	6,35	31,7	3,60	24,6
a. Investis.directs	14,55	14,5	2,93	9,8	0,12	1,7	0,10	3,0	2,31	15,2	1,67	11,6	8,76	16,6	5,58	17,9	2,32	15,6
b. Secteur bancaire	25,00	25,0	1,22	4,8	-0,01	-0,2	-0,16	-4,6	1,39	9,2	3,56	24,6	17,45	43,5	2,77	13,8	1,16	10,8
c. Obligation	0,81	0,8	0,14	0,5	-0,05	-0,2	0,02	0,6	0,13	0,8	-0,16	-1,1	3,83	2,1	-	-	-	-
Recettes totales(I+II+III)	100,23	100	28,67	100	7,15	100	3,33	100	15,18	100	14,45	100	40,07	100	23,03	100	14,61	100

Source : CAD, op.cit , p.227

Les tableaux ci-dessus donnent une idée chiffrée de l'effort international dans la lutte contre le sous-développement.

Une analyse de structure et de croissance nous autorise à tirer une conclusion en faveur de la réciprocité des avantages: Si l'évolution des apports à condition non-libérales se fait au détriment des recettes issues de l'Aide Publique au Développement (APD), c'est une preuve que les 2 parties en présence (donateurs et bénéficiaires) tirent profit de cette forme de coopération.

En effet, de 1970 à 1983, la part de l'A.P.D. dans les recettes des P.E.D. passe de 40.6% à 33.7%, soit une chute de 6.9% (Tableau n°2). Par contre, les flux financiers à des conditions de marché accuse une progression de 8.9% (de 55.1% à 64.0%) dans la même période (Tableau n°2).

En définitive, tout ce qui précède nous autorise à dire que cette approche a le grand mérite d'avoir particularisé les conditions économiques du Tiers-Monde démentissant ainsi la généralisation abusive de la théorie néo-libérale. "En fait, toutes les recherches montrent que le changement économique est une chose complexe qui peut différer radicalement d'un pays à l'autre et d'une période à l'autre (1).

Ce faisant, la conviction que les problèmes du sous-développement ne sont pas insurmontables devient défendable.

Malgré cette avance certaine que la théorie de l'économie du développement marque sur la théorie orthodoxe, il serait illusoire de croire que cette approche épuise les problèmes du sous-développement, ce qui serait en contradiction flagrante avec la réalité quotidiennement vécue.

Il n'a pas suffi de dire "que le développement soit" pour que celui-ci fut.

---

(1) *PERROUX, F. L'entreprise et l'économie du 20ème siècle, V1. PUF, pp. 95-96.*

Inspirés par les échecs des 2 premières décennies du développement (1) les économistes et les autres chercheurs en sciences sociales ont tenté de mettre au point de nouvelles théories économiques du développement. Leur apport peut essentiellement se résumer par l'intégration dans l'analyse économique de 2 facteurs à savoir la culture et l'écologie. Le principe est alors de se prononcer pour ou contre la diversité culturelle et écologique.

De la sorte, 4 positions fondamentales sont possibles conformément au tableau qui va suivre. Par ailleurs, ces théories ont ceci en commun qu'elles rejettent toutes les mono-économisme et affirment la réciprocité des avantages.

Tableau N°4 : Typologie des théories économiques du développement

		Diversité culturelle	
		Affirmée	Niée
Diversité Ecologique	Affirmée	Théorie systémique	Théorie de l'écodéveloppement
	Niée	Théorie culturaliste	Théorie économistique

Source : CAVIEZEL Lothar, Cours d'Economie du Développement, notes de cours, année académique 1985-86.

Il saute aux yeux que cette analyse vient compléter de façon substancielle l'approche économistique qui nie simultanément la diversité culturelle et écologique.

I.2.4. La théorie culturaliste

La notion de culture est à l'origine une notion chère aux anthropologues et aux sociologues avant de s'imposer aux chercheurs en sciences économiques.

Si pour l'instant notre intention n'est pas de développer le concept de culture qui peut faire l'objet d'un travail à part, il ne nous paraît pas superflu d'en donner la définition.

---

(1) Les années 60 et 70 ont été baptisées par les Nations Unies, les décennies du développement.

Selon Rocher Guy "la culture est un ensemble lié de manière de sentir et d'agir plus ou moins formalisées qui, étant apprises et partagées par une pluralité de personnes servent d'une manière à la fois objective et symbolique, à constituer ces personnes en une collectivité particulière et distincte" (1).

En quoi consiste cette théorie?

Dans le cadre précis des stratégies du développement économique, la théorie culturaliste plaide pour la prise en compte des facteurs culturels dans toute conception d'actions de développement. Dénonçant la transposition rigide des modèles occidentaux valables uniquement dans les milieux culturels pour lesquels ils ont été élaborés, la même théorie sous-entend un effort important d'adapter ou de penser des modèles de développement propres à chaque culture. Cette idée est traduite par W.W. Rostow en disant que "Psycologically, man must transform or adapt the old culture in ways which make it compatible with modern activities and institutions"(2).

Si l'on y réfléchit de plus près, l'idée mise en évidence de l'influence culturelle sur le développement n'a rien de génial. En effet, si nous posons que l'économie est une science sociale, ce qui est incontestable on en déduit sans faire aucune oeuvre de génie que la dimension culturelle joue un rôle non négligeable.

Pour illustrer à quel point les aspects culturels jouent un rôle fondamental dans la politique de développement économique, Bernard JOINET a créé le terme de l'Economie de solidarité "repris par GORAN Hyden moyennant une légère modification de "the Economy of affection".

Observée par Hyden en Tanzanie, "l'Economie d'affection" désigne cette fraction de l'économie africaine qui ne fait parti ni du capitalisme, ni du socialisme... Elle signale... les réseaux de soutien, de communication et d'interaction entre des groupes définis structurellement par le sang, la parenté, la communauté ou quelque autre affinité comme la religion.

---

(1) ROCHER, G. Introduction à la sociologie générale, V1, éd. H.M.H, p.111.
(2) ROSTOW, W.W. Politics and the stages of growth, pp.58-59.

Ce comportement socio-économique caractéristique des sociétés africaines s'explique par des conditions objectives spécifiques telles que :

- l'absence d'une technologie intermédiaire
- l'autonomie relative du producteur paysan
- l'absence d'un surplus de travail agricole.

Le recours à une technologie élémentaire maintient les exploitations africaines essentiellement agricoles à une très faible productivité.

Le paysan africain jouissant d'une autonomie relative dans ses actes de production, de répartition et de consommation des biens et services, il peut raisonnablement fuir les exigences du gouvernement en matière du développement.

L'absence d'un surplus du travail agricole est un autre élément spécifique des sociétés pré-industrielles africaines.

Tous ces phénomènes absents dans les sociétés avancées font que les africains s'organisent autrement que les autres peuples en une économie dite de solidarité.

Dans ce contexte socio-culturel, toute stratégie de développement faisant abstraction de cette réalité nous paraît comme une abérration.

Inversement, l'intégration de cette dimension culturelle dans la conception d'une stratégie de développement fait ressortir 2 fonctions essentielles de l'économie de solidarité :

1° L'économie de solidarité constitue une défense contre les stratégies administratives mal orientées.

2° Elle constitue une base pour une stratégie autocentrée du développement.

En vertu de son caractère insaisissable, l'économie de solidarité rend inefficace toute répartition impersonnelle et rationnelle des ressources dictées par les gouvernements.

Par contre, une valorisation judicieuse de ce type de solidarité consisterait en une consolidation des structures autocthones, susceptibles d'être transformées en instruments pratiques du développement. En résumé, l'économie de solidarité n'a que valeur d'exemple dans le débat sur la place de la culture en matière de développement économique.

I.2.5. La théorie de l'Ecodéveloppement

Lancé pour la première fois en 1972 par Maurice Strong (1) le concept d'Ecodéveloppement fut formulé par la déclaration de Cocoyoc en 1974.

En peu de mots, la stratégie de l'Ecodéveloppement vise à équilibrer les relations entre l'homme et son environnement.

L'idée maîtresse est que l'environnement est un facteur dont il faut absolument prendre en considération dans toute action de développement. Non seulement un environnement physique spécifique peut être favorable ou défavorable à une action spécifique, mais aussi la gestion de cet environnement doit tenir compte des besoins des générations futures, tant il est vrai que la tendance générale est la dégradation des écosystèmes.

Partant de l'axiome que les ressources naturelles sont limitées et que la qualité du milieu conditionne la qualité de la vie, le retard qu'ont mis les économistes à valoriser l'environnement ne peut que surprendre.

Une fois acquise la pertinence de l'approche d'Ecodéveloppement, reste à présenter sa démarche concrète. Appliquées aux économies sous-développées, l'approche s'appuie sur les recommandations suivantes :

1° Dans chaque écorégion, il s'agit de mettre en valeur ses propres ressources pour la satisfaction des besoins de base de la population.

2° L'Ecodéveloppement voit l'homme comme la ressource principale.

---

(1) Secrétaire Général de la Conférence de Stockholm sur l'Environnement.

3° L'identification, la mise en valeur et la gestion des ressources naturelles doivent se faire en respectant les générations futures. Le gaspillage est fortement découragé et l'épuisement, inévitable à long terme de certaines ressources non renouvelables doit prévoir des produits de substitution.

4° Les impacts négatifs des activités humaines sur l'environnement doivent être réduits par le recyclage des déchets.

5° L'écodéveloppement doit se réaliser par la participation de la population et l'utilisation de techniques appropriées.

Pour les tenants de cette approche, le strict respect de ces recommandations suffit pour mener des activités de développement efficaces. Pour eux, la culture est uniforme et ne peut en aucun cas être prise en ligne de compte.

Si la pertinence de la théorie d'Ecodéveloppement n'est plus à démontrer, l'exclusion de la dimension culturelle par ses partisans limite sa portée théorique et pratique, l'approche systémique comble cette lacune.

I.2.6. L'approche systémique

L'approche systémique comme l'illustre sans ambiguité le tableau synoptique est le fruit né du mariage entre les approches culturalistes et d'Ecodéveloppement. Cette position ne privilégie ni la culture ni l'écologie mais les considère sur le même pieds d'égalité.

L'approche systémique renvoie naturellement à la notion de système peut être défini comme "un ensemble d'éléments liés par un ensemble de relations et organisés en fonction d'un but".

Pour le cas d'un système économique, la satisfaction des besoins humains constitue son but. Les agents économiques animent ce système caractérisé par ailleurs par des relations d'interdépendance et coordonné par ses régulations.

L'idée maîtresse de cette approche est que l'économique n'est qu'une sphère d'un vaste écosystème en fonction duquel il doit être reconsidéré pour son insertion.

Dans sa phase pratique, la théorie systémique se révèle comme étant le terrain privilégié de la multidisciplinarité. En effet, un économiste systémique sera simultanément confronté à la biologie, à l'écologie, aux phénomènes culturels, à la thermodynamique, à la théorie de l'information et que sais-je encore.

Dans un contexte systémique où les lois naturelles sont réhabilitées et respectées, nous nous rendons à cette évidence que "la nature ne fait pas de saut", évidence rarement prise en compte dans la pratique. Ces lois naturelles, conjuguées avec les expériences historiques attestent qu'"aucun système n'est apparu d'un coup, sans être progressivement engendré à partir d'un système précédant sous l'effet des interactions avec l'environnement.

Ceci étant, on en déduit que les transformations économiques nécessaires doivent partir de ce qui existe déjà afin d'améliorer et avancer dans le système de niveau supérieur plus complexe".

Dans l'état actuel des convictions scientifiques et des expériences historiques, l'approche systémique est trop pertinente pour être controversée. Il importe alors de la confronter aux autres théories du développement considérées comme à la mode et investies d'une large crédibilité. Nous pouvons retenir le Développement Global Endogène et Intégré (D.G.E.I.) de François Perroux et le Nouvel Ordre Economique International (N.O.E.I.).

I.2.6.1. L'approche systémique et le D.G.E.I. (1)

Avec le concept du D.G.E.I., F. Perroux entend lancer un défi à l'orthodoxie politique et économique de l'occident.

Dans sa réflexion sur le sous-développement, l'auteur se donne 3 outils d'analyse à savoir :

---

(1) BLARDONE, G. De "la Désarticulation" au D.G.E.I." in Mondes en Développement n°35, 1981, p.14.

- la désarticulation
- la domination
- les coûts de l'homme.

Les 2 premiers outils nous ont suffisamment retens antérieurement. Grosso modo, la désarticulation crée 4 principaux cercles vicieux qui sont "contradiction entre la croissance démographique et la croissance des substances, c'est-à-dire essentiellement de l'agriculture vivrière dont dépend directement le niveau de vie des populations"

"Contradiction entre les immenses possibilités offertes aujourd'hui par le progès technique et la désastreuse utilisation qui en est faite dans la plupart des pays sous-développés."

"Contradition entre les besoins d'épargne et d'investissement dans le Tiers-Monde pour le développement et l'orientation de plus en plus nette des réserves considérables du marché financier mondial vers la spéculation"

"Contradiction entre les espoirs placés dans les projets de développement et la faible diffusion de leurs effets dans l'environnement".

Pour l'essentiel, la théorie de la domination trouve sa source dans les relations économiques internationales entre les pays sous-développés et les pays développés bien qu'il n'est pas rare de rencontrer des formes de domination interne auxquelles nous avons déjà fait allusion.

En définitive, ces 2 phénomènes enlèvent aux théories du marché de leur pertinence dans une optique du développement.

Avec la notion de "coûts de l'homme", l'originalité de F. Perroux atteint son paradoxisme. La couverture des coûts de l'homme est pour F. Perroux ce que la maximisation de la richesse est pour les libéraux.

La politique du D.G.E.I. recouvre 2 aspects majeurs en renvoyant aux outils d'analyse précédemment identifiés.

Le premier aspect consiste à "s'émanciper des servitudes du marché et de valoriser les hommes : c'est la dialectique des besoins fondamentaux et du pouvoir d'achat"(1).

Le second aspect est de "réduire les emprises des structures imposées par les grandes puissances et de trouver des points d'insertion dans les réseaux de l'économie mondiale; c'est la dialectique de l'indépendance et de la coopération" (1).

Le contenu réel du D.G.E.I. est donné par le sens de chaque mot le constituant (1).

Le développement global prend en compte "l'ensemble des caractères qui présente un coû humain et l diversité des aspects qui doivent être assumés dans leurs relations au délà des analyses spéciales de portée limitée."

Le développement endogène signifie le développement qui s'appuie sur les ressources intérieures d'une nation ou d'un ensemble humain et favorise leur mise en oeuvre et en valeur cohérente".

Le développement intégré signifie "développement garantissant une cohésion plus accusée des secteurs, des regions, des classes sociales".

Maintenant qu'est grossièrement esquissée l'image du D.G.E.I. la question reste posée de rapprocher cette stratégie à l'approche systémique du développement. En d'autres termes cela revient à déterminer le point de vue des initiateurs du D.G.E.I. sur l'intérêt des échanges internationaux, sur les aspects culturels et écologiques du développement.

Le développement global que prône F. Perroux nous renvoie à la totalité du système.

La base culturelle du développement est particulièrement explicitée dans le cadre précis du transfert de technologie. Celui-ci doit se faire en fonction du milieu culturel (2), c'est-à-dire que

(1) *BLARDONE, G. op.cit., p.20.*
(2) *BLARDONE, G. op.cit,, p.23.*

"les techniques à utiliser doivent donc être en harmonie avec les habitudes et le contexte socio-culturel" (1).

Par ailleurs, un développement endogène ne se conçoit pas en dehors d'une gestion rationnelle de l'environnement, donc, d'une dimension écologique certaine.

La dialectique de l'indépendance et de la coopération est sans nulle doute une preuve de la volonté de promouvoir la réciprocité des avantages dans les relations économiques inévitables entre le Nord et le Sud.

En définitive, la stratégie du D.G.E.I. s'inscrit très parfaitement dans une approche systémique et les actions concrètes qui doivent être menées confirment cette affirmation (2).

I.2.5.2. L'approche systémique et le N.O.E.I.

La déclaration du N.O.E.I. le 1er mai 1974 par l'O.N.U. lors de sa 6ème session ordinaire apparaît comme une réaction commune aux disparités flagrantes caractérisant les relations économiques entre le Nord et le Sud. Inutile de souligner ici que l'initiative est partie des milieux économiques et politiques des pays sous-développés dans le souci "de changer la nature des relations qui les liaient à leurs anciennes métropoles" (3).

Sur le plan des relations économiques entre les 2 blocs, les domaines problématiques sont bien connus (4)

- le transfert de technologie
- les échanges commerciaux et l'industrialisation
- les problèmes financiers et monétaires.

---

(1) *IFRI, Les pays pauvres, quelle coopération pour quelle développement, Paris 1981, p.86.*

(2) *Ces actions sont :*
- *Restructurer et protéger la société*
- *Articuler le couple Agriculture-Industrie*
- *Adapter la technologie au milieu culturel*
- *Promouvoir une organisation internationale originale.*

(3) *NIYUNGEKO, L., Analyse des relations économiques et financières entre le Burundi et le reste du monde à travers l'évolution de la balance des paiements, Bujumbura, février 1987, p.18.*

(4) *NIYUNGEKO, L., op.cit., p.20.*

Nous avons déjà eu l'occasion de traiter ces problèmes. Pour l'instant, seules les relations envisagées dans l'optique du N.O.E.I. intéressent.

La technologie n'est pas adaptée au Tiers-Monde en ce sens qu'elle n'est pas orientée vers les domaines vitaux des populations locales.

Les solutions consistent grosso modo et naturellement à :

- un choix des technologies appropriées
- un encouragement de l'utilisation des matières locales.

A celles-là, il faut bien évidemment ajouter une recherche scientifique et technique conséquente.

En ce qui concerne les problèmes des échanges commerciaux et d'industrialisation d'une part, les problèmes financiers et monétaires d'autre part, la recherche de la réciprocité des avantages est l'idée de base. Pour y parvenir il faut une souveraineté nationale dans un contexte d'interdépendance (1).

Dans l'ensemble, il est heureux de constater que les innovations à l'actif du N.O.E.I. rencontrent parfaitement la politique du D.G.E.I. C'est ainsi que la valorisation des ressources humaines renvoie sans aucune ambiguité à la dimension endogène du D.G.E.I. De plus la politique du N.O.E.I. reste soucieuse de la couverture des besoins fondamentaux de l'homme.

Cette frappante concordance entre le N.O.E.I. et l'approche systémique peut avoir une explication temporelle. En effet, l'idée du N.O.E.I. a germé dans une atmosphère intellectuelle largement influencée par les idées de François Perroux.

Vu la portée théorique et les conséquences pratiques de sa politique, on comprend aisément que les promoteurs du N.O.E.I. s'en sont inspirés.

En définitive, l'approche systemique s'impose aujourd'hui en tant qu'approche susceptible de faire évoluer les situations.

---

(1) NIYUNGEKO, L., op.cit., p.21.

Du moins sur le plan théorique, il n'y a aucune personne se prétendant intellectuelle qui puisse contester la pertinence de cette approche.

Ce chapitre nous place dans un contexte global de développement en tant qu'oeuvre engageant non seulement la responsabilité d'une collectivité donnée, mais aussi de l'humanité toute entière.

Une fois le sous-développement décrit sous ses aspects statistiques et structurals, nous avons brièvement exposé les différentes stratégies de développement historiquement connues.

De l'approche classique à l'approche systémique, la route est longue. Dans l'ensemble, le passage d'une stratégie à une autre est dictée par la force des circonstances. A priori, aucune approche n'est totalement mauvaise, chacune contient une part de réalisme, et partant, présente certains avantages. C'est ainsi par exemple que la simplicité de l'approche orthodoxe a fait longtemps sa force.

En plus, il se dégage des lignes qui précèdent que la question du développement se pose aujourd'hui aussi bien en termes internes qu'externes. La dimension externe du développement renvoie à toute la question des relations économiques internationales dont il importe d'améliorer la réciprocité des avantages.

La dimension interne quant à elle sous-entend l'idée d'une volonté pour un peuple de franchir des étapes dans la voie du progrès. Cette volonté doit être concrétisée par la mise sur pieds des institutions adéquates dotées de moyens proportionnels aux fins.

Avec le chapitre suivant, nous quittons le terrain des généralités pour analyser la question du développement au Burundi. Pour des raisons de commodité et de limitation du sujet seul le développement rural nous retiendra.

CHAPITRE DEUXIEME : PRATIQUE DU DEVELOPPEMENT RURAL AU BURUNDI.

Introduction

Avec une population à majorité rurale (95%) et un apport de 60% au P.I.B., le secteur rural mérite une attention particulière et aucun effort ne doit être ménagé pour développer un secteur aussi vital pour un pays comme le Burundi.

Cette place prépondérante du secteur rural est essentiellement due à sa double vocation :

- Assurer la couverture des besoins alimentaires du pays. Le secteur rural doit, en effet, subvenir à la survie d'une population sans cesse croissante.

- Produire le maximum de produits exportables pour permettre au pays de se procurer les devises nécessaires à son développement économique et social; les recettes d'exportation proviennent exclusivement des produits agricoles (café, thé, coton et quinquina). Le café représente la partie principale.

En raison de la lente évolution des autres secteurs de l'économie, il apparaît que le secteur rural continuera à jouer un rôle déterminant pendant une certaine période encore.

N'est-il pas du devoir des pouvoirs publics de définir et d'adopter une stratégie d'intervention en faveur du milieu rural dans le but d'accroître et de moderniser la production du secteur rural.

De nos jours beaucoup de théories sur le développement ont été élaborées. Inutile d'y revenir car elles nous ont longuement retenues au premier chapitre. A présent il importe de confronter les éléments constitutifs du processus de développement rural au Burundi aux différentes théories afin de dégager l'approche de développement rural utilisée au Burundi.

Les formes d'intervention en milieu rural burundais ont évolué dans le temps. Depuis que les acteurs du développement ont pris conscience de la priorité du secteur rural, des actions fort variées ont été lancées.

Aux premières années d'indépendance, les projets de développement ont été pour la plupart, si pas tous, monosectoriels. Il suffit de jeter un regard sur les programmes des cultures d'exportation, les fermes d'élevage modernes alors que le simple paysan restait cloîtré dans son système traditionnel d'exploitation caractérisé par une absence de rationnalité occidentale.

Il n'a jamais été question à cette époque de penser à une intégration agro-pastorale en milieu paysan traditionnel. C'est pratiquement avec le IIIème Plan Quinquennal de Développement Economique et Social qu'une véritable stratégie de développement rural a été élaborée; en même temps les moyens pour atteindre les objectifs assignés ont été clairement définis.

On voit dès lors apparaître des projets de développement conçus sous l'approche de développement rural intégré compte tenu des spécificités régionales; chaque région devrait être dotée d'une institution de développement rural couvrant tous les domaines de la vie de la population bénéficiaire.

L'approche de développement doit, en principe, être la même puisque la paysannerie burundaise est culturellement identique, seuls leurs milieux diffèrent à cause de la diversité écologique du pays.

C'est pour cette raison que les décideurs du développement ont choisi, comme modèle de développement rural, l'implantation systématique des sociétés régionales de développement sur tout le territoire du Burundi. Cela devrait conduire plus tard à une harmonieuse complémentarité entre les différentes régions du pays.

Ces projets de développement rural intégré devraient permettre de réduire la désarticulation des actions monosectorielles qui étaient parfois mises en oeuvre, conjointement sur un même espace. Il n'était pas rare de rencontrer dans une même région des projets de développement agricole distincts qui s'adressaient tous à une même population.

Des conflits de rôle ne manquaient pas à tel point que certaines activités intéressant le développement pouvaient être laissées de côté. Cette incohérence des projets de développement dispersait sans nulle doute les efforts si l'on sait que le pays a des ressources fort limitées pour financer les actions de développement.

Ce sont des projets de développement rural intégré qui s'attaquent à tous les problèmes de développement qu'il a fallu créer pour corriger ces disparités.

/ Les premiers projets de ce genre, les S.R.D. en particulier, s'attachent à montrer aux paysans les techniques culturales modernes. Ce mode d'action privilégie la démonstration au détriment de la participation de la population dans la conception du plan d'action.

En effet, leur plan est conçu de l'extérieur et doit être d'une façon générale scrupuleusement exécuté tel quel aux yeux des bailleurs de fonds, en l'occurrence la Banque Mondiale.

Il va sans dire que dans ce cas les bénéficiaires sont très peu consultés avant d'arrêter le programme d'actions.

Entretemps, une nouvelle génération de projets de développement rural intégré a vu le jour depuis les années 1980. Il s'agit des Projets d'Appui au Développement Communal (P.A.D.C.). Ce type de projets insiste sur l'approche participative de la population. Il tient à revaloriser les ressources locales tout en minimisant l'apport extérieur. C'est une approche relativement récente qui, nous l'espérons, fera preuve de son efficacité.

En nous référant aux théories du développement déjà développées dans le chapitre premier, nous retrouvons des éléments qui guident de près ou de loin nos projets de développement.

Ces derniers peuvent être rapprochés à la théorie de l'Ecodéveloppement d'une part dans la mesure où ils cherchent à développer l'homme en tenant compte de son environnement, et à l'approche systémique d'autre part du fait qu'ils prennent en compte tous les aspects du monde rural (agriculture, élevage, sylviculture, infrastructures socio-économiques, animation socio-sanitaire...).

Dans la première théorie, l'Ecodéveloppement, les S.R.D. y trouvent leur inspiration d'autant plus que chacune oeuvre dans une région naturellement distincte des autres par des caractéristiques écologiques propres.

Dès lors la mise en valeur d'une région devra tenir compte de ses potentialités qui seront exploitées dans le but de satisfaire les besoins de la population locale et éventuellement de dégager un surplus exportable vers d'autres régions.

L'approche systémique quant à elle, fournit aux projets de développement rural intégré des outils d'analyse dans ce sens qu'aucune branche du secteur rural ne soit pas laissée de côté; de plus la prise en compte de la dimension socio-culturelle entre de plus en plus dans la démarche des acteurs du développement (le recours à l'approche participative).

La revalorisation des ressources locales, tant humaines que matérielles, dans le processus de développement rural au Burundi renvoie au D.G.E.I. que prône F. PERROUX et ses disciples.

En outre, personne n'est en droit d'ignorer que le Burundi est parmi les pays les plus pauvres de la planète qui ne disposent pas de ressources internes nécessaires et suffisantes pour financer les projets de développement.

Pour accéder à un véritable développement le pays devra passer par une étape indispensable, celle de la coopération intense dans le cadre du N.O.E.I. Le développement est et restera dans l'avenir tributaire de la disponibilité des fournisseurs d'aide au développement pour stimuler les initiatives locales.

Après cette brève appréhension de l'approche de développement utilisée au Burundi, il importe de jeter un coup d'oeil sur les actions concrètement menées sur terrain.

Elles sont de deux types : le premier renvoie aux aspects productifs alors que le second se réfère à la modernisation du monde rural. Voilà deux aspects du problème de pratique de développement rural que nous allons analyser avant d'aborder les investissements réalisés dans le secteur rural depuis 1978 à 1985.

II.1. La production du secteur rural

Trois voies d'interventions sont retenues : (1)

- Le programme cultures vivrières
- Le programme cultures d'exportation
- Les projets de développement rural intégré

II.1.1. Le programme cultures vivrières

Au niveau des objectifs

Le programme cultures vivrières a pour objectifs prioritaires l'amélioration de l'apport nutritionnel des cultures vivrières par habitant et la diminution de la dépendance alimentaire vis à vis de l'extérieur.

La réalisation de ces objectifs est conditionnée par la mise en oeuvre d'un ensemble d'actions coordonnées qui portent essentiellement sur les points suivants (2) :

- Augmentation des rendements par l'utilisation du matériel végétal amélioré et des techniques de fertilisation appropriées
- La diversification des cultures et leur spécialisation par région
- L'amélioration des techniques de protection des cultures et de conservation des récoltes
- Amélioration de la commercialisation des produits vivriers.

Au niveau des réalisations

Pour atteindre le premier objectif des projets ayant dans leurs attributions, l'augmentation des rendements ont vu le jour (multiplication des semences sélectionnées, protection des végétaux, fertilisations...). Les pouvoirs publics intensifient des mesures de préservation des terres, de diffusion de semences sélectionnées ainsi que l'utilisation de fumure organique et des engrais minéraux.

---

(1) REPUBLIQUE DU BURUNDI, IVème Plan quinquennal de développement économique et social 1983-1987, p.108.

(2) REPUBLIQUE DU BURUNDI, Ibidem, p.109.

Dans cette optique la lutte anti-érosive se poursuit ainsi que l'aménagement des terres par l'irrigation et le drainage. Le programme de fertilisation prévoit quatre fossés à fumier par famille; à la fin de 1981, plus de 1.725.000 fossés étaient disponibles dont 1.347.000 chargés (1).

Pour l'amélioration des semences, le projet Semences Sélectionnées comptait 22 centres en pleine activité en 1982 qui ont diffusé 130 tonnes de semences. A la fin de l'année 1985, la Banque de la République du Burundi (B.R.B) rapporte que l'agriculture vivrière a été caractérisée par un regain d'activité, sa valeur ajoutée s'étant inscrite en hausse de 5,0% en termes constants (prix de 1982 (2).

Cette performance a été favorisée par l'incidence des différents projets d'amélioration de la production agricole. A cet égard le projet cultures villageoises en Haute Altitude (C.V.H.A.) a intensifié la diffusion des semences de cultures vivrières principalement le maïs et le blé. De son côté le projet Multiplication des semences sélectionnées a intensifié son activité, alors que la promotion de l'utilisation des engrais et l'aménagement des compostières ont été davantage encouragés. Des campagnes de sensibilisation des exploitations agricoles à la création des compostières pour la production de fumure organique sont constamment menées à travers tout le pays pour éviter de recourir aux engrais minéraux dont le coût est élevé.

Concernant le deuxième objectif celui de diversifier les cultures tout en spécialisant les régions, nous y reviendrons dans le paragraphe qui traite des projets de développement rural intégré. D'ores et déjà nous pouvons signaler la création des projets de diversification et d'introduction de nouvelles cultures (Projet Sucrier du Moso, développement de l'arachide et du soja, développement des cultures, maraîchères et fruitières) en vue de diminuer les importations de certaines denrées alimentaires.

---

(1) *REPUBLIQUE DU BURUNDI, Ministère à la Présidence chargé du Plan, Service National des Etudes et Statistiques, Annuaire statistique 1982, juin 1983, p.47.*

(2) B.R.B., Rapport annuel 1985, p.3.

Quant au troisième objectif, la lutte phytosanitaire a été intensifiée surtout dans les régions les plus vulnérables du MUGAMBA-BUTUTSI; les parasites particulièrement combattus étant ceux qui affectent les céréales.

Ainsi des techniques de protection des récoltes sont diffusées par l'intermédiaire des projets de développement agricole. Les projets respectifs fournissent des produits phytosanitaires et leurs agents vulgarisent les techniques de protection.

Pour rencontrer le quatrième objectif, il a fallu créer une Société Burundaise d'Entreposage et de Commercialisation des Produits Vivriers (SOBECOV) appuyée par les coopératives qui achètent des produits vivriers pour les revendre après.
La Coopérative des Maraîchers de BUGARAMA (COMABU) assure la commercialisation de la majeure partie de la production des légumes dans sa région d'intervention.

Dans l'ensemble, toutes ces actions ont conduit à une augmentation de la production vivrière et le Burundi connaît une autosuffisance, mais relative quand on sait que la croissance démographique est supérieure à celle de la production alimentaire. Les taux de croissance annuelle de la population et de la production alimentaire sont respectivement de 2,65% et 1,1% (1).

II.1.2. Le programme cultures d'exportation

Les objectifs

C'est un programme qui date d'avant le troisième plan quinquennal. Seulement les formes d'intervention ont été améliorées.

Ce programme a pour objectifs principaux de fournir les ressources en devises nécessaires au financement des importations et d'augmenter les revenus des producteurs. Traditionnellement les cultures d'exportation sont le café, le thé et le coton. Actuellement un accent particulier est mis sur la diversification des cultures d'exportation. Ainsi la dépendance presqu'exclusive à laquelle se trouve l'économie du pays vis à vis du café sera atténuée.

---

(1) *REPUBLIQUE DU BURUNDI, Ier Plan quinquennal de développement économique et social 1983-1987, p.32.*

Nous voyons à partir des investissements prévus au IVème plan quinquennal que de nouveaux produits d'exportation occupent une place de choix.

Tableau N°5 : Répartition des objectifs d'investissements consacrés au développement des produits d'exportation (millions de FBu, 1981)

	1983	1984	1985	1986	1987	Total	%
Café	36	140	195	196	245	812	27
Thé	244	246	218	142	22	872	29
Coton	40	42	106	125	160	473	16
Autres produits d'exportation	20	120	1[illegible]0	220	290	840	28

Source : REPUBLIQUE DU BURUNDI, IVème Plan quinquennal de développement économique et social 1983-1987, p.120.

Les réalisations

A la veille du Vème Plan quinquennal, les exportations sont toujours dominées par le café. Sous ce programme, le Burundi s'est lancé depuis 1983 à investir dans d'autres produits d'exportation. Actuellement nous sommes dans la phase d'investissement intense, si les prévisions du IVème Plan sont respectées.

Mis à part ces nouveaux produits d'exportation dont les statistiques de réalisation nous manquent pour en évaluer l'impact, les cultures classiques d'exportation (café, thé, coton) ont accusé une nette augmentation de la production. Nous allons le voir à travers le tableau qui suit :

Tableau N°6: Evolution de la production des cultures d'exportation en tonnes de 1983 à 1985

Année	Café (1)	Thé	Coton-graine
1983	36.020	2.344	4.747
1984	27.005	3.445	6.536
1985	32.496	4.145	7.155

Sources : SNES(2) : - Annuaire statistique 1984, p.81
- Annuaire statistique 1985, p.79, 81
- Annuaire statistique 1986, p.58

Notes : (1) Pour le café les données concernent les campagnes 83-84, 84-85 et 85-86 et non les années civiles.
(2) SNES : Service National des Etudes et Statistiques.

La production du café évolue en dents de scie d'une campagne à l'autre à cause de la nature cyclique des caféiers; tout cela indépendamment des soins constamment entretenus à l'égard de la caféiculture.

Pour le thé, l'intensification de l'encadrement et la fourniture des intrants qui s'ajoutent à l'augmentation du prix de la feuille verte (15 à 18 FBu) ont stimulé la production théicole. Les efforts fournis ont abouti à de meilleurs rendements.

Ainsi la production ne cesse d'augmenter malgré les saisons sèches précoces et des précipitations parfois insuffisantes.

En confrontant la production aux objectifs d'investissement depuis 1983 jusqu'en 1985 nous constatons que le théier a répondu favorablement aux efforts fournis.

Quant au coton, le Burundi est entré depuis 1983, dans une phase de relance de la production cotonnière. Pour réussir ce programme, plusieurs actions ont été entreprises dont notamment l'extension de la culture du coton à d'autres regions (Moso, Nyanza-Lac) et le renforcement de la lutte phytosanitaire par l'emploi des produits ultra Low Volume (U.L.V.).

Toutes ces actions ont concouru à une nette augmentation de la production du coton et ont redonné un regain de confiance

aux paysans vis à vis de la COGERCO puisque la récolte s'effectue maintenant à un rythme plus rapide que les années précédentes.

La nouvelle mesure d'augmenter le prix au producteur qui passe de 35 F à 40 F le kilo stimulera davantage la production cotonnière.

Jusqu'en 1983 le Burundi exportait la plus grande partie de sa production de coton-fibres vers la Belgique ou l'Angleterre. Cette tendance s'est inversée en 1984, la majeure partie de la production étant vendue localement aux sociétés textiles (notamment au COTEBU).

II.1.3. Les projets de développement rural intégré

Malgré la priorité accordée au secteur rural, pendant les deux premiers plans quinquennaux, l'encadrement de la population rurale n'a pas beaucoup progressé. Les pouvoirs publics n'ont pas aidé la population rurale à prendre conscience du fait que le développement économique est sa propre affaire.

Très peu de projets de développement rural ont été mis sur pied. S'il y en a eus, c'était de petits projets qui ne touchaient qu'un nombre assez réduit de paysans et orientés vers des productions spécifiques : fermes d'élevage, cultures de rente...

D'aucuns pensent que le développement rural est seulement l'augmentation des productions agricoles. Par développement rural on doit entendre la croissance de la production agro-pastorale et la modernisation du monde rural.

L'augmentation de la production doit aller de pair avec l'amélioration du cadre de vie des populations rurales. Le développement rural n'est donc pas constitué par le seul élément "agriculture". C'est un processus assez complexe composé par un ensemble cohérent d'activités susceptibles d'améliorer les conditions de vie des populations rurales.

Dans les faits, le développement rural comporte, en plus de l'augmentation de la production, l'amélioration des infrastructures

socio-économiques (routes, hôpitaux, habitat, écoles...). Ces dernières sont de près ou de loin des supports indispensables de la production.

Seul le développement qui comprend des activités pluri-sectorielles est viable. Tout effort isolé conduirait tout droit à l'échec. Dans sa conception courante, le développement rural n'a pas seulement pour objet des actions à l'intérieur du secteur agricole, mais il comprend outre le développement de l'agriculture, la transformation des produits agricoles et la création des équipements collectifs et des services de bien-être social (1).

La mise en oeuvre de ces processus nécessite la structuration du milieu rural qui implique la mise en place d'organismes spécialisés pouvant mettre à la disposition des producteurs les facteurs de production qui sont nécessaires et promouvoir la modernisation du secteur rural.

Les organismes spécialisés susceptibles de jouer ce double rôle sont les projets de développement rural intégré; ces derniers touchant à tous les aspects du monde rural : les aspects productifs et leurs interdépendances, les aspects sociaux, comme éléments essentiels pour augmenter la production agricole et améliorer les conditions de vie des populations rurales.

Les projets de développement rural integré s'adressent à de vastes couches de la société, aux populations rurales qui, avant ces interventions n'avaient plus de ressources suffisantes pour revaloriser leurs terres. Ces projets doivent répondre aux objectifs prioritaires de la politique du pays en matière de développement rural : diversification de la production, mise en valeur des ressources naturelles, spécialisation régionale (2).

Toujours est-il qu'il faut diversifier les productions agricoles en même temps qu'il est question de spécialiser les régions dans des cultures qui réussissent le mieux.

---

(1) *NDABAMBALIRE, S. Les disparités structurelles et l'aide au développement en Afrique : le cas du Burundi, 1980, p.211.*

(2) *REPUBLIQUE DU BURUNDI, Actes du Premier Congrès National du Parti UPRONA, 1980, p.142.*

Ce sont deux voies de développement apparemment exclusives. Diversifier la production revient à pratiquer le plus possible de cultures; spécialiser les régions signifie que seules les cultures à hauts rendements seront adoptées par région.

Toutefois, la régionalisation des cultures n'est pas un acquis. Les S.R.D. qui sont censées être des outils de la spécialisation travaillent dans l'optique de diversifier les cultures vivrières alors qu'elles se spécialisent dans des cultures de rente. Remarquons que les S.R.D. qui ont tenté la spécialisation le font sur des cultures vivrières hautement commercialisables. C'est notamment le cas de la S.R.D. Imbo (riz) et la S.R.D. Rumonge (palmier à huile).

La poursuite de telles monocultures de rente va obliger les paysans à produire davantage pour vendre au risque de se trouver déficitaires dans les cultures de soudure.

La régionalisation des cultures, qui ne s'est pas encore généralisée, sera à long terme un facteur qui réduira les disparités régionales.

Celles-ci doivent être corrigées par une modification profonde des systèmes traditionnels de production afin que chaque région puisse jouir pleinement de ses potentialités tout en contribuant au maximum au développement national (1).

Ainsi on assistera à une véritable complémentarité régionale au moment où chaque région sera dotée des structures socio-économiques adaptées aux conditions du milieu, maîtrisables par les populations concernées et permettant un dégagement de surplus agricole exportable vers d'autres régions.

---

(1) NDAYIRAGIJE, S. *op.cit.*, p.213

II.2. Modernisation du monde rural

La section précédente traitait les orientations du pays en matière de développement rural sous l'angle de la production. La seule notion de production ne permet pas d'appréhender le phénomène du développement rural. Il est la résultante de toutes les actions visant tant la production que l'aménagement et l'organisation du secteur rural.

Dans cette optique le gouvernement a défini la voie à suivre et a lancé des opérations qui serviront de modèle; car en fin de compte, l'Etat est convaincu que les populations concernées doivent prendre en charge leur propre développement.

Les domaines-clés sur lesquels reposent l'aménagement et l'organisation du monde rural sont : la villagisation et l'habitat rural, les coopératives, l'hydraulique et l'électrification rurales.

II.2.1. La villagisation et l'habitat rural

Au niveau des objectifs

Le traditionnel habitat dispersé constitue un obstacle dans l'encadrement du monde paysan et l'amélioration des conditions de vie (scolarisation, santé, hygiène...). Un minimum de regroupement des populations est nécessaire dans tout effort de rentabilisation des infrastructures économiques et sociales qui sont à la base de tout développement rural : routes, infrastructures médicales et scolaires, adduction d'eau, coopératives...(1)

Néanmoins le relief du pays ne permet pas une villagisation spontanée; des aménagements importants sont indispensables et cela constitue un facteur important du ralentissement de la villagisation.

Compte tenu de la configuration géographique du pays trois types de village ont été retenus à savoir le court-ligné, le long-ligné, village le long des pistes ` .

---

(1) *REPUBLIQUE DU BURUNDI. Actes du IIeme Congrès National du Parti UPRONA, p.86.*

Malgré les obstacles de la villagisation, le gouvernement et les collectivités locales poursuivent le programme d'implantation des villages dans le but d'augmenter la production agricole et d'améliorer les conditions de vie des populations.

La relation village-production agricole est très importante bien qu'elle ne soit pas directement perceptible. En effet, l'examen approfondi des préalables structurels à l'augmentation de la production agricole dans le contexte du Burundi a amené le Premier Congrès National du Parti à identifier le village comme étant la structure optimale dans laquelle les projets de développement rural pourront être opérationnels (1).

Le morcellement des exploitations et l'exiguité des parcelles ne permettent pas l'utilisation d'une technologie plus rentable (machines). L'information agricole atteint difficilement la campagne à cause de l'habitat dispersé rendant le travail des encadreurs agricoles pénibles.

Face à ces contraintes le regroupement des populations semble être une alternative de développement rural. Il en résultera une meilleure façon de contact entre techniciens et paysans sans devoir parcourir des distances énormes facilitant ainsi la diffusion rapide des nouvelles méthodes culturales.

Là où la villagisation n'est pas réalisable dans l'immédiat, la politique actuelle préconise l'amélioration de l'habitat. En milieu rural, les habitations construites à l'aide des matériaux locaux peu durables se détériorent rapidement et les paysans doivent souvent réparer ou construire entièrement leurs maisons.

Au niveau des réalisations

Afin de relever ce défi, le gouvernement a lancé un fonds de l'habitat rural, qui devra venir en aide à la population par l'octroi de crédit en matériaux de construction (tôles, ciments etc...).

---

(1) *REPUBLIQUE DU BURUNDI. Actes du IIe Congrès National du Parti UPRONA, p.163.*

Il a été créé un département de l'habitat rural et des techniques appropriées au sein du Ministère du Développement Rural ayant pour objectif de s'occuper essentiellement des questions spécifiques de regroupement en village et de l'habitat rural (1).

Ces institutions gouvernementales sont appuyées d'une part par le projet "Habitat Rural" de la coopération Belgo-Burundaise et d'autre part des actions d'une O.N.G. d'origine française des volontaires du progrès (A.F.V.P.).

Au niveau des réalisations, les différentes actions menées ont abouti à des résultats fort encourageants.

Le gouvernement a fait un effort de regrouper la population en organisant des sites de regroupements, en traçant des pistes...

Au cours de la période allant de 1977 à 1986, 102 villages suffisamment avancés au point de vue de la réorganisation dans le système de l'habitat ont été implantés à travers le pays sans compter les villages d'implantation récente (2).
Concernant l'amélioration de l'habitat, il était prévu d'améliorer 15.300 maisons au cours du IIIème plan quinquennal, et on constate que les prévisons ont été largement dépassées puisque 17.545 habitations ont été construites avec l'assistance du Fonds de l'Habitat Rural (F.H.R.) et grâce au concours des organismes extérieurs.

Le tableau suivant montre la contribution des différents partenaires dans l'amélioration de l'habitat rural.

---

(1) *CAVIEZEL, L et KABURAHE, Ch. "Etude de la filière Habitat Rural", Colloque sur les potentialités du secteur informel dans la dynamique de l'industrialisation du Burundi, octobre 1987, p.24*

(2) *Ibidem.*

Tableau N°7: Nombre de maisons construites

	Unités	%
- Fonds de l'Habitat Rural	13.655	77,8
- Aide bilatérale belge	1.722	9,8
- Aide bilatérale luxembourgeoise	1.013	5,7
- O.N.G.	688	3,9
- Communauté Européenne (FED)	467	2,8

Source : "La politique de développement rural", IIème session Ordinaire du Comité Central de l'UPRONA (Juillet 1985), cité par CAVIEZEL,L. et KABURAHE,Ch. op.cit., p.25.

II.2.2. Les coopératives

Au niveau des objectifs

Les coopératives ont incontestablement un grand rôle à jouer dans le milieu rural, où les circuits de commercialisation sont très peu développés. Elles présentent des avantages spécifiques indéniables (1) :

- promotion de la production
- éducation du peuple à la démocratie et à la gestion
- facilité de solution des problèmes de distribution
- juste rémunération du producteur
- avantage certain pour le consommateur.

Elles ont pour mission de promouvoir la production en servant d'organes adaptés à la distribution des intrants agricoles d'une part et la commercialisation des produits agricoles d'autre part.

Quatre fonctions des coopératives sont à signaler : une coopérative pouvant remplir à la fois deux ou trois fonctions. Il existe des coopératives d'approvisionnement, de commercialisation, de production, d'épargne et de crédit.

(1) *REPUBLIQUE DU BURUNDI, op.cit., p.163.*

Par coopératives d'approvisionnement entendons celles dont l'objectif poursuivi est de procurer à la population les produits alimentaires et les denrées de première nécessité aux meilleurs prix.

Quant aux coopératives de commercialisation, leur rôle est l'organisation desmarchés d'écoulement des produits agricoles en garantissant des prix rémunérateurs aux agriculteurs. Ainsi les paysans se trouvent motivés de produire plus que les vivres d'autosubsistance.

Les coopératives de production visent la production communautaire à travers les associations des ruraux qui acceptent de travailler ensemble. C'est un cadre d'activités susceptibles de développer un esprit de solidarité entre les membres.

Enfin, les coopératives d'épargne et de crédit, très récentes au Burundi (depuis 1984) se proposent de collecter l'épargne rurale et d'accorder du crédit au petit paysan.

Le mouvement coopératif est énergiquement soutenu par le gouvernement lequel a confié l'encadrement des coopératives au ministère du Développement Rural par l'intérmédiaire d'un Département des Coopératives. Ce dernier encadre et suit les activités des différentes coopératives du pays.

Un centre de formation coopératif (CEFOCOOP), actuellement remplacé par la section coopérative au sein de l'Ecole Supérieure de Commerce a été créé en vue de doter les coopératives avec des encadreurs compétents.

Cette structure a permis au mouvement coopératif de se développer à un rythme satisfaisant à partir de 1979.

Au niveau des réalisations

Le mouvement coopératif s'est véritablement développé depuis les années 1980. Actuellement il progresse à un rythme satisfaisant malgré des cas déplorables de détournement des fonds par des gérants qui, ces dernières années, semblaient se généraliser et décourager les populations à vouloir se regrouper en coopératives.

Avant 1979 on ne comptait que 37 coopératives. A la fin du IIème plan en 1982, les coopératives s'élevaient à 118 dont 4 étaient des unions regroupant chacune en moyenne 12 coopératives (1).

En 1984 le nombre de coopératives s'élevait à 363 regroupant 43,717 adhérants, avec un capital social de 40.133.050FBu(2).

Alors que les coopératives d'approvisionnement, de commercialisation et de production se rencontrent dans toutes les provinces, les Coopératives d'Epargne et de Crédit (COOPEC) se limitent à GITEGA, MURAMVYA, KARUZI et RUYIGI; elles seront progressivement implantées dans d'autres provinces.

A présent il y a 30 COOPEC réparties sur 20 communes (3).

II.2.3. L'Hydraulique et l'Electrification rurales

Au niveau des objectifs

Le milieu rural souffre de nombreuses maladies parasitaires dues au manque d'eau potable. L'alimentation des populations en eau potable contribue à la diminution de ces maladies d'une part et constitue une donnée de base de l'amélioration des conditons de vie d'autre part.

La politique de villagisation exige du même coup l'installation des infrastructures socio-sanitaires, et l'occurrence l'adduction d'eau potable. Là où n'existe pas encore de regroupements des populations, des sources devront être aménagées.

Cette noble tâche a été confiée au service d'hydraulique rurale et aux collectivités locales.

---

(1) *REPUBLIQUE DU BURUNDI, IVème Plan quinquennal de développement économique et social 1983-1987, p.163.*

(2) *REPUBLIQUE DU BURUNDI, Comité Central du Parti, Rapport programme du IIème Congrès National du Parti UPRONA, 1984, p.135.*

(3) *HAKIZIMANA, D., Les sociétaires et le crédit au sein des COOPEC en province de GITEGA, juin 1987, Annexe 4?*

L'objectif général est d'augmenter la part de la population ayant accès à l'eau potable.

Concernant l'électrification rurale, elle reste limitée au remplacement systématique des groupes électrogènes des localités administratives par des microcentrales hydro-électriques. Cette source d'énergie est néanmoins inaccessible par les populations rurales car, non seulement elle coûte cher, mais aussi la dispersion de l'habitat ne permet pas sa distribution aux ménages ruraux.

D'autres sources d'énergies semblent, cependant mieux indiquées pour les milieux ruraux malgré leur faible exploitation jusqu'à présent. C'est notamment les diverses énergies renouvelables (énergie solaire, biogaz...).

L'électrification rurale ne vise pas à court terme la fourniture aux populations rurales de l'énergie électrique; plutôt elle permettra de répondre à un souci d'aménagement rationnel du territoire afin d'éviter la concentration des activités industrielles dans la capitale. Cet objectif permet ainsi la création de nouveaux pôles de croissances à l'intérieur du pays (1).

Les réalisations dans le domaine de l'hydraulique sont résumées dans le tableau suivant :

Tableau N°8 : Infrastructures d'eau potable aménagées en milieu rural en 1983.

Type d'aménagement	Coût (en milliers de FBu)
Adductions gravitaires (38	290.771
Adductions Rusizi Delta	11.468
Réfections d'adduction d'eau	18.000
Aménagement de petites sources	49.080
Forage de puits plaine Imbo (17)	18.200
Conservation eau de pluie	1.500
Installation groupes motopompes	21.500
Equipement et moyens logistiques	36.900
Total	547.419

Source : REPUBLIQUE DU BURUNDI, IVème plan quinquennal de développement économique et social 1983-1987, p.173.

(1) *REPUBLIQUE DU BURUNDI, Plan quinquennal de développement économique et social 1978-1982, p.23.*

90% des anciennes sources aménagées par le Fonds du Bien-Etre Indigène (du temps de la colonisation belge) étaient tombées en ruine faute d'entretien.

En 1984, 4.300 sources sont été réaménagées et 3.000 autres ont été aménagées; 125 fontainiers formés en assurent l'entretien et procèdent à la poursuite de ce programme.

Les adductions gravitaires réalisées se subdivisent en adductions nouvellement créées et en anciennes adductions remises en état et renforcées en vue de les adapter aux besoins actuels et futur en eau de la population.

En 1984 ces adductions étaient au nombre de 57 et totalisaient 600 km de conduites sous pression. Elles desservaient une population estimée à 600.000 habitants.

Les agglomérations rurales (paroisses, écoles, hôpitaux, ruraux,... installées à l'époque aux sommets des collines sans tenir compte du facteur eau potable, sont alimentées en eau par des stations de pompage.

Dans des régions de basse altitude, où les sources d'eau sont rares, l'exploitation des nappes souterraines constitue une technique moins coûteuse pour l'obtention de l'eau.

Dans le secteur de l'électrification rurale des efforts ont été centrés sur la construction des micro-centrales hydroélectriques et la prospection de nouveaux sites favorables à l'implantation de ces centrales.

En 1984, outre 3 microcentrales en fonctionnement (Ruyigi, Mutumba et Masango), 7 projets étaient en cours d'exécution, notamment Gihete, Kigwena, Ryarusera, Buhiga , Nyabikere et Kiganda et dont la puissance varie entre 20 et 250 kw.

Par ailleurs, des études pour l'électrification d'autres centres étaient en cours à cette date. Il s'agit des sites suivants Butezi, Buhoro, Musema, Kibuye, Nyangwa et Rumeza.

Enfin, grâce à l'effort d'installation de grandes centrales hydroélectriques dans divers centres du pays, de nouvelles unités

industrielles sont créées (Minoterie de Muramvya, Usine à Café OCIBU de Gitega, BRAGITA,...) alors que les usines théicoles qui fonctionnaient à base des groupes électrogènes utilisent désormais de l'énergie hydroélectrique. Ce qui permet une économie de devises grâce à la diminution des hydrocarbures consommés jadis par les groupes électrogènes.

Pour d'autres sources d'énergies, des études sont en cours pour voir la possibilité de leur utilisation en milieu rural. Il s'agit principalement de l'énergie solaire et du biogaz.

II.3. Réalisation des investissements de 1978 à 1985

Parler des actions de développement veut dire à la fois les axes prioritaires et les moyens pour y arriver. Les axes prioritaires ayant fait l'objet des sections précédentes, nous allons nous pencher dans ce qui suit sur les moyens mis en oeuvre.

Le développement rural est un phénomène complexe qui recoupe plusieurs aspects; agriculture, élevage, infrastructures socio-économiques etc... Toutes ces composantes du développement rural requièrent des moyens importants tant financiers, humains que matériels.

Le Burundi ne dispose pas assez de ressources. Pour cela il fait appel aux bailleurs de fonds extérieurs pour le financement de grands projets de développement. Le manque de cadres techniques fait que le pays requiert une assistance technique pour la mise en oeuvre des programmes de développement rural.

Durant la période des IIIème et IVème plans quinquennaux, il a été créé beaucoup de projets de développement rural.

Des moyens importants y ont été consacrés par les pouvoirs publics. Nous allons voir à partir du tableau n°8 l'importance de financement du secteur rural.

Globalement, les investissements dans le secteur rural ont augmenté comparativement aux autres secteurs; les investissements dans le secteur rural ont occupé une place de choix puisqu'ils ont toujours été importants en valeur relative (19,6%) après l'infrastructure sociale et les routes.

Cette répartition se justifie par la nécessité de créer au préalable une infrastructure socio-économique de base susceptible de stimuler les facteurs de progrès (1).

Ce tableau nous indique l'origine des fonds alloués au développement rural. Le gros des ressources proviennent de l'extérieur (dons publics, tirages sur emprunts) et représentent à elles seules 72,2% des investissements ruraux de 1978 à 1985.

Les ressources locales n'ont contribué qu'à concurrence de 26,7% et 1,1% par l'intermédiaire de l'Etat (Budget extraordinaire d'investissement, Entreprises publiques et les Entreprises privées respectivement). Ces chiffres confirment davantage ce que nous disions plus haut que le développement dépend largement de l'extérieur.

Les efforts du gouvernement restent limités et ne sont pas soutenus par les entreprises privées. Leur participation reste très peu significative (1,1%). Cela s'entend du fait que les entrepreneurs privés sont toujours réticents à s'aventurer dans un secteur à haut risque.

En effet l'agriculture n'attire pas les investisseurs privés. C'est un domaine soumis à une série d'aléas et dont la production est parfois à long terme.

Les investissements dans le secteur rural ont sensiblement augmenté, accusant un taux de croissance annuel de 14% de 1978 à 1985. Ils ont été beaucoup importants à partir de 1982; cela est lié à la création de grands projets de développement rural (S.R.D. Buyenzi, Est-Mpanda notamment) et au renforcement des anciens.

En conclusion, les programmes sont constamment définis, les moyens sont mobilisés. Cependant toutes les conditions ne sont pas encore réunies pour un développement harmonieux du milieu rural.

Bien de contraintes subsistent et constituent des goulots d'étranglement (pression démographique, sous-emploi; faiblesse du secteur rural, exiguité du marché national, faible capacité de financement intérieur...)

---

(1) *REPUBLIQUE DU BURUNDI : Table Ronde des Aides Extérieures, Vol.1 1984, p.32.*

Ceux-ci découlent de la situation spécifique du Burundi(enclavement) et le faible niveau de développement auquel il se trouve.

La prise en compte de ces facteurs limitants, permet de comprendre le développement rural en général et l'agriculture en particulier.

Les programmes d'investissement dans le secteur rural doivent être cohérents, concrétisés par des projets précis et appuyés par des mesures d'accompagnement appropriées.

Dans les chapitres qui vont suivre, nous essayerons d'analyser les deux projets, objet de notre travail, afin d'en dégager les stratégies adoptées; l'objectif sera de voir dans quelle mesure ces formes d'interventions répondent aux orientations du pays et servent d'organismes spécialisés susceptibles de canaliser les facteurs de production vers le monde rural.

DEUXIEME PARTIE:

LES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT VUES A TRAVERS LA S.R.D. KIRIMIRO ET LE F.D.R.P. DE BUTAGANZWA

CHAPITRE TROISIEME : LA S.R.D. KIRIMIRO

Introduction

La S.R.D. KIRIMIRO a été créée par le décret présidentiel n°100/165 du 20 novembre 1980 et est chargée de l'exécution du Projet de Développement Rural Intégré de la région en question par l'intermédiaire des Centres de Développement Rural (C.D.R.).

Dans les études prévisionnelles, son action porterait dans un premier temps sur le périmètre de 170.000 ha délimité par les communes de Giheta, Gitega, Nyabihanga, Bitare (actuelle (Bugendana) Mutaho et Makebuko. L'extension de cette zone d'action relève de la compétence du Ministre ayant l'Agriculture et l'Elevage dans ses attributions.

Dans ce chapitre, il sera question de l'environnement, de la stratégie d'intervention et finalement de l'impact de la S.R.D. KIRIMIRO.

III.1. L'environnement de la S.R.D. KIRIMIRO

De nos jours, l'environnement défini par le "Petit Robert" comme l'ensemble des conditions naturelles (physiques, chimiques, biologiques) et culturelles (sociologiques) susceptibles d'agir sur les organismes vivants et les activités humaines est de plus en plus valorisé dans la conception des projets de développement.

Comme cela ressort de la définition ci-dessus, l'environnement est un concept très complexe. D'où la nécessité de le détailler. Ainsi, nous traiterons successivement de l'environnement écologique, institutionnel, administratif, économique et financier et finalement de l'environnement social du Projet KIRIMIRO.

III.1.1. L'environnement écologique

Dans la première partie consacrée aux généralités, nous avons eu l'occasion d'insister sur le facteur "écologie" dans la mise au point d'une stratégie de développement et nous n'y revenons pas. Pour l'instant, il s'agit de présenter les conditions écologiques de

la région naturelle du KIRIMIRO. Nous parlerons de la pluviométrie, de l'altitude, de la pédologie, de l'hydrographie.

La pluviométrie joue un rôle très important du fait que la S.R.D.KIRIMIRO est avant tout une société agricole. Il ne faut pas être un économiste du développement pour savoir qu'une pluviosité au délà d'un certain seuil nuit les cultures. Certaines plantes résistent aux extrêmes (séeheresse et averse) tandis que d'autres sont plus capricieuses. D'où la nécessité de connaître le volume de la pluie, sa fréquence et sa durée.

Ainsi, les conditions pluviométriques sont résumées dans le tableau ci-dessous.µ

Tableau N°10 : Relevés pluviométriques de la station aérodrome de Gitega

Mois	1966-83 (moyennes)		1984		1985	
	Hauteur (mm)	N. de jrs de pluies	Hauteur (mm)	N.de jrs de pluies	Hauteur (mm)	N. de jrs de pluies
Janvier	137,8	23	161,7	23	96,5	28
Février	152,1	22	153,7	25	225,2	20
Mars	163,9	24	63,8	17	167,4	18
Avril	182,0	25	109,1	25	250,1	28
Mai	89,2	16	3,9	5	24,6	10
Juin	7,2	3	0,0	0	0.0	0
Juillet	2,1	1	24,8	4	0.0	0
Août	17,7	2	28,9	4	0.0	0
Septembre	64,2	10	22,6	9	86,5	12
Octobre	96,1	18	151,9	15	172,2	16
Novembre	118,3	25	208,7	27	129,1	25
Décembre	157,3	25	204,6	24	103,6	29
TOTAL	1.227,9	194	1.133,7	187	1.255,2	186

Source : Tableau élaboré par nos soins sur base des données tirées des Rapports annuels de la S.R.D.KIRIMIRO.

Ce tableau ne suscite pas beaucoup de commentaires. Il en ressort que les variations pluviométriques sont insignifiantes depuis 1966 (en moyenne) jusqu'en 1985, que ce soit en termes de volume ou de fréquence. Notons toutefois qu'en moyenne, on enregistre une permanence de pluviosité sur toute l'année pour la période 1966-83 tandis que pour les autres années, le mois de juin et de juillet sont sans pluies ou presque.

L'altitude présente un intérêt agronomique incontestable en ce sens que toutes les plantes n'ont pas les mêmes exigences en cette matière.

La région naturelle du Kirimiro se situe entièrement dans le plateau central. Son altitude est moins élevée que celles des régions qui la limitent au Nord et à l'Ouest et est comprise entre 1.500 et 2.000 m.

Le Kirimiro a un réseau hydrographique dense.(1). La zone étudiée est tributaire à la fois du fleuve Zaïre et du Nil. Les rivières les plus importantes sont la Ruvyironza et la Ruvubu. Pour le projet Kirimiro, ce réserau hydrographique constitue un atout agronomique incontestable notamment dans les actions d'irrigation et dans le développement des cultures maraîchères.

S'agissant de la Pédologie, qu'il nous suffise de signaler que globalement la zone étudiée est caractérisée par des ferrisols et des sols ferralitiques(1). Les ferrisols sont généralement fertiles tandis que les ferralitiques nécessitent des amendements calcaires et organiques.

III.1.2. L'environnement institutionnel

Sous cette rubrique, nous entendons passer en revue toutes les institutions extérieures à la S.R.D.KIRIMIRO mais qui interagissent avec elle.

Chaque fois que cela se justifiera, nous préciserons les relations qui lient ces institutions à la société.

---

(1) SOMEDU, *Projet de Développement Rural Intégré de KIRIMIRO (Cadre du Projet)*, p.100.

Pour les principales institutions directement intéressées par la S.R.D. KIRIMIRO, on peut citer :

- le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MAE)
- le Ministère du Développement Rural (MDR)
- les coopératives
- les institutions de formation
- les institutions bancaires et de crédit (1)
- les institutions para-étatiques (2)
- l'administration locale.

Le MAE est naturellement institué comme Ministère de tutelle avec toutes les attributions liées à ce titre. C'est notamment le Ministère ayant l'Agriculture et l'Elevage dans ses attributions qui propose au Président de la République le candidat à la Direction de la société. Son représentant préside le Conseil d'Administration.

La société ayant la vocation d'intervenir en milieu rural, il va de soi que le MDR soit directement intéressé. Ce Ministère exerce ses pouvoirs par le biais de son représentant au Conseil d'Administration. Par ailleurs, ce Ministère concourt au développement de la région par le biais du Fonds de l'Habitat Rural et l'effort fourni se présente comme suit :

---

(1) Il s'agit notamment de l'OCIBU, ICAR, BCC, SORECOF
(2) On y reviendra dans la section "Environnement financier".

Tableau N°11 : Bilan de l'intervention du Fonds de l'Habitat Rural dans la zone de la S.R.D. KIRIMIRO jusqu'en 1984

COMMUNE	1980		1981		1983		1984		Total de 1980 à 1984
	Valeur en FBu	Bénéficiaire	Valeur en	Bénéficiaire	Valeur en FBu	Bénéficiaire	Valeur en FBu	Bénéficiaire	
CITEGA	1.152.463	54					934.500	30	2.086.963
GIHETA			3.488.954	116					3.488.954
ITABA			1.185.200	48			4.932.150	141	6.117.350
MAKEBUKO	325.003	16			1.469.292	80			1.794.295
TOTAL	1.477.466	70	4.674.154	164	1.469.292	66	5.866.650	171	13.487.562

Cumul jusqu'en 1984 : 13.487.562 FBu

Source : Tableau élaboré par nos soins sur base des données tirées des rapports annuels du F.H.R.

En qualité de sa vocation d'assurer un développement global, la S.R.D. KIRIMIRO est appelé à encourager le mouvement coopératif dans sa zone d'intervention. Dans la réalité, force est de constater que la société affiche moins de zèle en cette matière.

Quant aux institutions para-étatiques il convient de souligner notamment le rôle de l'OCIBU dans l'absorption du café acheminé par la société.

L'ISABU assume essentiellement la responsabilité de la recherche oeuvrant ainsi dans le sens de la complémentarité.

Au niveau de l'administration locale, il importe de distinguer l'administration provinciale de l'administration communale.

Au niveau provincial, les Gouverneurs concernés par la zone d'action sont membres du Conseil d'Administration.

Au niveau communal, l'Administrateur Communal joue un rôle très important dans la marche du Projet. Il agit en étroite collaboration avec les agents de la société dans la mobilisation de la population pour l'adhésion aux thèmes proposés par le Projet.

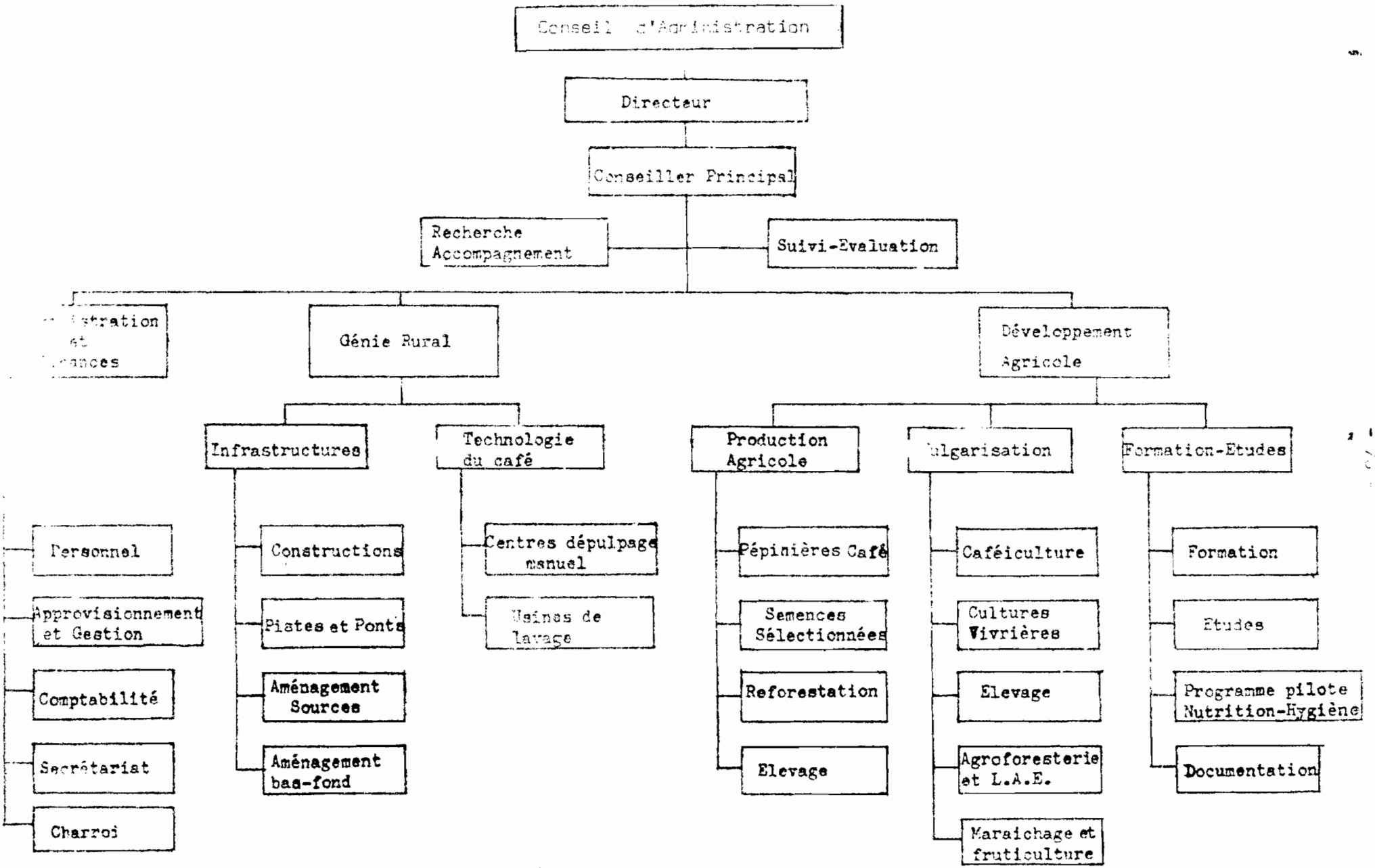
C'est en effet au niveau de la commune que la société entend réaliser, ses objectifs par le biais des Centres de Développement Rural.

III.1.3. L'environnement administratif

Sous cette rubrique, nous entendons décrire de façon succincte, l'organisation interne de la société en question.

Soulignons d'emblée que cette organisation a connu une évolution dans le temps et que l'organigramme suivant en donne sa situation au 31.12.1985.

ORGANIGRAMME OPERATIONNEL AU 31/12/1985



Source : SRCK, Rapport Annuel 1985, p.4

Il ressort dudit organigramme que la Direction tient à suivre de près les services Recherche Accompagnement et le Suivi Evaluation. Comme nous l'avons déjà signalé, l'ISABU appui le Projet en matière de Recherche Accompagnement.

A côté des services rattachés à la Direction, nous avons les services administratifs d'une part, les services techniques d'autre part. Ces derniers sont constitués par le Génie Rural et le Développement Agricole.

La société est administrée par un Conseil d'Administration tandis que la gestion journalière est assurée par un Directeur. Le contrôle comptable est assuré par 2 commissaires aux comptes désignés par le Ministère des Finances.

La composition du Conseil d'Administration se présente comme suit :

- un représentant du MAE qui en assure la présidence
- un représentant du Ministère du Commerce et de l'Industrie , Vice-Président
- un représentant du Ministère du Plan
- un représentant du Ministère des Finances
- un représentant du Ministère des Affaires Sociales.

En ce qui concerne la gestion journalière du Projet, une programmation hebdomadaire des activités a été institutionalisée et les cadres du Projet se réunissent chaque fin de semaine. Au cours de cette réunion, chaque responsable du service présente à la fois, l'état d'avancement des activités de la semaine écoulée et le programme de la semaine suivante.

Cette formule permet un contrôle des différents agents du Projet et partant l'exécution effective des programmes.

III.1.4. L'environnement démographique

La question de l'environnement démographique peut s'appréhender par la présentation de l'effectif de la population, sa structure ainsi que sa composition familiale.

Selon le recensement général de la population de 1979, la population totale de notre zone d'intérêt serait de 360.050 habitants. Aux taux de croissance annuel de 2%, cette population s'estime à 381.568.

Comparée à la moyenne nationale (144 hab/km^2) la densité moyenne de la région est très élevée.

Par ailleurs, cette population se répartit de façon suivante dans les différentes communes :

Tableau N°12 : Densité de la population par commune et superficie correspondante en 1979.

Commune	Population totale	Superficie en ha	Densité en hab/km^2
Bugendana	65.570	28.300	232
Giheta	50.800	15.500	328
Gitega	79.830	31.600	253
Makebuko	46.240	17.300	272
Mutaho	74.770	33.800	221
Nyabihanga	42.140	14.300	295
Moyenne du projet	359.350	140.800	255

Source : S.R.D. KIRIMIRO, Rapport condensé des principaux éléments de l'étude socio-économique de la zone du Projet KIRIMIRO, 1986, p.4.

La répartition de la population selon l'âge révèle la structure suivante :

- de 0 - 5 ans : 18%
- de 6 - 15 ans : 23%
- de 16 - 25 ans : 21%
- de 26 - 45 ans : 24%
- de 46 - 55 ans : 6%
- de 56 et plus : 8%

Il ressort de ces données que la population est jeune : 62% sont de moins de 25 ans.

Par ailleurs, la famille moyenne de l'échantillon compte 4.7 personnes dont 2.4 enfants.

En résumé, l'aspect démographique de notre zone d'investigation se caractérise par une surpopulation et par une population jeune.

III.1.5. L'environnement socio-économique

Dans l'ensemble, la société oeuvre dans un environnement socio-économique essentiellement agricole en ce sens que ses interlocuteurs directs sont des paysans agriculteurs. De la sorte, la présentation de la situation des exploitations agricoles dans la zone rend grossièrement compte de ce milieu économique.

Les données y relatives sont le résultat d'une enquête socio-économique menée par la S.R.D. KIRIMIRO d'octobre 1982 à décembre 1985. L'enquête a porté sur 758 exploitations, soit une représentativité de 1% puisqu'on estime à 78,500 exploitations dans la région concernée, c'est-à-dire, les communes de Bugendana, Gihete, Citega, Makebuko, Mutaho, Cihogazi et Nyabihanga.

Considérée à l'échelle nationale, la situation socio-économique de notre zone d'étude la place en première position dans l'ordre des priorités pour les actions de développement comme il ressort du tableau n°13.

Tableau N°13 : Classification socio-économique des régions naturelles par ordre de préférence en vue d'une planification en % de la population et des terres nationales

Ordre d'importance	en % de la population nationale (1)	en % des terres nationales(2)	Rapport 1/2
Kirimiro	18	11	1.6
Buyenzi	16	8	2.0
Mumirwa	12	10	1.2
Bweru	20	9	2.2
Mugamba	9	10	0.9
Imbo	9	7	1.2
Buyogoma	8	16	0.5
Bugesera	7	8	0.8
Bututsi	4	5	0.8
Mosso	4	11	0.3
Buragane	2	4	0.5
TOTAL	100	100	

Source : MERTENS, A., Contribution à la connaissance des régions naturelles du Burundi : Superficie et Population par colline de recensement, octobre 1981, p.4.

Dans le strict intérêt du présent sujet, cet ordre de priorité justifie, si besoin était, l'installation d'une société de développement dans la région du KIRIMIRO.

L'analyse des exploitations agricoles sous-entend notamment des informations sur la taille de ces exploitations ainsi que les spéculations pratiquées.

Tableau N°14 : Superficies agricoles totales, superficie en marais, par commune en ares

Commune	Superficie sur colline	Superficie en marais	S A T
Bupendana	115	12	127
Gibeta	81	6	87
Gitega	82	3	85
Makebuko	97	5	102
Mutaho	90	6	96
Nyabihanga	101	4	105
Moyenne Projet	91	6	97

Source : S.R.D. KIRIMIRO, Rapport condensé des principaux éléments de l'étude socio-économique, 1986, p.8

Tableau N°15 : Superficies moyennes des spéculations les plus importantes pour toute la zone du projet et pour toutes les saisons (en ares)

Spéculation	1ère saison	2ème saison	3ème saison
Haricot en associé	18	25	4.41
Haricot en pur	1	10	0.65
Maïs en associé	24	1	4.25
Maïs en pur	1	0	0.15
Manioc en associé	11	18	-
Manioc en pur	9	1	+
Patate douce en associé	7	10	-
Patate douce en pur	1	1	0.50
Banane en associé	26	29	-
Banane en pur	1	2	-
Colocase en associé	13	6	0.6
Colocase en pur	1	0	0.16

Source : S.R.D. KIRIMIRO, Rapport condensé des principaux éléments de l'étude socio-économique, 1986, p.14.

Le vocable "taille des exploitations" cache d'autres notions rendant compte de la réalité en matière d'aménagement des espaces ruraux. On distingue communément 3 grandeurs à savoir la surface cultivée dans l'année (SCA); la surface agricole utilisée (SAU) et finalement la surface agricole totale (SAT)(1)

Dans la zone qui nous intéresse, nous retrouvons presque la totalisé de cultures vivrières connues dans le pays, mais à des degrés divers suivant les saisons.

Malgré cette diversification des cultures nous constatons que l'autosuffisance alimentaire au niveau des unités domestiques n'est pas garanti. Ceci suppose alors l'existence des échanges marchands en denrées alimentaires et le tableau suivant en fournit les informations utiles.

Tableau N°16 : Pourcentage des achats suivant les sommes engagées par produits par rapport à la somme totale pour tous les produits par saison

Produit	1ère saison	2ème saison	3ème saison	Moyenne
Sel	9	6	9	7.6
Banane	3	2	3	2.6
Allumettes	1	1	1	1.0
Chèvres	2	1	5	2.6
Colocases	0	1	1	0.6
Huile de palme	7	10	10	9.0
Haricots	15	4	5	8.0
Houe	-	1	-	1
Manioc	1	1	3	1.6
Ndagala	7	5	12	7.3
Pétrole	6	3	4	4.3
Primus	4	1	1	2.0
Riz	3	5	4	4.0
Viande	11	12	10	11.0
Patate douce	1	0	1	0.6
Bière de banane	6	10	3	6.3
Eleusine	0	-	5	1.6
Poirreaux	1	2	3	2.0
Pomme de terre	-	0	0	0
Savon	1	2	1	1.3
vêtements	13	13	4	10.0

Source : S.R.D. KIRIMIRO, Résultats de l'enquête consommation, achats et ventes (Etude socio-économique) p.7.

(1) - SCA : des champs + jardins + terres en attente de culture
- SAU : SCA + pâturages
- SAT : SAU + bois + terres incultes + friches + jachères permanentes + terres louées + espace occupé par les bâtiments

Pour les produits de la ferme, il faut se dire que les produits accusant un faible taux de commercialisation ne sont pas forcément les moins consommés par les familles paysannes. Vraisemblablement, ils sont les plus disponibles en quantité relativement suffisante pour la majorité des ménages.

C'est certainement le cas de la banane, des colocases, du manioc et de la patate douce.

Pour les autres produits comme la pomme de terre, ce phénomène est, vraisemblablement dû à leur non disponibilité sur le marché.

Toujours au niveau des produits de la ferme, nous constatons que le haricot vient en première position en pourcentage des dépenses.

La question des dépenses est inséparable de celle des ressources. Par définition, le paysan tire ses revenus de l'agriculture. Selon une enquête menée par la société, la bière de banane, le manioc et le petit bétail constituent les principales sources de revenus des paysans.

Sur le plan social, nous pouvons avancer sans gros risque d'être contrarié que les infrastructures sont loin d'être suffisantes en dépit des efforts des pouvoirs publics en ce sens. Le faible taux de scolarisation est un indicateur fiable de l'insuffisance relative des établissements scolaires, surtout en milieu rural.

Selon l'enquête socio-économique de la S.R.D. KIRIMIRO, la scolarité se présente comme suit :

- Ecole primaire : 15%
- Formation para-scolaire : 54%
- Enseignement secondaire : 1%
- Enseignement universitaire : 0%
- Autres (enfants + non instruits) : 30%

Deux faits majeurs se dégagent de ces données : il s'agit de la prépondérance de la formation para-scolaire et d'un analphabétisme prononcé.

Face à un environnement social caractérisé par des conditions hygiéniques encore à améliorer et par un régime alimentaire non exemplaire, la S.R.D. a institué la composante de nutrition-hygiène.

Cette composante fonctionne par des séances d'animation en matière d'hygiène de l'habitat et sur la notion de l'équilibre alimentaire.

Concernant les infrastructures routières, les initiatives de la société se limitent essentiellement au tracement des pistes donnant accès aux usines à café ou à tout autre endroit jugé stratégique par elle.

Le projet consent également des efforts considérables pour l'aménagement des sources d'eau potable dans le but avoué d'améliorer les conditions de vie rurales.

Dans l'ensemble, nous nous rendons à l'évidence que le projet privilégie les domaines directement productifs laissant le côté social sous la responsabilité des institutions spécialisées.

III.1.6. L'environnement financier

Au même titre que tous les autres secteurs de la vie économique, le monde rural a besoin d'un environnement financier opérationnel. En effet, si l'on admet qu'une exploitation agricole est une entreprise à gérer avec toute la rationalité économique, la nécessité des sources de financement devient une évidence.

Or, jusqu'à une date récente, nous assistons à une quasi-inexistance d'institution de crédit dans la région du Kirimiro qui n'est pas en marge des réalités nationales.

Théoriquement, la région devrait bénéficier des services financiers de la Banque Nationale de Développement Economique (BNDE). En pratique, les conditions tant administratives que financières exigées par une banque classique sont inaccessibles pour un paysan moyen.

Au départ, le Projet s'était assigné entre autres tâches, l'octroi du crédit agricole en l'absence d'institutions spécialisées. Dans la pratique, ce crédit quand il fonctionne, il se limite uniquement aux intrants agricoles en nature (engrais, semences...) sous forme de crédit de campagne.

Aujourd'hui, la région du Kirimiro est privilégiée en matière de crédit agricole en sa qualité de région-pilote pour les Coopératives d'Epargne et de Crédit (COOPEC).

La vocation de cette institution est de drainer l'épargne rurale pour la redistribuer ensuite sous forme de crédit.

Il s'agit d'un projet de grande envergure qui constitue à nos yeux une formule-miracle et dans laquelle nous plaçons beaucoup d'espoir pour la modernisation du monde rural.

Cofinancé par le Ministère Français des Relations Extérieures, le crédit mutuel français, et l'Etat du Burundi, ce projet est appelé à se généraliser sur toute l'étendue du pays.

Comme réalisations, les COOPEC ont déjà distribué un crédit à 156 coopérateurs pour un montant de 755.000 FBu jusqu'en décembre 1986 (1).

III.2. Stratégie de développement vue à travers la S.R.D. KIRIMIRO

Le paragraphe précédent sur l'environnement, particulièrement dans ses sections économique et sociale nous a permis de connaître les principales contraintes de la zone concernée.

Le présent paragraphe, quant à lui se veut l'ambition d'identifier la façon dont la S.R.D. KIRIMIRO s'attaque à ces contraintes autrement dit sa stratégie d'intervention.

---

(1) NAKIZIMANA Déo, *Les Sociétaires et le Crédit au sein des COOPEC en Province de Gitega*, mémoire, juin 1987, p.40.

Sans trop spéculer sur le concept de "Stratégie" que le Dictionnaire LAROUSSE définit comme "art de combiner en vue de la victoire", nous sommes d'avis que la transposition dudit concept initialement militaire dans le domaine économique est bel et bien sensée. En effet, de même qu'une stratégie appropriée permet à une unité militaire de faire face à la partie adverse, une stratégie de développement raisonnablement conçue permet de réduire, par étapes successives, les degrés du sous-développement, et le moment venu, d'atteindre un niveau acceptable du développement, ou mieux encore, de se mettre sur les rails du développement.

Or, "à l'heure de la micro-électronique, et des voyages dans l'espace, les journaux et la télévision continuent de nous montrer des images terribles : des enfants au ventre boursouflé, des vieillards décharnés, des bidonvilles infects où groupit une grande partie de l'humanité. Depuis plus de 30 ans, les milliards de l'aide au développement n'ont pas mis un terme au scandale de la misère."(1)

Cette longue citation qui renvoie à la triste réalité du club des pays pauvres dont notre pays fait partie à un titre particulier sous-entend une mauvaise orientation des stratégies de développement.

Dans notre analyse de cas, nous estimons que la définition des objectifs de toute intervention ainsi que les moyens correspondants traduisent raisonnablement le type de stratégie adopté. Ce faisant, nous rejoignons Jean Michel Yung quand il affirme "la détermination des objectifs définit la ou les stratégies d'intervention" (2).

Cette conviction qui est la nôtre, justifie notre démarche qui consiste à présenter les objectifs assignés à la société, les moyens nécessaires après l'aspect théorique de la dite stratégie.

---

(1) DUPUIS, M. *Crise mondiale et aide internationale (stratégie canadienne et développement du Tiers-Monde)*, Nouvelle optique, Montréal, 1984, pp.9-10.

(2) YUNG, J.M. *Paysans, experts et chercheurs en Afrique Noire*. CIFACE-KARTHALA, 1985, p.35.

III.2.1. L'aspect théorique de la stratégie

La création des S.R.D. au Burundi aussi bien qu'ailleurs est visiblement une adhésion à l'approche dite "Développement Rural Intégré" (DRI). Cette approche semble être un aboutissement d'une longue expérience dans la tentative de résoudre l'éternel problème du développement rural.

Selon cette vision, le monde rural est complexe et les objectifs du développement rural ne se limitent pas à un secteur particulier. De la sorte, les politiques de développement doivent tenir compte de cette pluralité d'objectifs qui sont en grandes lignes :

- augmenter la productivité et l'emploi par voie de conséquence, les revenus ;

- assurer le minimum indispensable en matière d'alimentation, de logement, d'éducation et de santé.

Dans cette perspective, une S.R.D. est une institution publique à laquelle on confie l'exécution, simultanément ou successivement des actions répondant aux objectifs sus-mentionnés.

Pour le cas du Burundi, toutes les S.R.D. ne sont pas conçues pour exécuter des projets de D.R.I. En effet, il y a lieu de discerner 2 générations de S.R.D. au Burundi la première correspondant à la période 1970-74.

A savoir : La S.R.D.I. et la SUPOBU (Société d'Usinage du Poisson du Burundi).

Celles-ci avaient un champ d'activités relativement restreint.

L'autre génération des S.R.D. date de la deuxième moitié des années 70 et du début des années 80. Celles-ci sont essentiellement financées par la Banque Mondiale et le FED. Contrairement aux premières S.R.D., qui se prétendaient "pôles de croissance", les S.R.D. actuelles entendent assurer la satisfaction des besoins essentiels (1) de la population cible.

---

(1) DUPUIS M., op.cit., p.12d

La stratégie des besoins essentiels est dans la droite ligne de la théorie systémique du développement telle que développée dans la première partie du présent travail, d'où son pouvoir de séduction. C'est ainsi que le QPQD est explicite sur la généralisation des S.R.D. sur tout le territoire.

Néanmoins, au égard à la priorité reconnue aux actions directement productives, il n'est pas tout à fait juste de parler d'une approche systémique pour le cas de la S.R.D. KIRIMIRO.

III.2.2. Les objectifs de la S.R.D. KIRIMIRO

En termes généraux, les objectifs de la S.R.D. KIRIMIRO peuvent se résumer comme suit :

1° Aider les paysans à améliorer la productivité de leurs exploitations et par voie de conséquence, accroître leur consommation alimentaire et leur revenu.

2° Améliorer les conditions de la vie rurale.

3° Augmenter la production du café et améliorer la qualité à l'exportation.

Les objectifs quantifiés peuvent se rapporter soit à l'effectif des cultivateurs encadrés, soit à l'augmentation de la production en tant que tel et cela pour chacune des cultures retenues.

Ultérieurement, nous aurons l'occasion de juger du réalisme de ces projections tout au moins dans leur aspect quantitatif.

Par ailleurs, signalons que l'originalité des projets de développement actuels par rapport aux interventions antérieures en milieu rural burundais est manifestamment cet accent mis sur le développement des cultures vivrières.

Concrètement, la société entend réaliser ces objectifs par une approche intégrée qui peut être schématisée de la façon suivante

- Développement intégré de la production caféicole et des cultures vivrières (1)
- Installation d'un dispositif anti-érosif en vue de la conservation du patrimoine foncier.
- Un programme "Foresterie" pour répondre aux besoins en bois de chauffage et en bois d'oeuvre.
- Un minimum de services de santé et d'adduction d'eau. Autrement dit, un programme d'infrastructures sociales.
- Intégration agro-pastorale.

Tableau N°17 : Récapitulation des objectifs par culture

Cultures	Cultivateurs à atteindre %	Rendement initial Kg/ha	Rendement projeté Kg/ha	Cadence annuelle %
1. Haricot	60	600	1.000	4;8;16;24;34;44;52;60
2. Sorgho	32	800	1.400	1;4;9;16;23;32
3. Maïs	44	700	1.400	4;8;16;24;34;44
4. Soja	23	0	1.050	1;3;7;11;17;23
5. Patate douce	32	7.000	9.000	1;4;9;16;23;32
6. Arachide	32	700	1.100	1;4;9;23;32
7. Manioc	32	6.000	10.000	1;4;9;16;23;32
8. Bananier				

Source : Tableau élaboré par nos soins sur base des données consignées dans "Actions du Projet".

Pour le café (2), l'objectif de la composante "Intensification" est de porter la production moyenne de 230g à 400g du café parche par plant de caféier chez 80% des planteurs.
La composante "Extension" quant à elle veut porter le nombre de caféiers à 200 chez 40% des planteurs dans 3 ans.

---

(1) C'est le point principal du projet.

(2) SOMEBU, PDRI KIRIHIRO, (Action du Projet), p.2?.

En moyenne, les objectifs sont atteints après 6 ans d'intervention, c'est-à-dire, durant la première phase du projet (cfr la cadence annuelle).

Par ailleurs, suivant l'importance de chaque culture, les objectifs sont plus ou moins ambitieux. C'est ainsi par exemple que le haricot, considéré à juste titre comme notre aliment de base vient de loin en première position quant au pourcentage d'agriculteurs à atteindre.

Il faut également souligner que les objectifs sont plus ou moins réalistes. C'est ainsi que le soja considéré comme une innovation dans la région fait objet d'un objectif modeste (23%).

Dans les prévisions, ces programmes se réaliseraient suivant la séquence suivante :

1° Développement et amélioration de la production caféière et de production des cultures vivrières.

2° Intégration agri-élevage et rationalisation de l'élevage.

3° Lutte anti-érosif.

4° Programme de formation.

5° Création de boisement de protection et de boisement en vue de satisfaire les besoins de la population.

6° Amélioration du réseau routier communal.

7° Action sociale et nutritionnelle.

8° Commercialisation et crédit agricole.

9° Suivi permanent du projet et réalisation de recherche-accompagnement.

A notre avis, cet ordre de priorité retenu par les évaluateurs ex ante ne manque pas de pertinence. C'est ainsi par exemple que la priorité accordée au café comme culture "entraînante" se justifie en ce sens qu'un revenu monétaire acceptable pour la population est une condition sine qua none de la réussite d'autres programmes tel que le développement des cultures vivrières.

En effet, ce programme n'est envisageable que dans la mesure où les paysans sont en mesure de se procurer les intrants agricoles tels que les engrais et les semences. Pour sûr, aux niveaux inférieurs de revenu, il est difficile d'instruire et de former suffisamment de gens, de mettre en place une infrastructure matérielle, d'acquérir un capital directement productif et de créer des institutions qui encouragent l'esprit d'entreprise et l'épargne(1).

Dans la pratique, l'orientation de la S.R.D. KIRIMIRO privilégie les programmes directement productifs (caféiculture, cultures vivrières, lutte anti-érosif (LAE), foresterie, instrastructures routières) ainsi que le suivi-évaluation du projet et la recherche-accompagnement.

Reste à voir si la répartition des budgets suivant les composantes est conforme à ces priorités. Nous aurons l'occasion de l'analyser ultérieurement.

La population rurale restant l'interlocutrice privilégiée de la S.R.D. KIRIMIRO, il va sans dire que sa réussite repose essentiellement sur sa stratégie et son organisation de la vulgarisation.

Par définition, "la vulgarisation agricole est la diffusion des connaissances techniques, économiques et sociales nécessaires aux agriculteurs, notamment pour élever leur niveau de vie et améliorer la productivité des exploitations"(2). De la sorte, l'objectif d'une stratégie de vulgarisation est naturellement double :

- motiver la masse des producteurs à la cause de la société ;
- transmettre les techniques culturales sous l'angle de leur acceptabilité.

Par ailleurs, la vulgarisation fonctionnerait selon les principes suivants :

---

(1) *BANQUE MONDIALE, Rapport sur le développement dans le monde, 1982, p.26.*

(2) *HOUEE, P. Les étapes du développement rural, T2, p.55.*

- l'adhésion aux actions proposées doit être volontaire ;
- les actions doivent être basées sur des besoins ressentis par la masse des exploitants ;
- la préparation doit être faite avec la participation active de tous les producteurs.

La motivation répond à la question centrale du "VOULOIR FAIRE". Deux autres questions d'égale importance surgissent : le SAVOIR FAIRE et le POUVOIR FAIRE.

Pour répondre à ces questions, la société recourt à 2 moyens :

- l'introduction des thèmes culturaux par culture;
- l'introduction des thèmes techniques.

La première approche se fait par des réunion-démonstrations de thèmes au niveau des "paysans de contact", c'est-à-dire une vulgarisation de groupe. Les thèmes techniques (rotation, intégration agri-élevage) appellent une vulgarisation individualisée.

L'organisation de la vulgarisation nécessitant une structuration du monde rural, elle s'est calquée sur l'organisation administrative existante à savoir la commune, la zone, la colline de recensement et le groupe de 15 exploitants.

Le schéma ci-dessous permet de visualiser cette organisation dans l'ordre hiérarchique.

Chef de la vulgarisation
↓
Agronome communal
↓
Assistant agronome
↓
Encadreur de base
↓
Paysan de contact.

Le responsable de la vulgarisation est généralement un Ingénieur Agronome. Il est chargé de la coordination de la vulgarisation sur toute l'étendue de la zone du projet. Il dépend directement du chef du service de Développement Agricole.

L'Agronome communal suit et contrôle directement les Assistants dont il assure une formation permanente. Il représente le S.R.D. dans sa commune dans le cadre du Centre de Développement Agricole (C.D.A.).

Deux assistants sont placés à la tête de chaque zone administrative. Ils suivent et contrôlent les encadreurs de base.

L'encadreur de base quant à lui étend ses pouvoirs à l'échelle d'une colline de recensement. Sa responsabilité consiste à sensibiliser les "paysans de contact".

Au niveau le plus bas, nous retrouvons le "paysan de contact" qui joue le rôle de représentant du groupe de 10 exploitants. Son choix s'avère délicat vu son importance dans l'organisation de la vulgarisation. Les critères suivant président à ce choix (1):

- paysan moyen du point de vue étendue de l'exploitation et du point de vue statut social ;
- participation à toutes les réunions ;
- un paysan de contact par Nyumbakumi ;
- l'application des thèmes sur leur exploitation tient lieu de démonstration ;
- on change d'exploitation de paysan de contact selon la culture, le thème, la saison.

L'effectif des agents de la vulgarisation peut varier dans le temps suivant les nécessités ressenties. C'est ainsi que le nombre d'encadreurs de base passe de 181 en 1984 à 165 en 1985, soit une réduction de 10%.

A l'heure actuelle, le système de "Formation et visite" s'avère la formule en honneur en matière de vulgarisation pour le S.R.D. KIRIMIRO (2).

---

(1) *S.R.D. KIRIMIRO, Rapport annuel 1985, pp.125-126*
(2) *Ibidem p.5.*

L'aspect "Formation" a pris une si grande importance qu'elle est devenue un programme à part à la S.R.D.

Dans l'ensemble, la progression des thèmes se déroule sur 3 niveaux, à savoir :

- le nombre d'exploitations qui appliqueront un thème ;
- la superficie sur laquelle les thèmes sont appliqués ;
- le nombre de thèmes appliqués par culture.

La vitesse de pénétration des thèmes du point de vue "nombre d'exploitations" est subordonnée à quelques critères dont :

- le degré de familiarité avec la culture ;
- la complexité du thème ;
- la situation du marché du produit ;
- l'influence d'autres programmes.

Au départ, ces exploitations se limiteraient au niveau des paysans de contact dans l'optique d'une approche de vulgarisation par démonstration.

La superficie sur laquelle les thèmes sont appliqués augmente naturellement dans le temps.

Quant aux thèmes appliqués, priorité est donnée à ceux influençant directement les rendements tels que la fertilisation et la sélection des semences.

"L'objectif final est de voir le paysan appliquer tous les thèmes à toutes ses cultures de façon à obtenir une amélioration et une valorisation de l'ensemble de l'exploitation agricole"(1).

Les objectifs et la vulgarisation dont il vient d'être question supposent la disponibilité des ressources de tout genre.

Le paragraphe suivant passent en revue tout en les commentant tous les moyens dont dispose la société.

---

(1) SOMEBU, Projet KIRIMIRO, T.3., (Actions du Projet)

III.2.3. Les moyens de la S.R.D. KIRIMIRO

Nous pouvons affirmer sans gros risque d'être démenti que l'importance des moyens mis à la disposition d'une institution est un indicateur de l'importance qu'on lui accorde.

Nous retiendrons ici la distinction classique des moyens humains, matériels et financiers.

III.2.3.1. Les moyens humains

Par "moyens humains", on entend naturellement les aspects qualitatif et quantitatif du Personnel affecté à l'institution en question. Le tableau suivant en présente la situation au 31.12.1985.

Tableau N°18 : Situation du Personnel Fonctionnaire ou Contractuel au 31/12/1985

Service Fonction ou Qualification	Effectif au 31.12.1985
DIRECTION SUIVI-EVALUATION RECHERCHE-D'ACCOMPAGNEMENT	
Directeur	1
Conseiller Principal	1
Chef Suivi-Evaluation	1
Chef-Adjoint Suivi-Evaluation	-
Chef Recherche d'Accompagnement	1
Agronome Recherche	1
Secrétaire de Direction	1
Agent Suivi Financier	1
Dépouilleur	8
Enquêteur	6
Planton	1
SOUS TOTAL	18
ADMINISTRATION ET FINANCES	
Chef de Service	1
Chef-Adjoint	1
Chef du Personnel	1
Chef Comptable	
Gestionnaire	1
Agent Service du Personnel	3
Aide-Comptable	3
Caissière	1
Agent Gestion	5
Agent Liaison	-
Secrétaire Bureau de Liaison	
Chef du Secrétariat	1
Dactylographe.	5
Comptable d'usine	1
Responsable Station carburant	-

Tableau N°18 (suite 1)

Service Fonction ou Qualification	Effectif au 31.12.1985
Chef de garage	1
Chauffeur	13
Mécanicien	2
Aide-Mécanicien	1
Boy Chauffeur	1
Planton	3
Sentinelle	3
SOUS TOTAL	49
DEVELOPPEMENT AGRICOLE	
Chef de Service	1
Chef-Adjoint Formation	1
Chef-Adjoint vulgarisation	1
Chef-Adjoint production agricole	1
Agronome	9
Agronome Forestier	1
Technicien Vétérinaire	1
Assistant Agricole	34
Assistant Centre Semencier	4
Assistant Forestier	6
Observateur	4
Encadreur Agricole	163
Capita Agricole	4
Capita Forestier	10
Aide Infirmier Vétérinaire	1
Ouvrier	1
Sentinelle (Rutegama)	4
Chef Enquêteur	-
Dépouilleur	2
Assistante Sociale	1
Monitrice Sociale	6
Dessinateur	1
Documentaliste	2
SOUS TOTAL	260

Tableau n°18 (suite 2)

Service Fonction ou Qualification	Effectif au 31.12.1985
GENIE RURAL	
Chef de Service	1
Chef-Adjoint chargé des infrastructures	1
Contre-Maître	4
Dessinateur	1
Chef Menuisier	1
Chef Fontainier	1
Fontainier	7
Responsable C.D.M.	-
Moniteur C.D.M.	10
Technicien Genie Rural	1
Chef d'Usine	3
Magasinier d'Usine	5
Personnel d'Usine Saisonier	-
SOUS TOTAL	35
TOTAL GENERAL	362

Source : S.R.D. KIRIMIRO, Rapport Annuel 1985, pp.6-9.

Tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif, rien de surprenant que certains services comptent plus de ressources humaines que d'autres.

C'est ainsi que, dans un ordre décroissant, nous avons le service du Développement Agricole qui vient en premier position (71.8%); viennent ensuite l'Administration et Finances (13.5%). Le Génie Rural (9.6%) et finalement la Direction (4.5%). Il est normal que le Personnel de la Direction soit aussi relativement réduit. Le Développement Agricole étant le bien-fondé même du projet, l'importance du personnel y affecté n'a rien d'étonnant.

L'effectif du personnel de la S.R.D. KIRIMIRO fluctue dans le temps. On observe des variations brusques au cours d'une année sous l'influence des périodes de pointe, notamment pendant la campagne café.

L'extension de la zone du projet grossit forcément l'effectif.

Tant sur le plan qualitatif que quantifatif, l'organigramme prévisionnel donne l'orientation prévisionnelle en matière du personnel du projet. Le rôle des facteurs humains pour une société reste crucial tant il est vrai que "les talents personnels des êtres humains constituent la plus grande richesse qu'une société peut consacrer à l'oeuvre du développement national" (1).

Au niveau des qualifications, il ressort dudit organigramme que le poste du Directeur Général et tous les postes de Directions sectorielles requièrent des compétences exceptionnelles encore rares dans le pays. D'où un recours forcé aux spécialistes expatriés.

Plus concrètement, nous lisons dans les études prévisionnelles que le Directeur Général doit être un Ingénieur agro-économiste tandis qu'un expert financier et comptable s'avère la personne la mieux indiquée au poste de Directeur Administratif et Financier (DAF). D'autres tâches ponctuelles appellent un concours des consultants, ce qui porte le personnel de coopération au nombre de 10 sur un total de 25, soit un rapport de 40% du personnel de Direction et de collaboration.

Néanmoins, si la réalité n'est pas loin des prévisions, ces dernières n'ont pas été respectées à la lettre. C'est ainsi par exemple que l'importance relative du personnel de coopérant se stabilise presque à 33% depuis 1984 (2).

Au total, le personnel permanent s'évalue à 362 (3) en 1985 contre 376 (4) en 1984.

Quant au personnel temporaire, il varie suivant les saisons et les chantiers. En novembre 1985 par exemple, ce personnel se présente comme suit :

---

(1) SHULTZ G.P. "Comment orienter le développement en Afrique" in TOPIC n°16?, p.2.
(2) Il s'agit des cadres de Direction et de collaboration.
(3) S.R.D. KIRIMIRO, Rapport annuel 1985, p.9.
(4) S.R.D. KIRIMIRO, Rapport annuel 1984, p.9

Tableau N°19 : Personnel temporaire suivant les chantiers en novembre 1986

- Constructions et aménagement siège	: 342
- Construction C.D.R.	: 166
- Construction usines à café	: 568
- Fonctionnement usines à café	: 66
- Foresterie (plantations)	: 569
- Centres semenciers (entretien des cultures)	: 84
- Pépinières café	: 270
TOTAL	: 2.065

Source : S.R.D. KIRIMIRO, Rapport annuel 1986, p.9.

Il ressort de ce tableau que la foresterie et la construction des usines à café sont d'une importance comparable en exigence de main d'oeuvre. Par ailleurs, hormis les postes liés au fonctionnement, une réduction progressive de l'effectif de la main d'oeuvre est prévisible dans un proche avenir.

En plus, le fait que le projet offre un emploi rémunéré à une main d'oeuvre aussi nombreuse (2.065) n'est pas sans importance.

III.2.3.2. Les moyens matériels

Les moyens matériels sont constitués par tout le support matériel du projet que ce soit au titre de propriété, de location ou de prêt.

La nature et l'importance de ces moyens sont dictées par la nature et l'ampleur des activités envisagées et envisageables.

Pour la S.R.D. KIRIMIRO, les moyens matériels peuvent se regrouper en 4 catégories à savoir :

- les constructions
- le matériel de transport
- les équipements
- autres matériels.

Les constructions regroupent les bâtiments administratifs, les logements, les C.D.R., les usines à café, les garages, les magasins et autres.

Depuis le 21 octobre 1985, les services centraux de la société sont installés dans un bâtiment administratif de 1.200 m^2 à 2 niveaux comprenant 34 pièces, sur le site de Nyabiharage.

Le site en question a été acquis par voie d'expropriation moyennant une indemnisation représentant pour la société ses frais de 1er établissement pour un montant de 2.417,442 FBu (1).

A côté du bâtiment administratif se trouve un centre de formation abritant en même temps la documentation. Il s'agit d'un bâtiment de 340 m^2 de superficie.

En matière de logement, seuls les cadres (jusqu'au chef-adjoint de service) pour le personnel du siège ont droit au logement.

Aujourd'hui, sur le site de Nyabiharage, la société totalise 19 maisons dont 1 maison de type A (210 m^2), 2 maisons M (186 m^2), 2 maisons B (181 m^2), 2 maisons M1 (168 m^2), 2 maisons B1 (160 m^2) et 10 maisons M (136 m^2).

Dans le souci de décentralisation des services pour une meilleure efficacité les C.D.R. sont installés au niveau de chaque commune. Un C.D.R. comprend un logement (M) pour l'agronome et un bâtiment administratif de 200 m^2.

En vue de l'amélioration de la qualité du café marchand, des chantiers d'usines prolifèrent tandis que d'autres sont déjà opérationnelles. Déjà, pour la campagne 85, 4 usines (2) sont en marche. Il s'agit des usines : Nyanzari (Gitega); Kibungere (Nyabihanga); Korane (Giheta) et Mwurire (Bugendana).
Pour la période 85-86, 12 nouvelles usines sont construites, ce qui porte le nombre d'usines à 16 fin 1986.

---

(1) *S.R.D. KIRIMIRO, Bilan au 31.12.1985, p.1.*
(2) *S.R.D. KIRIMIRO, Rapport annuel 1985, p.43*

Notons qu'une construction d'une usine de dépulpage-lavage nécessite de gros investissements. Le coût d'une unité d'usine d'une capacité minimum de production de 200 tonnes de café parche (plus ou moins 1.000 tonnes de cérises) est estimé à 23.113.386 FBu (1).

Ces investissements sont justifiés au niveau de la société par une prime de qualité versée par l'OCIBU.

Parallèlement à la construction des usines, on assiste à une fermeture systématique des Centre de Dépulpage Manuel (C.D.M.).

Pour l'entretien de son matériel de transport, la société a construit son propre garage.

En plus d'un magasin central situé au siège, la société installe des magasins de zones pour une meilleure distribution des intrants agricoles.

La catégorie du matériel de transport regroupe les véhicules légers, les camions, les motos et les vélos.

Les véhicules légers représentent une valeur comptable nette (V.C.N) de 11.822.309 FBu au 31.12.1986 (2) contre 16.910.893 FBu pour les camions.

Pour les motos et les vélos, la société a instauré le système de location-vente.

Sous la rubrique des équipements, nous pouvons distinguer le mobilier d'habitation, de bureau, les équipements d'usines et autres.

De façon générale, ces mobiliers sont produits par la société elle-même. C'est ainsi par exemple qu'elle a produit un mobilier d'une valeur de 2.293.016 FBu (3) en 1985 contre 2.938.951 FBu (4) en 1986. Pour un matériel plus sophistiqué, des commandes sont passées à certaines sociétés locales (MECARUDI, MOBIRUNDI, COGETRAFF) ou étrangères.

---

(1) S.R.D. KIRIMIRO, *Programme de travail annuel 1986*, p.53.
(2) S.R.D. KIRIMIRO, *Bilan au 31.12.86*, p.24.
(3) S.R.D. KIRIMIRO, *Bilan au 31.12.1985*, p.38.
(4) S.R.D. KIRIMIRO, *Bilan au 31.12.1986*, p.45.

Les autres matériels sont constitués essentiellement du matériel agricole, les machines d'exploitation et le matériel lié à la menuiserie.

Le matériel agricole est constitué en grande partie par le matériel lié à la culture du café.

Un tracteur Renault a été acquis en 1985 pour une valeur de 3.635.762 FBu (1) y compris les accessoires. Des machines d'exploitation telles que postes à souder, bétonnières électriques, groupe électrogène, vibreuses peres, des compresseurs.. totalisent au 31.12.1986 une valeur comptable nette de 8.371.969 FBu (2).

III.2.3.3. Les moyens financiers

La S.R.D. KIRIMIRO tire ses ressources financières essentiellement du financement IDA appuyé par la contre-partie gouvernementale fixée à 10.000.000 FBu (Décret n°100/165, article 8).

Ce financement représente le 6ème crédit de l'IDA à destination du Burundi dans le cadre du Développement Rural. Il s'agit du prêt N°1185 BU accordé en monnaies diverses d'un montant équivalent à 16.200.000 DTS.

Les conditions du décaissement effectif des fonds sont précisées dans l'accord de crédit entre la République du Burundi et la BIRD du 17 décembre 1982.

Selon cet accord, la date de clôture est fixée le 30 juin 1987 ou à toute date ultérieure arrêtée par l'IDA. Les conditionalités du crédit sont celles appliquées par l'Association, qui par vocation accorde des crédits assortis de grand degré de libéralité.

En effet, l'amortissement du principal se fait par échéances semestrielles payables tous les 15 juin et 15 décembre à compter du 15 décembre 1991, la dernière échéance étant payable le 15 juin 2031 soit une durée d'amortissement de 42 ans et 10 ans de délais de grâce.

---

(1) S.R.D. KIRIMIRO, Bilan au 31.12.1986, p.32.
(2) S.R.D. KIRIMIRO, Bilan au 31.12.1986, p.30.

Par ailleurs, ce remboursement du principal correspond à 20 échéances au taux de 0,50% et à 60 échéances au taux de 1,5%, soit respectivement un montant de 80.000 US $ et 243.000 DTS par échéance.

L'accord de crédit précise également que les commissions fixées à 0,75% l'an sur le montant retiré et non amorti, sont payables semestriellement par l'entrepreneur.

L'utilisation des fonds provenant du crédit par l'emprunteur est rigoureusement réglementée. Cette réglementation porte simultanément sur les catégories de travaux, fournitures et services qui doivent être financés au moyen du crédit ainsi que sur le montant du crédit affecté à chaque catégorie.

Tableau N°20 : Modalité d'utilisation des ressources du Projet KIRIMIRO par catégorie d'activité

Catégorie	Somme affectée (exprimée en DTS)	% des dépenses financées
1. Engrais et produits phytosanitaires (dépenses supplémentaires)	sera affecté en fonction des programmes annuels	1. 100% des dépenses en dévises et 90% des dépenses en monnaie nationale
2. Matériel, véhicule et équipement		2. 100% des dépenses en devises et 90% des dépenses en monnaie nationale
3. Génie civil		3. 90%
4. Coûts d'exploitation		
a) Frais de personnel de la S.R.D.		4. 40%
b) Autres frais d'exploitation de la S.R.D.		4. 90%
5. Services d'assistance technique		5. 100% des dépenses en dévises et 90% en monnaie nationale
6. Etudes, Formation et Recherche dans le cadre des parties H et I et du projet		6. 100% des dépenses en dévises et 90% en Monnaie nationale
7. Remboursement de l'avance pour la préparation du projet	310.000	7. 100% du principal dû à la date d'entrée en vigueur
8. Non engagé (sera alloué aux catégories (1) à (7) sur la base des programmes de travail annuels	15.630.000	

Source : Banque Mondiale et République du Burundi, Accord de crédit de développement entre la République du Burundi et la BIRD, annexe 1, pp.23-24.

Tableau N°21 : Situation de l'emprunt IDA au 31 décembre 1985

LIBELLE	DTS	FBU
1. Demandes émises jusqu'à la fin de l'exercice 84		
N° 1 à 222, 225 à 231, 233,235 et 236	5.793.033,27	643.648.583
2. Demandes émises et payées en 1985		
N° 223, 224, 232, 234, 237 à 304, 306 à 328, 330 à 334 et N°133(2)	3.211.046,90 (1)	369.893.665
TOTAL PAYE AU 31.12.85	9.004.080,17	1.013.542.248
3. Demandes émises en 1985 et payées en 1986 (janvier)		
N° 334, 336, 338 et 339	263.746,01	30.381.985
4. Demandes émises en 1985 ou début 1986 et impayées au 25 janvier 1985 (3)		
N°305, 329, 332, 337, 340 à 349	238.956,77	27.526.411
	9.506.782,95	1.071.450.644

(1) Taux de charge FBU/DTS=0,008.681

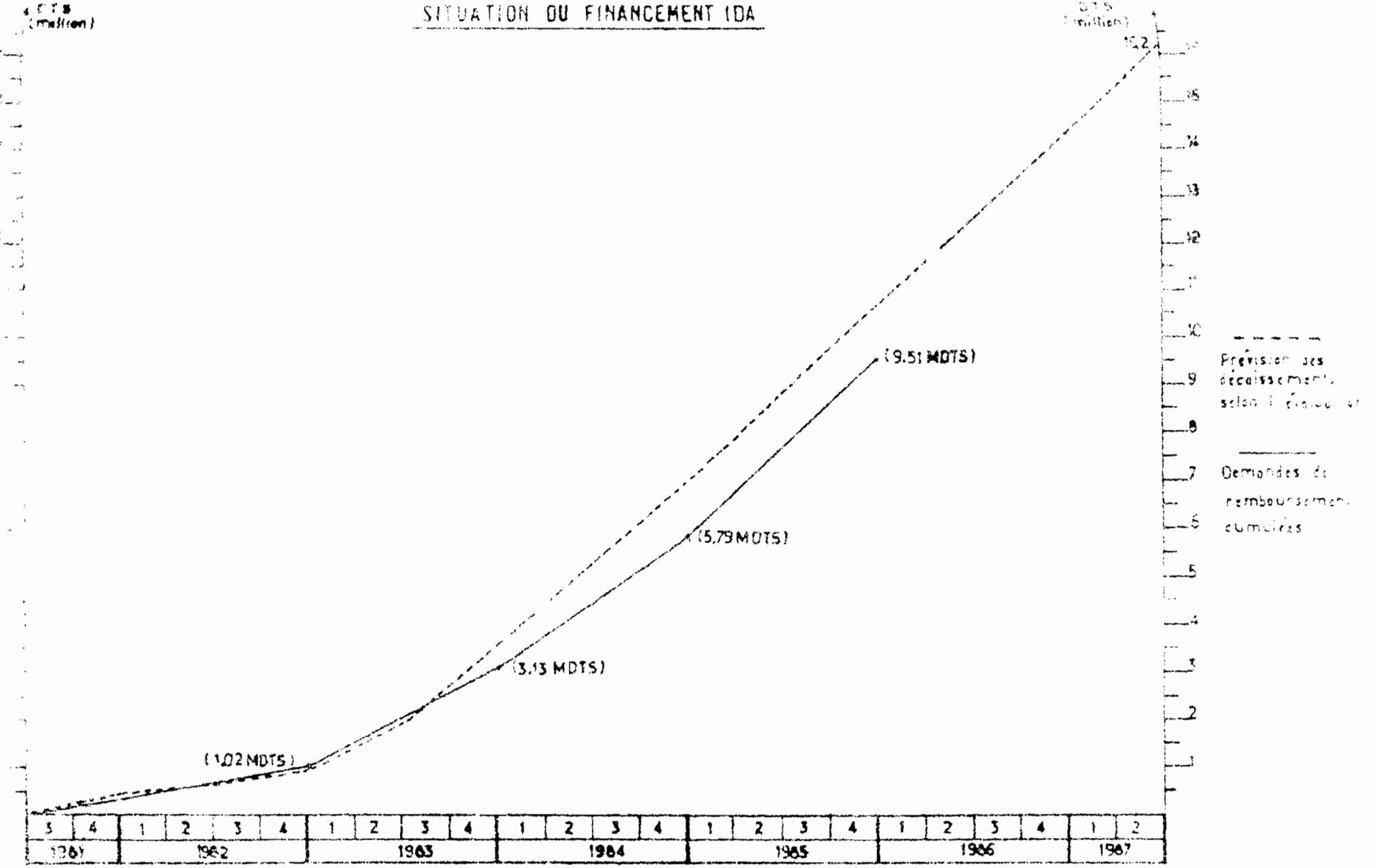
(2) La demande 133 de l'exercice 1984 a été payée en 1985

(3) Pour les demandes impayées le taux de charge considéré est celui de la BRB au 23.12.85

Source : S.R.D. KIRIMIRO, Rapport annuel 1985, p.81

Graphique n°1

SITUATION DU FINANCEMENT IDA



Source : [illegible] 1985, p.8.

Tableau N°22 : Situation de la dotation gouvernementale au 31.12.85

(en FBu)

1. DOTATION DUE		
- Contrepartie financement IDA sur demandes émises jusqu'au 31.12.84	155.061.418	
- Dépenses hors financement IDA		
. Expropriation terrain siège S.R.D.	2.172.725	
. Intérêts CAMOFI payés en 84	13.249.205	
- Contrepartie financement IDA sur demandes de l'exercice 85	71.898.548	
- Dépenses hors financement IDA dexercice 85	5.049.126	
TOTAL DOTATION DUE		
2. DOTATION VERSEE		
- Versement jusqu'en 31.12.84		166.799.057
- Versement 85 S/Subvention 1984		843
- Versement Subvention 1985		79.997.861
TOTAL DOTATION VERSEE		246.797.761
3. TOTAL RESTANT A VERSER		633.261
	247.431.022	247.431.022

Source : S.R.DS KIRIMIRO, Rapport annuel 1985, p.83

Fin 1985, début 1986, le crédit IDA est déjà consommé à concurrence de 59% (9.506.782,95 (1) 16.200.000 (2) (tableau n°23).

En règle générale, force est de constater que les remboursements effectifs sont inférieurs aux prévisions (graphique n°1 jusqu'au 31.12.85, la participation gouvernementale est proche de la régularité (tableau n°24).

Toutes ces constatations nous autorisent à dire que la S.R.D. KIRIMIRO se trouve dans une situation financière confortable.

En plus des obligations financières auxquelles l'emprunteur est soumis, l'accord de crédit dont il est question précise d'autres dispositions relatives à l'exécution proprement dite du Projet qui lient l'emprunteur. Il s'agit essentiellement d'un tour d'horizon de toutes les responsabilités à la charge du Gouvernement du Burundi pour la bonne marche du projet : En l'occurrence, « le Gouvernement doit veiller à l'application des méthodes administratives, financières et techniques appropriées dans la gestion du projet de même qu'il est tenu à fournir audit projet toutes les ressources nécessaires. En plus, l'accord de crédit institue le Gouvernement du Burundi comme l'intermédiaire entre l'Association et la S.R.D. en offrant à celle-là, la possibilité de suivre de près l'exécution du projet au moyen notamment des documents obligatoires tenus par la société tels que le Programme Annuel de Travail, et le Rapport Annuel.

Le fonctionnement du Financement IDA :

Du seul fait même que l'IDA est une institution étrangère, le financement du Projet appelle nécessairement la mobilisation des institutions nationales, bancaires et non bancaires.

Cet acquis permet à la S.R.D. de disposer des fonds en temps voulu.

---

(1) Il faut se référer au tableau n°21 à la page 103
(2) Il faut se référer au graphique n°1 à la page 104

Les besoins de la société peuvent se présenter sous diverses formes selon le type de dépenses en vue. Il peut s'agir soit des besoins en devises, ou en monnaie nationale.

S'agissant des besoins en devises, le Gouvernement s'engage à mettre à la disposition de la S.R.D., au cours de chaque exercice budgétaire, les devises pour couvrir les dépenses courantes d'achats d'engrais, des produits phytosanitaires ou autres.

Quant aux besoins en monnaie locale, le Gouvernement avalise la société pour une conclusion d'un accord de Préfinancement auprès de la Caisse de Mobilisation de Financement (CAMOFI).

Du point de vue strictement financier, l'objectif visé à long-terme est l'autofinancement de la société. Pour ce faire, il est statutairement permis à la S.R.D. KIRIMIRO d'entreprendre des activités directement génératrices de recettes, entre autres des activités commerciales.

Dans les études d'évaluation, les recettes proviendraient concurremment du :

- Programme café
- Programme cultures vivrières
- Programme élevage
- Programme boisement
- Programme routes.

Les tableaux suivants en fournissent des informations détaillées.

Tableau N° 23 : Recettes supplémentaires provenant de la réalisation du projet (en millions de FBu)

Année	Café(*)		Cultures vivrières	Elevage	Boisement	Routes	TOTAL
	Culture	Usinage					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
1	-	-	-	-	-	-	-
2	2,7	-	0,9	-	-	-	-
3	16,4	2,3	1,9	1,1	-	0,3	3,1
4	35,8	5,0	3,8	3,7	-	0,9	52,2
5	72,0	1 ,0	13,7	7,8	-	3,1	109,6
6	127,8	21,4	27,3	14,8	-	4,5	195,8
7	192,3	30,6	47,2	14,2	-	6,5	290,5
8	269,2	40,0	74,2	16,8	0,3	8,6	409,1
9	338,0	49,2	104,9	18,8	0,6	8,6	520,1
10	400,0	60,2	135,1	21,2	1,3	8,6	626,4
11	446,2	72,2	161,1	19,6	1,9	13,0	714,1
12	471,1	76,2	181,2	17,5	1,9	13,0	761,0
13	484,9	76,2	193,4	18,1	-	13,0	785,6
14	484,9	76,2	200,0	14,7	0,3	21,6	797,7
15	484,9	76,2	203,3	18,6	0,5	21,6	805,1
16	484,9	76,2	214,0	22,0	1,0	21,6	819,7
17	484,9	76,2	204,1	27,8	1,5	21,6	816,1
18	484,9	76,2	204,1	24,7	1,5	21,6	813,0
19	484,9	7 ,2	204,1	23,4	-	21,6	810,2
20	484,9	273,6	204,1	21,1	458,5	21,6	1.463,8
$\bar{X}$	312.5	58.9	118.9	13.3	23.4	11.55	276.3

(*) calculé en shadow price.

Source : SOMEBU, Projet KIRIMIRO, Analyse économique et financière, p.28.

Tableau N°24 : Calcul du taux de rentabilité du projet

(en millions FBu)

Année	Investissement	Frais de fonctionnement	Dépenses totales	Recettes	Balance
1	148,2	60,3	206,5	-	- 206,5
2	129,7	103,5	233,2	3,2	- 230,0
3	114,7	120,5	235,2	22,0	- 214,9
4	161,1	118,5	279,6	52,2	- 230,6
5	179,9	129,8	309,7	109,6	- 204,8
6	167,9	138,1	302,3	195,8	- 110,8
7	72,7	137,7	213,4	288,5	74,0
8	62,9	140,5	214,0	409,1	195,3
9	62,6	158,3	224,1	520,1	300,2
10	49,8	167,2	217,9	626,4	414,9
11	42,8	172,0	220,0	714,1	497,7
12	28,1	187,2	213,8	761,0	553,2
13	22,5	161,5	189,6	785,6	604,8
14	21,7	162,0	189,3	797,7	619,0
15	17,4	162,1	185,1	805,1	627,3
16	29,6	168,5	197,7	815,7	617,4
17	25,8	162,8	194,2	816,1	623,5
18	16,3	162,6	184,7	813,0	635,1
19	17,1	161,6	184,6	810,2	632,4
20	21,7	175,7	193 1	1.463,8	1.277,4

Source : SOMEBU, Projet KIRIMIRO, Analyse économique et financière, p.26.

Taux de rentabilité : 18,5%

Nous constatons que le programme café est selon les prévisions, le plus générateur de recettes, suivi du programme cultures vivrières.

Par contre, les autres programmes n'assureront que des revenus relativement modestes.

Pour des raisons évidentes liées au cycle végétatif, le programme boisement n'apporte des recettes que tardivement.

Notons aussi que, théoriquement le projet devient rentable après la première phase.

Avec les moyens financiers du projet, nous clôturons le paragraphe de sa stratégie d'intervention.

Ainsi, nous entamons le paragraphe sur l'Impact du Projet comme c'est annoncé au début du chapitre

III.3. Les effets du Projet

Les stratégies de développement dont il a été longuement question, que ce soit dans les généralités ou dans le cas concret de la S.R.D. n'ont d'autres justifications que la modification du milieu d'accueil. Dans la mesure du possible, cette modification doit être mesurable.

La question d'évaluation des projets de développement s'est posée depuis la sensibilisation de l'opinion publique sur les échecs de ces projets.

Depuis les années 60, des méthodes d'analyse quantitative, financière et économique ont vu le jour. Pour la plupart de fois, ces analyses ne sont entreprises que dans le souci de justifier des investissements en vue.

C'est ainsi que dans le cadre d'une analyse financière, un projet ne serait retenu que dans le cas où les critères utilisés sont favorables. Il s'agit des critères tels que la somme des flux financiers actualisés la rentabilité de l'investissement et les taux de rentabilité interne (TRI).

Pour le premier critère, le projet est financièrement acceptable si la somme des flux financiers actualisés est positive. Sous forme mathématique, cette condition peut être représentée comme suit :

$$\sum_{t=0}^{n} \frac{(Rt - It - C.Et)}{(1 + r)^t} > 0 \quad (1)$$

où

Rt = Recettes totales au temps t
It = Investissement au temps t
C.Et = Charges d'exploitation au temps t
r = Le taux d'actualisation

"Toutes choses restant égales par ailleurs" entre deux projets en vue, on retiendra naturellement celui dont la rentabilité de l'unité monétaire investie est la plus élevée. La forme mathématique nous donne :

$$RUMI = \frac{\overline{Rt} - \overline{C.Et} - \overline{It}}{It}$$

ou RMUMI = Rentabilité de l'unité monétaire investie
$\overline{Rt}$ = Recettes actualisées
$\overline{C.Et}$ = Charges d'exploitation actualisées

Quant au critère du TRI, la Banque Mondiale considère qu'un projet est financièrement défendable si le TRI est supérieur à 10%.

Avec l'analyse économique, on dépasse le cadre restreint du projet pour l'insérer dans l'ensemble de l'économie nationale. A ce sujet, 2 méthodes d'évaluation sont aujourd'hui utilisées à savoir la méthode des prix de référence et la méthode des effets. Comme on peut le présumer, cette analyse se veut conforme aux objectifs fondamentaux de toute planification économique, à savoir (2)

- la croissance (augmentation de la production)
- la répartition du revenu
- l'indépendance économique (équilibre de la balance des paiements).

Le rappel de ces méthodes d'appréciation de l'impact des projets n'est pas gratuit car toutes les études financières et

---

(1) *KWANKAI HONG et al, Analyse de Projets, notes de cours, U.B., F.S.T.A., année académique 1985-1986.*

(2) *REPUBLIQUE FRANCAISE, Ministère de la Coopération, Analyse critique des méthodes d'évaluation des Projets, Paris 1979, p.71.*

et économiques prévisionnelles sur la S.R.D. KIRIMIRO sur lesquelles nous allons appuyer notre argumentation sont basées sur elles.

Par ailleurs, après avoir présenté l'utilisation du financement suivant les grands postes de dépenses, nous articulerons ce paragraphe autour de 3 points, à savoir : les effets du projet sur la production, sa distribution et finalement son utilisation pour ce qui est du circuit interne. S'agissant du circuit externe, nous essayerons de voir les répercussions sur la balance des paiements. Pour ce faire, trois principales sources d'information dont 2 documentaires et deux non documentaires nous seront d'un grand secours.

Les sources documentaires sont constituées par les études prévisionnelles et les enquêtes du Suivi-Evaluation du projet. Notre propre enquête à laquelle nous avons déjà fait allusion et l'observation sur place constituent nos sources d'information non documentaires.

Notons que l'enquête effectuée par nous-mêmes cherchait à appréhender le côté non quantifiable de notre sujet.

III.3.0. L'utilisation du financement par grands postes des dépenses

A priori, l'importance réelle accordée à une action se mesure généralement par le montant du budget correspondant.

Dans ce cas, cette analyse nous permet de jeter un regard critique sur le respect des priorités antérieurement énoncées.

Tableau N°25 : Les coûts par composantes

	Cumul 1985	1986	Total fin 1986	% du total général (*)
1. Encadrement du Projet	251.942.894	88.827.934	340.670.828	32.0
2. Assistance technique	164.234.812	89.325.764	253.560.576	24.0
3. Audit des comptes	4.618.594	2.618.371	7.236.964	0.0
4. Etudes et recherches	19.732.362	13.951.298	33.683.660	3.2
5. Formation	11.469.175	8.554.817	20.023.992	2.0
6. Reforestation et L.A.E	61.464.790	26.806.204	88.270.994	8.4
7. Irrigation drainage et source	8.297.715	2.304.087	10.601.802	0.0
8. Diffusion d'intrants	88.405.825	17.529.643	105.935.468	10.0
9. Vulgarisation	87.015.920	38.241.148	125.257.068	12.0
10. Projet-pilotes	11.642.510	5.210.386	17.152.896	2.0
11. Pistes et ponts	3.091.432	1.008.373	4.099.805	0.0
12. Traitement du café	18.056.608	51.785.239	67.841.847	6.4
TOTAL GENERAL	728.182.637	346.163.264	1.074.335.901	100.0

(*) Ces pourcentages ont été calculés par nos soins.

Source : REPUBLIQUE DU BURUNDI, Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, S.R.D. KIRIMIRO, Bilan au 31.12.1986, août 1987, p.5.

Les parts relatives en matière de coûts révèlent un déséquilibre flagrant entre les différentes composantes : 2 composantes (Encadrement du projet et assistance technique) totalisent à elles seules plus de la moitié des Immobilisations défectibles (56%).

Les autres composantes se classent comme suit par ordre d'importance :

- la vulgarisation
- diffusion d'intrants
- reforestation et L.A.E.
- traitement du café.

Au premier abord, on a l'impression que ces affectations de fonds ne correspondent pas aux priorités ci-dessus énoncées : caféiculture, cultures vivrières. Mais, cette fausse impression est causée par le système d'incorporation des coûts en vigueur dans la société.

Sans pour autant entrer dans le vieux débat de l'Assistance Technique, notons en passant qu'à côté de sa prépondérance dans les Immobilisations défectibles (24%), les honoraires de L.A.I. représentent 47,6% du total des frais du personnel en 1986 contre 27% en 1985.

Ces chiffres deviennent plus révélateurs quand on sait que l'effectif des coopérants se chiffre à 4.

D'autres affectations méritent une attention particulière; pour des immeubles d'une valeur brute de 451.053.259 FBu jusqu'au 31.12.86, les immeubles résidentiels représentent 24.3%.

Tableau N°26 : Le détail des immeubles de la S.R.O. KIRIMIRO en valeurs brutes

Bâtiment + administratif	68.346.257
Hangar-stockage	5.068.473
Atelier-garage	5.456.190
Centre de formation	5.827.332
Usines	210.972.827
C.D.R.	38.867.025
Immeubles non résidentiels	341.737.204
Immeubles résidentiels	99.315.955
TOTAL	451.053.259

Source : Les données sont tirées du tableau de la page 20 du Bilan au 31.12.1986.

Pour des immeubles d'une valeur brute de 451.053.259 FBu jusqu'au 31.12.1986, les immeubles résidentiels représentent 24.3%. Ce taux se chiffre à 28.5% une fois incorporé le mobilier d'habitation (19.307.943 FBu au 31.12.1986).

Confronté au financement total correspondant à la première phase du projet, les immeubles (résidentiels et non résidentiels absorbent à eux seuls 25% (1).

III.3.1. Les effets sur la production agricole

"Evaluer une opération de développement revient à analyser la confrontation entre un projet et un milieu" (2). Cela sous-entend une confrontation de la situation du milieu d'avant-projet et de la situation du milieu d'après le projet (3).

Ce travail a été fait par les études préliminaires du projet dans le cadre d'une évaluation ex ante. Il a été complété par les enquêtes Suivi-Evaluation dont les résultats sont actuellement utilisables. Nous nous fions à ces resultats pour 3 raisons majeures :

- nous n'avons aucune raison objective de les contester : nous ne mettons pas en doute l'honnêteté scientifique des responsables de la société ;
- nous sommes dans l'incapacité matérielle de faire nous-mêmes ce travail ;
- nous n'avons rien à reprocher, ni à la méthodologie suivie, ni du support matériel à la disposition des enquêteurs.

Par ailleurs, notre démarche consiste en une distinction de 2 catégories de cultures:la caféiculture et les cultures vivrières.

(1) *C'est le rapport du total au tableau n°28 et le montant total du financement du Projet après conversion en monnaie nationale.*
(2) *YUNG,J.M., op.cit., p.83.*
(3) *L'analyse économique, particulièrement la méthode des Effets est sous-tendue par cette conception.*

III.3.1.1. Les effets sur la culture du café

Sur le plan des réalisations, on enregistre une production de 3394 tonnes (1) pendant la campagne 84-85 contre 2241 tonnes pendant la campagne 83-84; soit un accroissement de 51.4%.

Il serait aberrant de considérer cette augmentation comme étant exclusivement due à l'action de la S.R.D. "Cet accroissement est dû à une saison plus favorable, à l'entrée en pleine production de 464.434 caféiers installés en 1981 et au début de production de 1.372.247 caféiers de 1982" (1)

L'isolement de l'action du projet fixe à 789 tonnes (2) le surplus de production pour la campagne 83-84 contre 1.942 (2) pour celle de 84-85. Dans cette augmentation, le volet intensification y est pour 89% pour la première campagne contre 87% pour la seconde.
S'agissant du volet "Usinage" le projet allège le travail des caféiculteurs en achetant du café-cérise.

Dans l'ensemble, on constate que jusqu'en 1985, seul le volet "Intensification" fait ses preuves. Pour des contraintes liées au cycle biologique du caféier, le volet "Extension" ne produit ses effets qu'au terme d'un cycle végétatif bien déterminé.

Les chiffres ci-dessus, ne sont pas à prendre comme "parole d'évangile". On ne saurait en effet faire des estimations sans aucune marge d'erreur.

III.3.1.2. Les effets sur les cultures vivrières

La place centrale qu'occupe aujourd'hui les cultures vivrières du moins théoriquement, dans les projets de développement rural n'est plus à justifier.

Sous ce point, nous allons jeter un regard critique sur la suite réservée aux thèmes comme les semences sélectionnées, les engrais chimiques. L'interprétation du comportement des paysans face

(1) *S.R.D. KIRIMIRO, Résultats des enquêtes de Suivi-Evaluation, pp.6-7.*
(2) *Idem.*

à l'action du projet sera facilitée par les conclusions de notre enquête. En plus, le temps est venu de vérifier nos hypothèses de travail .

L'utilisation des semences sélectionnées.

Dans le cadre du projet, les variétés sélectionnées sont (1) :

- le Haricot calima et doré de Kirundo
- le Maïs bambou et igarama 4
- le Soja de Palmetto

"Pour toutes les cultures diffusées, il est vendu au comptant l'engrais correspondant" (2).

L'adoption des semences sélectionnées toutes variétés confondues ainsi que l'utilisation de l'engrais dans les 7 communes d'intervention se présente comme suit :

Tableau N°27 : Utilisation des semences sélectionnées dans la zone du projet

Commune	Engrais	Semences sélectionnées
Bugendana	68%	56.2%
Giheta	84.6%	46.1%
Gihogazi	66.6%	66.6%
Gitega	63.4%	36.3%
Makebuko	33.3%	16.6%
Mutaho	61.5%	38.4%
Nyabihanga	80%	20%
S.R.D.	64.2%	40%

Source : Résultats de notre enquête du

Nous ne voyons pas de variables explicatives des variations communales dans l'adhésion aux thèmes ci-dessus.

---

(1) *S.R.D. KIRIMIRO, Résultats des enquêtes, p.9*
(2) *S.R.D. KIRIMIRO, Résultats des enquêtes, p.10.*

Les engrais accusent un taux élevé de récupération par rapport aux semences sélectionnées du fait que celles-ci sont rarement disponibles.

Interrogés sur les raisons de la non adhésion à ces thèmes, les réponses des concernés se répartissent comme suit (1):

- 99.1% se résignent par manque d'argent pour les semences sélectionnées et contre 79.4% pour les engrais
- 46.5% répondent qu'ils n'y voient aucun avantage pour les semences sélectionnées contre 5.8% pour les engrais.

D'autres contraintes telles que le supplément de travail ou autres interviennent respectivement pour 11.7% et 32.3% pour les engrais.

Comme nous l'apercevons à travers ces résultats d'enquête, le thème "Fumure minérale" connaît un succès certain et la contrainte majeure est la faiblesse de revenu monétaire des paysans.

Comme on l'a déjà signalé, la contrainte budgétaire n'est pas l'unique raison de l'échec de certains thèmes. Interrogés sur les principaux problèmes liés à leur mode de production, nos enquêtés répondent :

- intrants agricoles à 80%
- faiblesse de revenu à 71.5%
- fertilité du sol à 43.9%

Parmi les intrants agricoles, les semences sélectionnées viennent en 1ère position et le projet ne répond que de façon dérisoire à cette attente.

Pour d'autres points problématiques entre autres / la fréquence de l'encadrement, la participation de la population, il est heureux d'apprendre que l'encadrement est serré et que la population se croit être consulté (71%).

La vulgarisation des thèmes en question n'a de sens que dans la mesure où ces derniers accroissent la production et il est intéressant de voir comment cette condition se réalise.

(1) *Les résultats de notre enquête.*

Tableau N°28 : Estimation des productions supplémentaires dues à l'intervention de la S.R.D. (en tonnes)

Années / cultures	1984			1985		
	Prévisions (1)	Réalisation(2)	Taux de réalisation (2)/(1)	Prévisions(1)	Réalisation(2)	Taux de réalisation (2)/
Haricot	119	1543	1297%	2427	2610	107,5%
Maïs	25	321	1284%	64	113	177%
Patate douce	96,3	275	285%	317,.	583	184%
Soja	7,8	-	-	21,5	76	353%

Source : Tableau élaboré par nos soins sur base des études prévisionnelles et des résultats du suivi des exploitations.

Ce n'est pas sans hésitation que nous nous sommes résolus à afficher ces chiffres, pourtant consignés dans des documents officiels(3). Leur fiabilité est particulièrement compromise par l'irréalisme apparent du taux de réalisation des prévisions (3ème colonne).

A les voir, la conclusion évidente est que les évaluateurs ont anormalement sous-estimé les productions ultérieures. Ils ont été exceptionnellement pessimistes sur les facteurs influançant la production.

Autre chose est le degré de fiabilité à attacher aux résultats des enquêtes du suivi-évaluation. En tout cas cette augmentation numériquement spectaculaire n'est pas perceptible à l'oeil nu.

---

(1) cfr Annexe 3, Estimation des productions (en tonnes) et des recettes supplémentaires (en milliers FBu du T5. Voir Annexe.

(2) cfr les tableaux des pp.14-16 du résultat des enquêtes du Suivi-Evaluation.

(3) Il s'agit des documents "Projet de développement intégré du KIRIMIRO" (Analyse économique et financière) T5 et "Résultats des enquêtes du Suivi-Evaluation".

Pour la population de notre zone d'intérêt, la S.R.D. (1)

- vend des engrais
- distribue de l'emploi
- construit des usines
- plante des arbres,

mais rarement, "augmente la production". Ce qui est paradoxal au vue des données chiffrées avancées par cette société.

Ces taux de réalisation seraient réalistes dans le cas d'une adhésion massive de la population aux thèmes proposés. Or, nous connaissons déjà l'adhésion 40% pour les semences sélectionnées contre 64% pour les engrais (jusqu'en avril 1987). Malgré cette modeste application des thèmes, celle-ci est responsable de cette "poussée de production" dans les proportions suivantes :

---

(1) cfr notre enquête.

Tableau N°28 : Estimation du supplément de production dû à l'intervention de la S.R.D.

Zones	Thèmes vulgarisés	Superficies concernées (Ha)	Augmentation moyenne Kg/Ha	Accroissement production (t)	Accroissement total de production (t)	% de l'accroissement total
Sorgho	- Semences sélectionnées + engrais	800	600	480		44
	- Engrais sur variétés locales	1000	900	900		83
	- Semences sélectionnées seules (diffusion parallèle)	500	200	100		9
	- Traitement insecticide	150	300	45		4
	- Fumure organique (compost.)	2315(1)	100	232		21
	- Autres (2)	2315(1)	50	116	1543	11
						172
Maïs	- Semences sélectionnées + engrais	40	600	24		7,4
	- Engrais sur variétés locales	25	350	88		27,1
	- Semences sélectionnées Bambou seule (diffusion parallèle)	20%	200	40		12,3
	- Traitement insecticide	150	400	60		18,5
	- Fumure organique (compost.)	730(3)	100	73		23
	- Autres (2)	730(3)	50	37	321	11,7
						100
Petit mil	- Lutte insecticide	153(4)	1500	230		84
	Autres	191(5)	200	45	275	16
						100

Source : S.R.D., Résultats des enquêtes de suivi des exploitations 1ère saison 83-84 & 2ème saison 84-85 p.19.

(1) 5% de la superficie totale annuelle cumulée 1ère + 2ème saison.
(2) Arrières effets Fumures minérales antérieures, thèmes secondaires tels le soulage-buttage, l'éclaircie des bananiers, etc
(3) 3% de la superficie totale
(4) 10% de la superficie totale annuelle , toutes saisons
(5) 10% des superficies de 1ère et 2ème saison

Il ressort de ce tableau que le thème engrais sur variétés locales" l'emporte sur d'autres thème du point de vue "production" et cela quelle que soit la culture. Cela explique sa vitesse de pénétration.

Au niveau globale, les productions enregistrées (1) au cours des campagnes (83-84) et 84-85 se présente comme suit :

Tableau N°30 : Productions vivrières pour les campagnes 83-84 et 84-85 (en tonnes)

Cultures	83-84	84-85	Variation entre 83-84 et 84-85
Haricot	38.881	32.236	-17%
Maïs	19.778	16.653	-16%
Patate douce	32.243	28.866	-10%
Manioc	79.0[illegible]	70.0[illegible]	0%
Colocase	28.000	26.415	- 5%
Banane	134.565	134.565	0%
Total			

Source : Tableau élaboré par nos soins sur base des données aux pp.12-13 du "Résultats des enquêtes du suivi des exploitations 1ère saison 83-84 à 2ème saison 84-85".

(1) *Cultures en pur et en associé confondues.*

Ces chiffres attestent une chute globale de la production vivrière sur la période concernée. Mais cette chute n'est pas réelle puisque la campagne 84-85 ne compte ici que 2 saisons alors que la campagne 83-84 s'étale sur 3 saisons. L'omission de certaines cultures a été imposée par l'absence d'informations chiffrées y relatives.

Le volume de la production n'est pas l'unique critère d'appréciation de l'impact du projet dans le secteur. D'autres informations telles que le degré d'autosuffisance alimentaire à l'échelle familiale sont significatives.
Selon une étude socio-économique sur la consommation achat et ventes réalisée par la société, "le paysan achète plus de produits alimentaires qu'il n'en vend". Par ailleurs, les dépenses alimentaires d'une famille représentent plus de 60% du total des dépenses alors que les produits alimentaires ne procureraient que 30% du revenu familial.

En dehors de l'action sur l'agriculture, la S.R.D. fait des efforts certains dans le côté social. C'est dans ce cadre qu'on peut citer, les projets pilotes (Nutrition-Hygiène, action avocatier, action maracuja, projet élevage) et l'aménagement des sources.

Le projet élevage comprend 3 volets à savoir (1) :

- la gestion des troupeaux bovins existants sur les centres semenciers
- la culture attelée
- l'élevage caprin.

Au total, on a un effectif du bétail de 50 têtes fin 1985.

S'agissant du programme source, on dénombre au 30 juin 1985, 240 (2) sources nouvelles ou réhabilitées sur la zone du projet, soit une moyenne de 1.17 sources par colline.

---

(1) S.R.D., *Rapport annuel 1985*, p.71
(2) S.R.D., *Résultats des enquêtes de Suivi-Evaluation*, p.2.

Nous nous en voudrions de clôturer le paragraphe des réalisations du projet sans dire un mot sur le Programme Foresterie.

En cette matière, les tableaux suivants nous résument la situation depuis le début du Projet jusqu'en décembre 1985.

Tableau N° 31 : Situation récapitulative des plantations effectuées par sous-programmes (en Ha) jusqu'au 31 décembre 1985

Sous Programme	1981	1982	1983	1984	1985 (partiel)	Cumul fin 1985	%
Plantations S.R.D.	20	337	875	853	1.207	3.292	90.2
Plantations communales	-	10	19	70	17	116	3.1
Reconversions domaniales et communales	-	2	6	116	18	142	3.8
Plantations privées	-	3	17	58	20	98	2.6
TOTAL	20	352	917	1.097	1.262	3.648	99.7

Source : S.R.D.K., Rapport annuel 1985, Annexe 14 bis, p.106.

Tableau N°32 : Situation récapitulative des plantations effectuées par vocation (en Ha) jusqu'au 31 décembre 1985

Vocation	1981	1982	1983	1984	1985 (partiel)	Cumul Ha	Cumul %
Protection des crêtes (Callitris)		140	558	380	574	1.652	45
Bois de chauffage et de service (Eucalyptus)	20	138	330	599	630	1.717	47
Fabrication de charbon (Black Wattle)				103	56	159	5
Bois d'oeuvre (Grevilles, Cedrella, Pinus, Cyprès)		74	29	15	2	120	3
TOTAL	20	352	917	1.097	1.262	3.648	100

Source : S.R.D.K., Rapport annuel 1985, Annexe 11 bis, p.106

D'une façon générale, les objectifs des plantations et reconversions communales ne sont pas tenus. Toutefois, la S.R.D. n'en endosse pas la responsabilité pour la bonne et simple raison que ces sous-programmes sont effectués dans le cadre des Travaux de Développement Communautaire. La société n'intervient que dans la fourniture des plants et en tant que conseiller technique. Par ailleurs, il ressort de ces tableaux que les plantations de la S.R.D. représentent presque la totalité du reboisement dans la zone depuis sa création. L'extension des plantations privées se heurte naturellement à la rareté des terres libres dans le KIRIMIRO. S'agissant de la répartition par vocation, priorité est réservée aux essences assurant la protection des crêtes, aux bois de chauffage et de service (92%). Les autres essences ne sont plantées qu'accessoirement. Dans l'ensemble, le Programme "Foresterie" se déroule normalement. Son exécution requiert essentiellement des connaissances techniques en échappant ainsi à l'épineux problème lié à la vulgarisation.

III.3.2. Les effets sur la distribution de la production

L'activité économique n'est rien d'autre que la production, la distribution et la consommation des biens et services.

Le premier aspect vient d'être évoqué.

En matière de distribution, de la production notons que la S.R.D. n'est pas du dotée de moyens institutionnels lui permettant de reglementer le marché.

Son action en cette matière se limite à la mise en place en infrastructures routières, donnant accès aux usines à café.

La création des magasins à travers la zone du projet en vue de la distribution des intrants peut aussi s'inscrire dans ce cadre.

III.3.3. Les effets sur la consommation

Après 6 ans d'existence, la S.R.D. n'a pas encore modifié les habitudes alimentaires de la population. Si nous distinguons deux catégories de biens, nous avons déjà signalé qu'en moyenne, 60% des dépenses concernent des produits alimentaires et 40% les produits non alimentaires.

Pour ce qui est du circuit externe, il faut faire remarquer que les dépenses en devises de la S.R.D. ne pèse pas sur la balance des paiements à court terme, en ce sens qu'elles sont à 100% supportées par l'IDA.

Par contre, l'augmentation de la production du café, cumulée à l'amélioration de sa qualité permettent des entrées en devises supplémentaires non négligeables.

Ainsi, nous venons de voir le Projet KIRIMIRO au point de vue de son environnement, de sa stratégie et de son impact. Le chapitre suivant fait la même analyse sur le CECI.

CHAPITRE QUATRIEME : LE PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL POLYVALENT DE BUTAGANZWA

Le projet CECI (1) est installé dans la commune de BUTAGANZWA en province de RUYIGI. Le chef-lieu de la commune est sur la R.I.G.3 MAKEBUKO-RUYIGI.
La commune s'étend sur 382 km^2 avec une population de 39.380 habitants. Ce qui fait une densité de 103 hab/km^2. Elle est limitée au Nord par la commune BUTEZI, au Sud par les communes ITABA et MUSONGATI, à l'Est par les communes NYABITSINDA et RUYIGI, à l'Ouest par la commune ITABA.

IV.1. Environnement du projet

IV.1.1. Environnement écologique

Le milieu physique est caractérisé par son appartenance à la région naturelle du BUYOGOMA dont l'altitude varie entre 1500 et 2000 m. Le climat y est tempéré mais relativement pluvieux. Le sol est peu fertile et la population peu dense, mais légèrement plus dense que l'ensemble de la région dont la moyenne est de 86 hab/km^2.

L'on pourrait penser que la région est en équilibre alimentaire car elle offre beaucoup de possibilités d'intensification des cultures et de l'élevage sous certaines conditions d'aménagement : lutte anti-erosive, fertilisation... En effet la disponibilité des terres agricoles non cultivées reste considérable, elle était de 75,8% de la superficie totale du BUYOGOMA en 1973 et de 69,4% en 1982.

Les collines sont déboisées et cela constitue un grand danger sur la conservation de la fertilité du sol. La faible aptitude des sols, aggravée par un manque de fumure et la rareté des dispositifs anti-érosifs est un obstacle majeur à l'agriculture. Les pâturages sont pauvres mais suffisants en superficie pâturable.

---

(1) Dans le texte nous parlerons souvent du projet CECI (Centre Canadien d'Etudes et de Coopération Internationale) à la place du projet BUTAGANZWA pour plus de simplicité.

Dans l'ensemble l'agriculture et l'élevage se trouvent en situation marginale pour ce qui concerne les conditions naturelles.

De fait les sols sont des sols ferralitiques dont la valeur agricole est généralement faible quoique souvent compatible à un aménagement agricole (1).
C'est un handicap crucial, le sol de ce genre est en général peu riche et la poursuite des cultures sur un même champ avec jachère raccourcie ou inexistante entraîne une baisse de la fertilité qui se remarque par la diminution des rendements.

A la faible aptitude des sols s'ajoute la dégradation constante des sols accélérée par le relief accidenté et l'action de l'homme (déboisement des collines, labour dans le sens de la pente,...).

IV.1.2. Environnement institutionnel

Le projet de développement rural polyvalent de BUTAGANZWA est sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (M.A.E.). C'est à ce dernier que sont soumis prioritairement tous les rapports annuels d'activités. Le service de l'administration centrale concerné est la Direction Générale de la Planification Agricole et de l'Elevage.

Le projet BUTAGANZWA est financé par la Coopération canadienne représentée au Burundi par le CECI qui constitue l'agence d'exécution sur terrain.
Nous voyons donc que le projet est soumis aux regards de deux structures institutionnelles au plus haut niveau : le Gouvernement Burundais représenté par le M.A.E. et le Gouvernement Canadien par le truchement du CECI.

Au niveau régional et local, le projet CECI entre respectivement en collaboration avec les autorités provinciales et communales. C'est à ce stade que les relations sont intenses et doivent être efficaces. En effet, dans les projets multi-sectoriels le succès n'est pas tant le résultat de l'organisation la plus logique

(1) *Atlas du BURUNDI, 1980.*

ou la plus efficace de ressources ou des structures internes qu le résultat de l'interraction entre le projet et des agences externes. Le succès du projet dépendra des actions prises par les agences officielles locales, régionales et nationales (...) et surtout par les bénéficiaires du projet (1).

Le projet CECI essaie de garder de bonnes relations avec toutes ces instances. L'homologue participe régulièrement dans des réunions provinciales et les autorités provinciales formulent des recommandations aux agents du projet qui sont discutées et adoptées compte tenu du budget et des activités prévues.

La province de RUYIGI connaît très peu d'actions de développement rural intégré mené sous forme de projet. C'est pour cette raison que les autorités provinciales et communales y convergent une grande attention.

Encore que le projet est là pour appuyer la commune, celle-ci devra faire tout son possible pour profiter au maximum des possibilités du projet.

L'Administration locale doit lui faciliter la tâche en lui accordant le soutien nécessaire (matériel, encadrement...) mais elle doit encore lui suggérer des actions prioritaires lesquelles sont discutées et exécutées en commun accord tout en restant dans les limites des objectifs poursuivis.

En dehors des structures administratives et politiques, le projet CECI collabore avec d'autres projets oeuvrant dans la région sur une base sectorielle.

- Le projet BIT-PSTP qui est l'artisan du reboisement des crêtes de la province RUYIGI. Le projet CECI se réserve la tâche du reboisement familial. Le BIT contribue à la réalisation des objectifs du CECI par la fourniture des semences de plantes fourragères au projet BUTAGANZWA.

---

(1) *SMITH, W.E., et al., L'organisation des projets de développement rural : un essai de synthèse, Document de la Banque Mondiale n°375, mars 1980, p.7.*

- Le projet FAO qui vulgarise une série de technologies appropriées : foyers améliorés, citernes pour récupération d'eau, greniers, séchoirs... Le projet BUTAGANZWA s'intéresse à ces activités dans le cadre de son programme du volet infrastructure et artisanat.

Il intervient de diverses façons auprès de la population pour la sensibiliser à ces innovations; subventions aux familles qui les acceptent, formation des artisans.

En définitive, le projet CECI profite de ses relations avec les structures externes habilitées à travailler avec lui.

Depuis le ministère de tutelle jusqu'à l'administration locale en passant par l'administration provinciale le projet subit des incidences de divers ordres. L'important est que le projet n'est pas un simple agent d'exécution des recommandations de ces institutions, mais plutôt sa marge de manoeuvre qui lui permet de discuter et de préciser les interventions en fonction de l'évolution du milieu et de la capacité de réception de la population.

Cette dernière constitue en outre une institution non moins importante dans l'oeuvre du développement. Les projets classiques ne tiennent pratiquement pas compte des avis de la population. C'est ce défi que tente de relever le projet CECI.

Il conçoit des programmes d'action en collaboration avec les institutions impliquées. Leur exécution passe par une mobilisation préalable de la population qui est libre d'adopter ou de rejeter les propositions du projet. Dès lors, ce dernier les renforce ou les modifie.

A ce propos, le projet a adopté une méthode selon laquelle les gens sont appelés à prendre part à l'élaboration des activités à entreprendre au cours des séances d'animation. La population a souvent réussi à inspirer au projet des activités à mener.

Au cours de sa deuxième année d'existence, par exemple, le projet a pu réaliser des activités non formellement prévues dans la programmation en réponse aux préoccupations exprimées par la population (1).

IV.1.3. Environnement administratif

Le projet est conjointement administré par le chef du projet (expatrié) et un homologue national. Le chef et son homologue sont assistés par trois expatriés avec qui ils forment le comité technique du projet.

Celui-ci est subdivisé en trois volets : Agro-sylvo-pastoral (VASP), Santé/Nutrition (VSN), Infrastructure et artisanat (VIA) à la tête de chacun desquels se trouve un responsable. Le chef du projet assure lui-même la responsabilité du VASP .

Les travaux de terrain sont supervisés par une équipe d'animateurs répartis dans les différents volets du projet.
Il s'agit des techniciens agricoles pour le VASP, des animatrices sociales pour le VSN et d'un assistant technologue affecté au volet Infrastructure.
Parallèlement aux animateurs il y a un personnel d'appui qui comprend un secrétaire-magasinier et un chauffeur-mécanicien. Au bas de la hiérarchie, se trouve une main d'oeuvre saisonnière ou permanente pour les deux volets A.S.P et Infrastructure.

Hormis cette équipe permanente sur terrain il existe des experts chargés du suivi-évaluation qui effectuent régulièrement des missions d'évaluation du projet. Ces experts, qui sont en quelque sorte des évaluateurs externes apportent un appui technique indispensable au projet en lui proposant des ajustements nécessaires à l'évolution des interventions du projet.

---

(1) *ARCAND, E. et NDEJURU, E., Projet de développement rural polyvalent de Butaganzwa, Evaluation année II, Programmation année III, août 1986, p.8.*

IV.1.4. Environnement économique et financier

Les populations de la zone d'action du projet CECI vivent de l'agriculture et de l'élevage. Les autres activités en l'occurrence l'artisanat sont très peu développées.
Le commerce y est l'apanage de quelques boutiquiers. Il n'y a pratiquement qu'un seul centre de négoce situé au chef-lieu de la commune. Les infrastructures économiques de base font défaut dans la commune, nous pensons notamment aux routes et ponts permettant de désenclaver les différents coins de la commune.

Ces considérations laissent entrevoir que la population mène une vie d'autosubsistance. Cette faiblesse d'activités économiques constitue un handicap au développement de la commune. Celle-ci ne perçoit pas des recettes suffisantes pour financer les actions du développement. Les ménages ne trouvant pas de débouchés pour leurs produits ne sont pas motivés pour produire davantage.

Ni la commune ni la population ne sont donc en mesure de contribuer financièrement aux actions du développement.
Selon le témoignage de l'Administrateur communal, la commune ne dispose pas de moyens financiers pour l'ensemble de ces actions de développement, les recettes perçues servent juste au paiement du personnel et à la régularisation des diverses dépenses relatives à l'achat du matériel de construction des bâtiments communaux et à la liquidation des différentes factures contractées; par contre elle éprouve un problème relatif à la réalisation des infrastructures sociales (écoles, dispensaires, logements des fonctionnaires...).

Dès lors, le projet doit gérer ses ressources en tenant compte de ce manque à gagner. Aucun espoir de récupérer localement une partie des sommes à investir. Le projet dépend exclusivement des dons de la coopération canadienne par l'intermédiaire de l'ACDI (Agence Canadienne de Développement International).
Le Gouvernement Burundais ne participe pas dans le financement du projet. Néanmoins, sa contrepartie équivaut à la rémunération de l'homologue au chef du projet.

Il y a lieu de conclure que l'environnement économique et financier n'est pas des plus favorables au projet. Il est un facteur limitant. Les moyens financiers du projet sont assez modestes comme nous le verrons plus loin. A certains moments le projet demande une contribution financière à la population pour certaines réalisations. La réticence à cet égard est souvent fondée.

Il est vrai que les paysans veulent toujours bénéficier plutôt que participer sous prétexte qu'ils n'ont pas de ressources monétaires. Les entretiens que nous avons eus avec la population montrent bien que les sources de revenu sont rares.

Les causes en sont multiples. Les produits agricoles commercialisés sur le marché sont numériquement réduits et souvent en petites quantités; juste ce qu'il faut pour acheter du sel, du savon ou quelques petits articles d'usage domestique. Le café, seule culture de rente qu'on trouve dans la commune, est plutôt une culture marginale. Il donne des rendements et des revenus faibles . Nous le voyons en examinant les chiffres du tableau qui suit.

Tableau N°33 : Production et revenus tirés du café pour 30 unités domestiques pour la campagne 1986-1987

Unités domestiques	Nombre de caféiers	Production en kg	Prix de vente par kilo	Recettes totales
1	120	6	160	960
2	100	37,5	160	6.000
3	127	7	160	1.120
4	120	0	160	0
5	100	6	160	960
6	430	4	160	640
7	252	0	160	0
8	350	0	160	0
9	300	15	160	2.400
10	125	3	160	480
11	400	0	160	0
12	682	3	160	480
13	100	15	160	2.400
14	225	10	160	1.600
15	405	30	160	4.800
16	150	36	160	5.760
17	300	62,5	160	10.000
18	90	6	160	960
19	240	0	160	0
20	0	0	160	0
21	225	50	160	8.000
22	37	3,5	160	560
23	149	0	160	0
24	250	15	160	2.400
25	200	12,5	160	2.000
26	0	0	160	0
27	100	8	160	1.280
28	50	3	160	480
29	200	12,5	160	2.000
30	0	0	160	0
30		345,5	160	55.280

Source : Résultats de l'enquête auprès de 30 unités domestiques, septembre 1986.

Le café représente un problème sur l'ensemble du territoire du BUYOGOMA. Pourtant les paysans s'y attachent et apprécient cette culture pour la facilité de la vente, les marchés garantie et les prix raisonnables. Cela traduit la volonté des paysans d'avoir une culture de rente.
Faudra-t-il en trouver une qui est mieux adaptée que le café(1). Le rapport de l'ISABU sur les flux des produits agricoles et leurs facteurs influants propose la culture de froment.

Les chiffres ci-dessus confirment les conclusions de l'ISABU. Les paysans disposent de caféiers et les entretiennent comme il faut. Malheureusement, les rendements sont très bas et les revenus sont faibles. Dans la région, c'est généralisé le café procure un revenu moyen par exploitation de 1550 FBu (2). Toutefois les résultats de notre enquête représentés dans le tableau ci-haut laisse voir que le revenu moyen est de 1642 qui est légèrement supérieur à celui calculé par le Ministère à la Présidence chargé du Plan sur l'ensemble de la région. Cette différence est due à la hausse du prix au producteur qui a passé à 160 FBu alors qu'il était de 125 FBu. A ce dernier prix, le revenu moyen serait de 1440 FBu.

Le projet évolue dans un milieu faiblement monétarisé et ne permettant pas une mobilisation de ressources locales pour le financement des actions du développement, nous saluons l'effort du projet pour la promotion des activités susceptibles d'augmenter le niveau des revenus de la population.

IV.1.5. Environnement social

Le milieu rural où évolue le projet CECI est caractérisé socialement par un niveau d'instruction assez bas, un manque d'infrastructures socio-sanitaires et un habitat dispersé.

---

(1) *BERGEN, D. Contribution à la connaissance des régions naturelles du Burundi. Région naturelle du Buyogoma. V.1, ISABU, Publication n°84, octobre 1985, p.117.*

(2) *REPUBLIQUE DU BURUNDI, Ministère à la Présidence chargé du Plan, Monographie de la province de Ruyigi, Bujumbura 1986, p.32.*

Concernant la formation sur 30 ménages enquêtés 9 chefs de ménages ont frequenté l'école primaire alors que les autres ne savent ni lire ni écrire. Ce qui est étonnant est que même les jeunes connaissent le même sort. La commune totalise actuellement 5 écoles primaires dont la plupart ont été construites très recemment.

Quant à la santé, elle est sérieusement ménacée. La population manque cruellement de sources d'eau potable, de dispensaires; les dispensaires et centres de santé ne sont qu'au nombre de deux et leur niveau d'équipement n'est pas enviable.

Des maladies endémiques sévissent dans la commune relevant des carences alimentaires (Kwashiorkor, marasme, goître...) et de l'insalubrité du milieu (diarrhée, vers intersinaux...).

Enfin, l'habitat est non seulement dispersé mais aussi les matériaux de construction ne sont pas durables, sauf quelques maisons en tôles pour les ménages ayant bénéficié du crédit-tôles de la part du projet.

La presque totalité du regroupements en village est du type alignement le long des pistes.
Un autre phenomène social qui frappe la commune BUTAGANZWA est lié aux mouvements migratoires. En effet, la médiocrité des sols est à l'origine de l'émigration d'un certain nombre de jeunes ménages vers le MOSSO, vaste région encore peu peuplée mais plus fertile.

Plusieurs paysans exploitent en outre des champs dans la commune voisine de KINYINYA non pas par manque de terres à BUTAGANZWA mais par la disponibilité de parcelles plus fertiles dans cette autre commune (1).

L'enquête effectuée auprès des ménages nous montre que la population n'est pas du tout satisfaite de la fertilité du sol. Il y a des gens qui manifestent un désir ardent de migrer vers le MOSSO parce qu'ils ne produisent pas suffisamment et n'ont plus les moyens de revaloriser leurs exploitations.

---

(1) *HAZEL, P., Projet BUTAGANZWA, Phase I, Rapport d'Evaluation,*

En définitive il y a lieu de croire que la commune risque de connaître un mouvement migratoire au profit des communes voisines plus fertiles. L'opportunité du projet est sans nul doute indiscutable. L'on ne peut que croire qu'il contribuera à freiner ces déplacements.

Le projet est donc confronté à un environnement social assez complexe qu'il faut à tout prix améliorer. Il va falloir combattre l'ignorance, les maladies et promouvoir les infrastructures sociales.

Les paysans de BUTAGANZWA sont placés devant l'alternative suivante : ou bien ils s'enlisent dans la pauvreté tout en se réservant la possibilité d'émigrer vers les communes du MOSSO, ou bien ils apprennent à profiter des avantages offerts par le projet.

IV.2. Stratégie de développement

IV.2.1. Les objectifs

Une étude de base réalisée en décembre 1982 - Janvier 1983 par le CECI avec le soutien de l'ACDI a permis de dégager les caractéristiques de la commune et les besoins de la population. La plupart de ces caractéristiques ont été reprises dans le chapitre consacré à l'environnement du projet.

De cette étude on a pu identifier les priorités dans les interventions, ce qui a conduit à définir les objectifs à atteindre et les stratégies à adopter. Le projet ne devait pas être de grande envergure. L'essentiel était de promouvoir le changement du comportement des paysans dans leurs modes de production et de consommation.

Globalement la ligne à suivre est celle de toutes les ONG dont le but est de favoriser, auprès des groupes sociaux les conditions d'accès à un processus de développement (1).

---

(1) *DIDIERLAURENT, M., "Les ONG dans le développement rural. Quelles alternatives" in Paysans, Experts et Chercheurs en Afrique Noire. CIFACE - KARTHALA, Paris 1985, p.187.*

Le but est de créer une capacité locale qui puisse prendre en main son devenir, assurer en quelque sorte une maîtrise locale du développement. Un tel processus ne peut être atteint qu'après avoir mobilisé les populations pour qu'elles participent dans l'élaboration de leur propre projet.

Le projet est en effet basé sur la participation des gens et se définit en fonction de leurs priorités dans une relation dynamique entre les paysans, les autorités administratives et l'équipe du projet (1). Dans ses relations avec les populations, le projet vise à long terme l'autonomie des groupes qu'il contribuera à mettre sur pied.

Compte tenu des multiples besoins relevés lors de l'élaboration du projet, les initiateurs ont voulu lui donner une dimension multisectorielle. En effet, le projet se veut polyvalent dans ce sens qu'il se propose de toucher tous les aspects du développement de la commune. Il vise à valoriser chez les paysans leur potentiel organisationnel afin qu'ils puissent arriver à prendre en charge eux-mêmes leur milieu (2). C'est pour cette raison que les objectifs du projet sont nombreux mais peuvent être résumés d'une façon globale en "amélioration des conditions de vie de la population rurale de la commune".

La polyvalence des activités du projet s'explique par la diversité et l'étendue des besoins de la population paysanne : en santé, en agriculture et élevage, en infrastructure de première nécessité (3).

En les prenant en détail les objectifs sont ainsi libellés (4) :

- Augmenter et diversifier la production locale.
- Conserver les ressources bio-physiques du milieu.
- Appuyer les initiatives des paysans pour l'auto-développement.

---

(1) MOREAU, S., et PETILLON, Y. P.D.R.P. BUGAGANZWA, Etude de base, Tome I, mai 1983, p.2.
(2) MOREAU, S. et PETILLON, Y. op.cit., p.48
(3) HAGEL, R., op.cit., p.1a
(4) MOREAU, S. et PETILLON, Y. op.cit., p.45

- Former les paysans dans les domaines techniques et organisationnels.
- Améliorer la situation socio-sanitaire et nutritionnelle de la population.
- Vivifier l'artisanat et promouvoir la petite entreprise.

Afin de répondre à ces objectifs trois axes d'interventions ont été formulés :

- Volet Agro-Sylvo-Pastoral
- Volet Santé-Nutrition
- Volet Infrastructure et Artisanat.

Chacun a dans ses attributions ses propres objectifs sans pour autant être moins complémentaires.

Le volet agro-sylvo-pastoral, pièce maîtresse du projet, a pour objectifs la satisfaction des besoins alimentaires de la population et l'accroissement du revenu familial par une intensification et l'amélioration des productions et par un appui aux organisations paysannes.

Le programme d'activités du V.A.S.P. s'attaque aux deux faiblesses de l'agriculture locale, à savoir la dégradation du potentiel agricole des sols et la chute des rendements due à la surexploitation des terres.

Le volet Santé-Nutrition quant à lui cherche à améliorer les conditions socio-sanitaires de la population. Il est à l'avant-garde des actions des autres volets du fait qu'il prépare la population à adhérer aux programmes du projet par le biais des séances d'animation.

Le volet Infrastructure-Artisanat a sur son compte un double but. Il cherche à doter au projet des infrastructures indispensables à ses actions et contribue à l'amélioration et à la création des infrastructures socio-économiques de la commune. Ce volet devra donc répondre en plus de sa vocation de mettre à la disposition des autres volets des infrastructures nécessaires, aux besoins urgents de la population : amélioration de l'habitat, viabilisation du réseau routier, captage des sources,...

Quoi de plus normal que la réalisation de ces objectifs passe par une mobilisation de la population avec l'appui d'intervenants nationaux (cadres administratifs et techniques) afin de favoriser l'émergence d'organisations paysannes, appelés à prendre la relève du projet et à maîtriser leur propre développement. C'est à travers ces organisations que les innovations techniques sont diffusées.

Toujours est-il que pour mener ses actions de façon cohérente, le projet adopte une approche par laquelle il cherche à responsabiliser la population volontaire. C'est pourquoi il entend intensifier ses actions auprès des paysans qui se regroupent et qui choisissent eux-mêmes l'activité économiquement rentable à pratiquer.

Cette alternative de développement qui guide le projet est du type de l'approche de l'écodéveloppement. Celle-ci insiste sur la nécessité d'aider les populations à s'éduquer et à s'organiser, plutôt que de faire tout à leur place, en vue d'une mise en valeur de leurs ressources pour la satisfaction de leurs besoins essentiels.

La stratégie écodéveloppementale qui guide le projet s'appuie sur l'ensemble des ressources disponibles dans le milieu, elle essaie de les valoriser et le minimiser l'apport extérieur (1). Ce qui permettra au projet de continuer de lui-même et d'évoluer en tenant compte des perspectives futures et des potentialités du milieu. Cette stratégie de développement du projet est très peu ambitieuse. Elle préconise le recours à des ressources locales tout en privilégiant la ressource humaine. Effectivement, les ressources financières comme nous le verrons plus loin sont assez modestes. Miser sur la mobilisation des ressources humaines n'est pas une moindre chose en matière de développement rural dans un pays qui souffre de la rareté des capitaux.

Parallèlement le projet adopte une approche systémique selon laquelle l'analyse des systèmes de production de quelques exploitations-type permettra d'y introduire progressivement

(1) *MOREAU, S. et PETILLON, Y. op.cit., p.48*

des modifications adaptées. Une fois améliorés ces systèmes deviendront des références pour les types d'exploitation qu'ils représentent.

Concrètement il s'agit d'arriver à convaincre le paysan d'accepter de réserver une petite partie de son champ pour une "innovation" qu'il sera appelé à comparer avec son "traditionnel" et de l'amener à tirer les conclusions (1).

Le projet n'est donc pas sectoriel mais un projet impliquant un travail en profondeur sur plusieurs fronts à la fois : agriculture et élevage, santé-nutrition, infrastructures. Tout projet de développement rural doit s'impliquer dans l'amélioration de l'ensemble des conditions de vie de la population paysanne, à commencer par celles qui, faute de moyens, sont parfois méconnues par les structures administratives en place.

Ainsi le développement n'est pas la production matérielle uniquement. Il embrasse d'autres domaines tels que le changement de la façon d'agir, la promotion du potentiel organisationnel de la population...

Malgré la polyvalence du projet, le V.A.S.P. occupe une place de choix. Après tout, les activités des autres volets sont pour la plupart des appuis ou des compléments indispensables au V.A.S.P. Ses activités ont été concentrées au centre de démonstration.

Comme son nom l'indique, le centre est une porte d'entrée de toute innovation agro-pastorale à introduire dans le milieu rural. Le centre avait comme vocation initiale selon les initiateurs du projet, la mise au point d'un paquet technologique pouvant être transposé profitablement en milieu réel (2).

Les parcelles du centre de démostration constituent non seulement des parcelles où sont expérimentées les nouvelles cultures ou d'autres variétés plus performantes avant de les diffuser en milieu rural mais aussi elles constituent pour la région une station pour les essais multi-locaux des

Pour amener la population à prendre conscience de l'opportunité des changements il a fallu trouver un site de démonstration où le projet pratique des cultures tant connues dans la région que de nouvelles avec les méthodes culturales appropriées (fumure, lutte anti-érosive, intégration, agriculture-élevage...). Les agents du projet profitent des séances d'animation et de formation de la population organisées au centre de démonstration pour montrer aux gens ce qu'il faut faire pour améliorer leurs systèmes d'exploitation avec des exemples à l'appui.

A ce propos les résultats obtenus au centre de démonstration sont très significatifs et ne cessent d'étonner la population. Le site d'implantation du centre a été choisi en fonction de la médiocrité du potentiel agricole du terrain. Le terrain médiocre a été recherché parce que l'on visait l'effet démonstratif : obtenir des rendements relativement élevés sur une terre initialement pauvre (1).
Le centre est un pôle de rayonnement où les paysans sont conviés à puiser les meilleures méthodes culturales. Il est appelé à produire des effets bénéfiques dans la commune...

IV.2.2. Les moyens du projet

Le projet BUTAGANZWA est l'un des projets de développement rural qui a de moyens assez réduits vu sa zone d'intervention sur une commune et surtout par son approche du développement (minimum de moyens mais maximum d'efficacité).

Toutefois il y a lieu de distinguer trois types de moyens et qui seront successivement analysés dans l'ordre suivant : les moyens humains, matériels et financiers.

IV.2.2.1. Les moyens humains

Comme tous les autres projets financés par l'aide extérieure le projet BUTAGANZWA connaît deux types de ressources humaines. Il y a un groupe des coopérants canadiens qui ont été sélectionnés et recrutés par le CECI. Ensuite un personnel national dont un homologue au chef du projet mis à la disposition du projet par le Ministère de l'Agriculture

(1) HAZEL, R., *op.cit.*, p.36

et L. l'Elevage en contrepartie du Gouvernement Burundais. D'autres agents nationaux sont recrutés par le projet et rémunérés par lui.

Il importe alors de tracer le profil des agents du projet. Nous le retrouvons dans le tableau n°34.

Ce tableau synoptique de l'équipe du projet permet de constater que les compétences ne sont pas efficacement utilisées. Il y a lieu de se poser des questions sur le nombre d'Ingénieurs Agronomes composant l'équipe du projet. Trois c'est beaucoup pour un projet qui ne s'étend que sur une commune.

Pratiquement l'homologue et le chef du projet partagent les tâches de direction et se concertent sur l'organisation et la bonne marche du projet mises à part les questions touchant l'argent du projet. La gestion financière revient exclusivement au chef du projet parce que c'est lui qui rend compte des finances du projet à l'organisme financier.

L'effectif de 4 coopérants pour un simple projet qui ne couvre que quelques collines d'une commune constitue une lourde charge pour le projet. Il va sans dire que les charges de fonctionnement sont énormes. Du moins celles imputables à la rémunération des cadres expatriés.

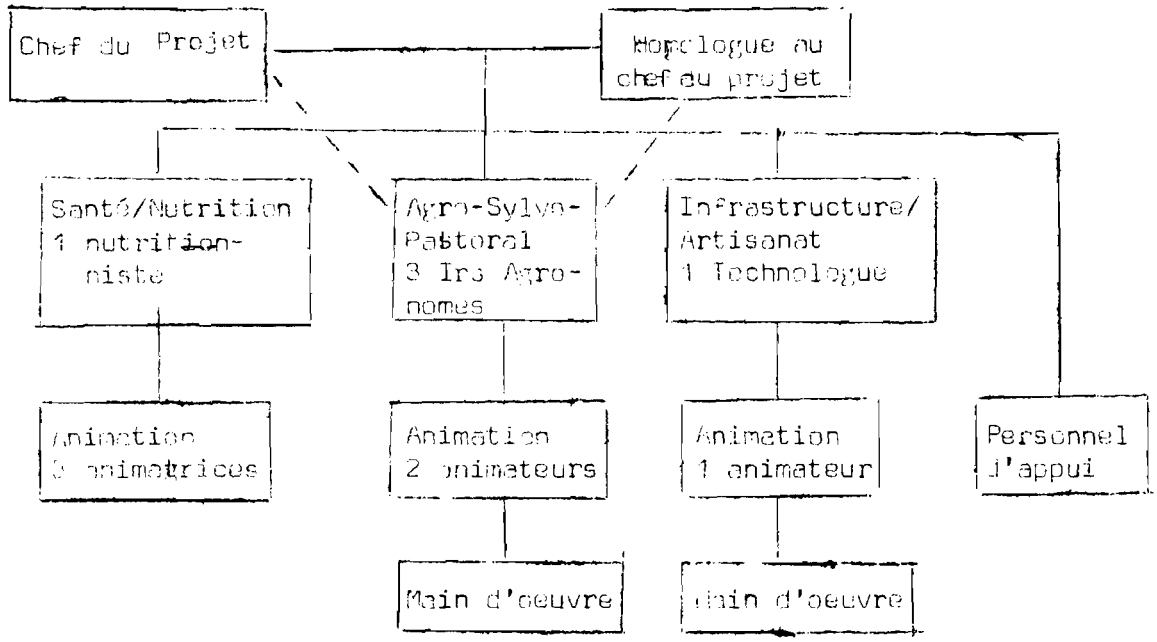
Dès lors ne fallait-il pas réduire au minimum les coopérants? A voir les qualifications des personnes engagées à titre de coopérants il y avait moyen de trouver sur place des nationaux répondant aux mêmes compétences qui exigeraient moins que les expatriés. On nous dira que nous avons bafoué la loi de l'aide extérieure qui est toujours accompagnée, pour ne pas dire liée.

A la limite deux coopérants suffiraient : le chef du projet et le technologue polyvalent.
Non seulement le volet Santé-Nutrition est contesté par le pouvoir central, mais aussi placer à sa tête une coopérante paraît abusif. Une infirmière ou toute autre personne formée sur place pourrait accomplir les tâches de la coopérante.

Tableau [illegible] : Secteurs économiques où travaillent les agents [illegible]

[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
AGRICULTURE	1. Exploitation [illegible]	Ingénieur agronome	[illegible]
	2. Exploitation [illegible]	Agriculteurs et ouvriers	[illegible]
	[illegible]	Médecins	[illegible]
	[illegible]	-	[illegible]
	[illegible]	[illegible] [illegible]	[illegible] [illegible]
	[illegible]	-	[illegible]

Hiérarchiquement le personnel se présente ainsi.



Il ressort de cet organigrame trois niveaux hiérarchiques : la Direction, les volets et l'animation.

L'organe de direction est constitué par le chef du projet et son homologue . Les 4 expatriés avec l'homologue forment un comité technique chargé de la marche du projet.

A la tête de chaque volet, il y a un responsable appuyé par les animateurs qui conduisent les travaux sur terrain. Au bas de la structure se retrouve une main d'oeuvre permanente ou saisonnière travaillant au centre de démonstration et sur les chantiers de constructions du V.I.A.

Les conducteurs de travaux en l'occurrence les techniciens agricoles devront être augmentés afin de décentraliser les activités du centre de démonstration et éventuellement intensifier les actions et surtout élargir la zone d'intervention.

Réellement la couverture de la zone par des activités du projet reste limitée par l'insuffisance du personnel d'encadrement (animateurs, vulgarisateurs,..). Tout espoir vient

de la promesse du ministère de tutelle qui a accepté d'affecter deux ou trois techniciens agricoles, lauréats de l'ITAB, en vue de compléter l'équipe du projet au courant de l'année 1987.

Les agents du projet bénéficient momentanément d'un appui technique des experts chargés du Suivi-Evaluation provenant du siège de l'organisme financier à Montréal.

Cet appui consiste en une évaluation des actions du projet; en collaboration avec les agents du projet les experts proposent des ajustements nécessaires en fonction de la dynamique du milieu.

Notons également la collaboration des cadres administratifs et techniques de la commune qui apportent un appui non négligeable au projet lors de l'exécution de certains travaux nécessitant le concours des agents communaux : reboisement, riziculture.

La collaboration est une nécessité car toute opération même de modeste dimension, est un acte très complexe, techniquement et socialement, qui oblige à recourir à d'autres pour des compétences particulières et à mobiliser des ressources humaines plus larges (1).

Par exemple la riziculture n'aurait jamais connu l'extension qu'elle a prise sans la participation active de l'Agronome communal et de ses subordonnés.

Cependant, la collaboration n'est pas optimale. En dépit des zones d'action identiques, les agents du projet et les services d'encadrement agro-sylvo-pastoral de la commune travaillent d'une façon assez indifférente les uns aux autres.

Par exemple, la campagne café mobilise plus ou moins à fond l'Agronome communal et son équipe plusieurs mois par année. Le forestier communal collabore avec le BIT au

---

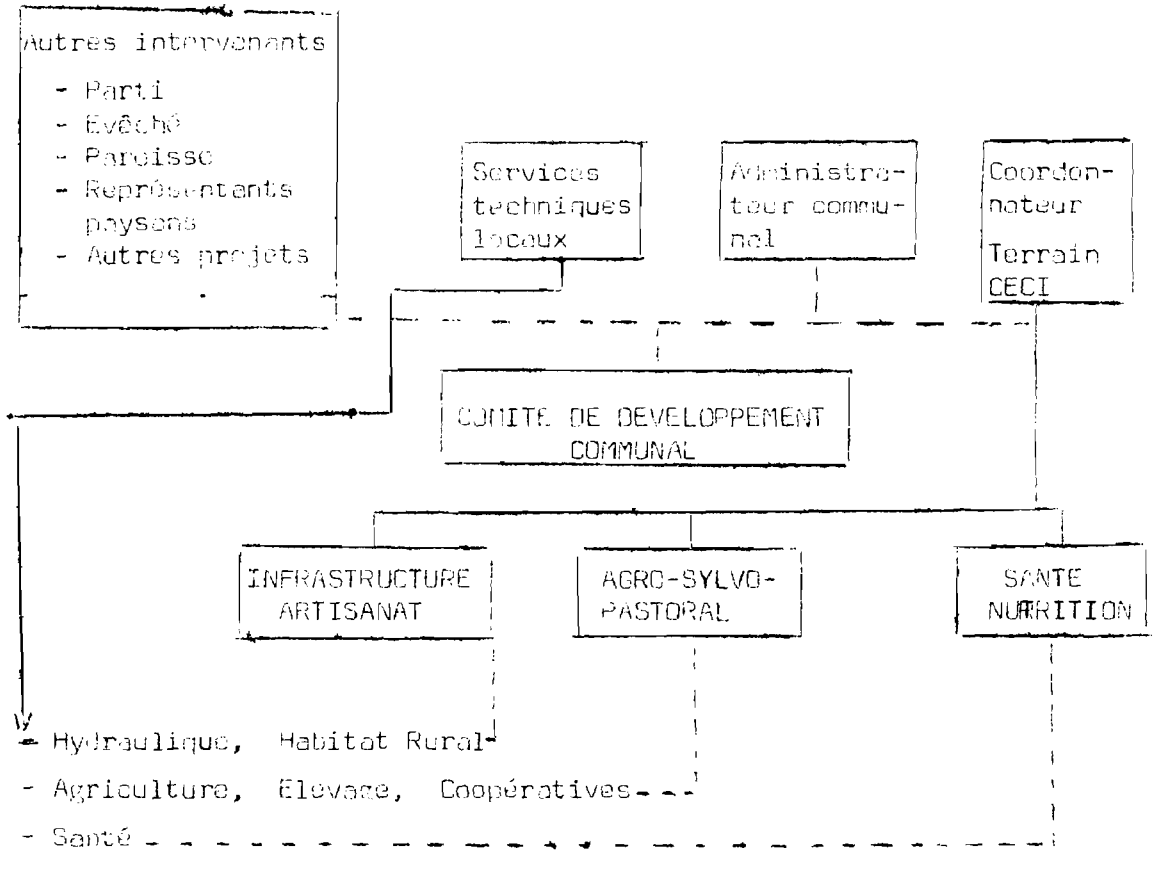
(1) *DIDIERLAURENT, M. "Les ONG dans le développement rural. Quelles alternatives". in Paysans, experts et chercheurs en Afrique Noire, CIFACE-KARTHALA, Paris 1985, p.189.*

reboisement des crêtes alors que le projet s'occupe seul du reboisement individuel. Le personnel vétérinaire soigne beaucoup d'autres animaux que ceux du projet...

Cette lacune relève, en fait, du manque de rapport hiérarchique entre le coordonnateur provincial de l'agriculture et de l'élevage et l'équipe du projet. Au lieu d'avoir deux structures qui font presque la même chose sur une zone commune, un effort de collaboration est souhaitable afin que les ressources ne soient pas dispersées.

Une meilleure collaboration avec les agents techniques de la commune est indispensable à la réussite du projet, l'étude de base avait bien défini les relations des diverses institutions qui devaient oeuvrer conjointement pour le développement de la commune.

Une meilleure collaboration avec les agents techniques de la commune est indispensable à la réussite du projet, l'étude de base avait bien défini les relations des diverses institutions qui devaient oeuvrer conjointement pour le développement de la commune.



Si ce cadre de relations avait été observé, comme il faut, les résultats actuels seraient peut-être plus parlants.

Le moment est donc venu pour que la commune considère les activités du projet non plus comme"l'affaire du projet" mais plutôt comme "l'affaire de la commune", et surtout que les agents techniques de la commune coopèrent plus activement avec le projet, étant entendu en fait que le projet est là pour appuyer la commune dans son effort de développement.

IV.2.2.2. Les moyens matériels

Les moyens matériels du projet sont composés par les bâtiments, le charroi, les animaux, l'outillage divers...
Le projet a eu une concession d'un terrain de 6 ha de la part de la commune où sont érigés les bâtiments du centre de démonstration.

A son actif le projet a trois sortes de bâtiments les bureaux, les logements et les étables pour le bétail du centre de démonstration.

Le bâtiment des bureaux est polyvalent; il comprend des bureaux de travail, une salle de réunion servant également aux séances d'animation sanitaire et nutritionnelle, un magasin, un abri culinaire et un atelier.

Concernant les logements, il s'agit de trois villas construites pour héberger les coopérants. Une quatrième maison qui appartient à la commune a été aménagée par le projet pour l'homologue.

D'autres bâtiments sont les étables pour les animaux du projet (une paire de boeufs, des vaches, chèvres et lapins deux hangars (pour une décortiqueuse de riz et pour le séch et l'entreposage des pommes de terre) et un site servant de démonstration pour la construction de latrines.

Quant au charroi, il est constitué par :

trois véhicules :

- une camionnette TOYOTA de 2 tonnes
- un tout-terrain Range-Rover
- une V.W. Combi

et trois motos :

- un Honda 250
- un Honda 185
- un Honda 110

L'élevage du projet était ainsi constitué à la fin de 1986 :

- une paire de boeufs dressés pour les labours, le hersage et le transport
- un taureau 3/4 sahiwal
- un troupeau de trois ou quatre vaches
- un troupeau de caprins d'environ 40 têtes
- une vingtaine de lapins.

L'outillage agricole et le matériel divers sont entre autres

- une charrue et une charrette
- une herse
- des houes, peles, brouettes...
- le materiel didactique d'animation nutritionnelle et sanitaire (balance, flannellogramme, casseroles,..
- les matériaux de bureau.

L'inventaire des moyens matériels est ici loin d'être exhaustif. Nous nous sommes contenté de dresser les grandes catégories de matériel du projet sans devoir les citer tous. En définitive, tout projet ayant des activités diverses comme celui de BUJACANZWA a du matériel varié selon les volets; chacun ayant du matériel spécifique à ses actions.

L'importance des moyens matériels intéresse moins que leur choix judicieux et leur efficacité en fonction des buts à atteindre.

Le matériel agricole devra être accessible à la paysannerie; sinon toute sensibilisation à l'utilisation de tel ou

tel outil sera sans objet. L'usage d'une technologie appropriée est sans doute un meilleur moyen d'amener la population à adopter les nouvelles méthodes à moindre effort. Le choix des techniques obéit au critère de taille optimale du projet retenu : toutefois l'optimum n'est pas seulement d'ordre économique, il est également social.
Les techniques doivent être relativement accessibles tant du point de vue de leur coût que celui de leur maîtrise et faire appel à des ressources locales diversifiées (1).

Le matériel utilisé par le projet est connu par la majorité des paysans mis à part quelques innovations technologiques proposées par le projet : culture attelée, foyers améliorés, matériel didactique d'animation sanitaire, instruments pour le semis en ligne...

En dehors des instruments et outils introuvables sur place, le projet s'efforce de faire usage des matériaux locaux de construction. Cela présente un double avantage : d'abord les matériaux locaux de construction coûtent peu cher au projet, ensuite les infrastructures mises en place (maison, étables) incitent la population à se débrouiller facilement avec les matériaux locaux.

Par exemple, lors de la construction des maisons des agents du projet, la priorité accordée à l'utilisation de la matière première trouvée dans la commune (ardoises) a introduit une nouvelle technologie qui commence à être adoptée dans les environs du projet.

En résumé, la simplicité des moyens matériels répond aux orientations du projet, qui ne vise pas une grande technicité, mais plutôt fait un effort de revaloriser les moyens locaux tout en introduisant une série de technologies appropri

---

(1) *ADAIR, Ph. "Technologies appropriées et Besoins essentiels" in Revue Tiers-Monde, T. XXV, N°100, octobre-décembre 1984, p.782.*

Cette notion de technologies appropriées privilégie le contexte, l'approche globale en vertu de laquelle la satisfaction des besoins doit d'abord procéder de la mobilisation de ressources internes du développement endogène (1).

IV.2.2.3. Les moyens financiers

Qui dit projet, dit financement. Les investissements et le fonctionnement d'un projet de développement demandent des moyens importants. Or les financer par une épargne locale quasi inexistante est pratiquement impossible.
Ni les paysans ni l'Etat n'ont de fonds suffisants pour ce

L'aide extérieure sous forme de dons est nécessaire pour des raisons évidentes : les projets ruraux, même à caractère productif, dans une économie globale fragilisée atteignent rarement une rentabilité suffisante (2). Aussi le projet se tourne plutôt vers une formule de subventions en ce qui concerne l'investissement initial; l'entretien et renouvellement étant par la suite à la charge de la communauté bénéficiaire.

C'est pareil pour le projet BUTAGANZWA dans la mesure où le budget-terrain est le plus modeste des projets de développement actuellement en cours sous tutelle du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (3). La totalité du budget relève des dons de la part de la coopération canadienne.
La seule contrepartie du gouvernement burundais est le salaire de l'homologue ou chef de projet.
Le financement est donc entièrement assuré par la coopération canadienne. Deux organismes de coopération, une agence gouvernementale l'ACDI et une O.N.G., le CECI cofinancent le projet

En plus de sa participation financière, le CECI est l'agent d'exécution du projet. C'est lui qui a élaboré l'étude de base qu'il a ensuite soumise à l'ACDI, coordonnateur de l'aide au développement du Canada.

---

(1) *ADAIR, Ph. op.cit., p.781.*
(2) *DIDIERLAURENT, M. op.cit., p.193.*
(3) *HAGEL, R. op.cit., p.47.*

Dans la politique générale d'aide au développement pour les pays sous-développés, le Canada est convaincu qu'il y a dans le monde des gens moins fortunés qui ont besoin de l'aide et que les motivations doivent être essentiellement humanitaires et non égoïstes (1).

Pour intervenir plus efficacement, l'ACDI fournit aux O.N.G. en l'occurrence le CECI, des sommes d'argent destinées aux projets de développement dans le Tiers-Monde. L'ACDI a donc donné des subventions au CECI pour financer le projet BUTAGANZWA en plus de sa contribution prélevée sur des fonds internes de fonctionnement. Le tableau suivant montre la participation des divers partenaires ayant souscrit au budget du projet.

Tableau N°35 : Contribution des différents partenaires au budget du projet CECI, en dollars canadiens

	1ère année	2ème année	3ème année	Total
Contribution ACDI	442.058	421.682	298.914	1.162.654
Contribution CECI	10.000	6.300	108.672	124.972
Contribition des Tiers	32.224	-	-	32.224

Source : Projet BUTAGANZWA, Rapports d'Evaluation/Programmation Année I et II.

Nous voyons que les ressources financières sont maigres et que les partenaires financiers sont très peu nombreux. Pour un projet dont la philosophie du développement est de mobiliser la population pour qu'elle puisse prendre en charge leur sort, des investissements légers qui ne requièrent pas de grosses sommes d'argent, suffisent. Pouvoir mener une campagne de sensibilisation, stimuler la population c'est cela qui est important.

(1) *DEPUIS, M. Crise mondiale et aide internationale : stratégie canadienne et développement du Tiers-Monde, Ed. SILEX, MONTREAL 1984, p.104.*

Le projet est animé par un souci d'investir beaucoup plus en ressources humaines.

De façon globale, on peut dire que le grand défi auquel est convié le projet est effectivement de mettre en marche une dynamique de développement socio-économique en faisant appel à des ressources humaines importantes plutôt qu'à de grands moyens financiers et matériels. Le budget dont dispose le projet lui sert de soutien pour ses investigations Il essaie de valoriser les ressources disponibles et de minimiser l'apport extérieur.
Ce ne serait pas une moindre affaire que de montrer qu'il est possible avec des moyens relativement modestes de promouvoir le développement socio-économique dans l'une des communes les plus démunies du pays.

Une analyse détaillée du budget nous permettra de voir tour à tour la répartition des ressources par grands postes et par volets d'activités.

Répartition du budget par grands postes

Malgré le programme d'activités fort chargé, le projet fut doté de ressources financières relativement limitées. La lecture du tableau suivant nous amène à avoir une idée sur sa capacité financière et l'affectation des ressources par grands postes.

Le budget-terrain prévu sur trois ans de la première phase du projet était de l'ordre de 1.217.115 $ canadiens. Ce qui est peu comparativement à d'autres projets analogues en cours dans d'autres communes (Kinyinya (1) 46.137.000 FBu par an, Isale (2) 50.000.000 FBu par an en moyenne). La répartition par grands postes du budget montre la prédominance du fonctionnement (82%) au détriment de l'investissement (18%). Ceci paraît

(1) BWIMBA NTAGANDA, A. *Les Stratégies de développement rural vues à travers la S.R.D. BUYENZI et le Projet FAC. Kinyinya-Nyabitsinda*, Projet de mémoire, Bujumbura, décembre 1987.

(2) KABURA'E, J. et RUGERINYANGE, J. *Les Stratégies de développement rural vues à travers la S.R.D. RUMONGE et le PADC Isale-Rubimbi*, mémoire, Bujumbura septembre 1987, p.72.

à priori absurde pour un petit projet qui a un personnel très peu nombreux et qui ne privilégie pas le travail de bureau.

En fait, pour le cas du projet CECI, une bonne partie des ressources financières sert à rémunérer les coopérants (34,7%) et à assurer leurs voyages et déplacements (11,8%) tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur. Cela est dû à la logique même de toute forme d'aide au développement. Tout bailleur de fonds se réserve le droit de suivre et de gérer les ressources qu'il avance. Plus grave encore les missions d'évaluation consomment le 1/4 du Budget du projet (25,2%).

L'on aurait pu échapper à cette absurdité si le nombre de coopérants avait été réduit au minimum et si les missions d'évaluation étaient moins fréquentes. Nous avons eu l'occasion de signaler plus haut que l'équipe du projet est dominée par des expatriés qui non seulement sont sous-employés mais encore consomment un gros morceau du financement

Cette constatation nous amenerait à remettre en cause la philosophie du projet qui du reste, entend minimiser l'apport extérieur (en l'occurrence le financement) et privilégier les ressources huamines . Passer sous silence ce déséquilibre dans l'affectation des ressources n'est pas non plus honnête.

[illegible]

[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	
	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
I. [illegible]					
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
II. [illegible]				[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Forage et remplacements	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]		[illegible]
Sous-total	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Imprévus [illegible]	[illegible]	[illegible]	-	[illegible]	
Total	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	-

[illegible] ... et II ... [illegible]

Il est vrai que ces fonds ne sont pas remboursables. Toutefois, s'il faut stimuler la production, un soutien minimum est indispensable pour les paysans.

Les programmateurs du projet ont pensé au poste "Prêts-Soution" dont la raison d'être est de subventionner et d'appuyer les initiatives de la population. Ce poste figure au budget dans une proportion assez faible (6,1%).

Les agents du projet reconnaissent cette faiblesse et la justifient en disant que le projet ne peut pas se substituer aux institutions financières. Et surtout il n'est pas question de lancer une action qui disparaîtrait avec la fin du projet.

A ce sujet le chef du projet est assez explicite: le projet, dit-il, n'envisage pas de faire du crédit agricole aux paysans, il évite d'installer quelque chose qui tomberait une fois arrivé à terme. Les prêts consentis dans le cadre de l'amélioration de l'habitat l'ont été sur demande de la commune et à un certain moment ils ont cessé d'exister.

Donner des tôles aux paysans n'entrait pas dans la philosophie du projet. Ce dernier a décaissé les fonds de départ tout en supposant que les crédits ultérieurs seront financés par le remboursement des premières créances. Cela n'est pas le cas parce que les crédits n'ont pas jusqu'à présent été régulièrement remboursés. Ce qui compromet la poursuite de cette activité.

En ce qui concerne les investissements, les constructions et les moyens de déplacements n'intéressent pas plus que les investissements productifs. Dans une certaine mesure, les infrastructures soutiennent les investissements productifs. Cependant elles risquent d'être privilégiées au détriment de ceux-ci.

Ils viennent en troisième position et représentent 13,3 des investissements du projet alors que les constructions et les moyens de déplacement ont consommé respectivement 63,2% et 18,9% des ressources du projet sur trois ans.

Contrairement à d'autres projets de développement rural du genre S.R.D., le projet CECI ne fait pas de gros investissements. Sa préoccupation est "l'attaque de l'homme" en vue de lui apprendre ce qu'il faut faire.

Le projet n'est pas une entité de production avec maximum de rentabilité. Les investissements productifs du projet concernent le matériel et les intrants agricoles, les animaux..

Globalement la répartition du budget par grands postes laisse voir un déséquilibre entre les divers postes. A part une partie des dépenses de construction, les salaires locaux, les prêts-soutiens et l'achat des animaux qui sont injectés dans le milieu, les moyens de déplacement, les salaires des coopérants... constituent des dépenses auxquelles la population et la commune ne profitent pas.

Il aurait fallu, pour créer des effets bénéfiques au milieu, multiplier les dépenses locales en investissant aussi bien en infrastructures que dans des activités directement productives.

Dans sa conception initiale le projet devait durer trois ans dans une phase expérimentale avant d'être étendu sur d'autres communes de RUYIGI.
Le budget-terrain voté pour cette phase était relativement modeste et le planificateur du projet en avait présenti les limites.

De fait il n'était pas arrêté définitivement, il était susceptible d'être modifié car le projet fonctionne de manière itérative. La démarche de développement rural proposée par le projet se voulait empreinte de souplesse et ouverte à des réajustements de programmation (1).

En effet, au terme de chaque année il est prévu des opérations d'évaluation du travail accompli et de programmation des activités pour l'année suivante. Les résultats atteints et les échecs éventuels inspirent la suite des activités.

---

(1) MAJER, R. *op.cit.*, p.12.

Dès lors le budget est constamment sujet de modification d'une année à l'autre. Globalement le budget est allé en diminuant. Cela s'entend; c'est inhérant à tout début d'un projet de développement rural sans infrastructures. Logiquement les premières réalisations ont concerné la mise en place des infrastructures d'accueil de l'équipe du projet, l'aménagement du centre de démonstration, l'achat du matériel et des moyens de déplacement. Et toutes ces actions ont exigé des ressources financières importantes.
Les ajustements des programmes d'activités du projet expliquent en partie la modification du budget. En fait quelques activités du projet prévues au départ ont été abandonnées, notamment le soutien aux artisans, la sylviculture communautaire pour éviter le double emploi avec le Programme Spécial des Travaux Publics (P.S.T.P.).

D'autres activités ont par contre été créées, occasionnant ainsi des dépenses supplémentaires. L'intensification aux différents programmes du projet justifie l'engagement de quelques agents locaux d'encadrement (2 animateurs du V.A.S.P., 2 animatrices du V.S.N. et 1 assistant technologue).

Le coût des volets d'activités

La répartition des ressources par grands postes est un élément important d'évaluation de l'efficience du projet. Néanmoins l'analyse de l'affectation du budget par volets est plus intéressante dans la mesure où cela permet de tester l'orientation du projet.

En effet, tous les volets ne sont pas au même pied d'égalité. Dans ses objectifs le projet met un accent particulier sur le V.A.S.P. Les autres volets comportent des activités complémentaires au premier.

Ainsi le budget devait se partager très inégalement entre trois volets, le V.A.S.P. se réservant la part du lion puisqu'il constitue de toute évidence le fer de lance du projet, soit approximativement deux fois de plus le V.I.A. et quatre fois plus que le V.S.N.(1).

(1) *HAZEL, R. op.cit., p.13.*

En vertu de ce principe les ressources financières du projet se repartissent de façon suivante par volets :

Tableau N°37 : Prévisions de répartition des ressources financières par volet d'activités en dollars canadiens

Volets	Année I	Année II	Année III	Total
V.A.SP.	258.318	244.004	232.563	735.785
V.I.A.	129.160	122.452	116.282	367.894
V.S.N.	64.580	61.226	58.141	183.947
Total	452.058	428.582	406.986	1.287.626

Source : Tableau construit à partir des données du tableau n°34.

Théoriquement le budget devait être affecté dans ces proportions entre les différents volets. Cette situation est de la pure prévision des programmateurs. La réalité en est que les choses se sont déroulées autrement. L'affectation des ressources par volets n'est pas du tout aisé.

Les frais généraux concernent indistinctement toutes les activités et les rapports du projet n'ont jamais essayé de faire une quelconque analyse des coûts des divers volets.

Ce qui est certain est que le V.A.S.P. accapare une bonne partie des ressources tant humaines, matérielles que financières. Certes l'aménagement du centre de démonstration exige une main d'oeuvre. Le terrain concédé du projet était très peu propice pour accueillir les cultures; ainsi aux travaux onéreux d'aménagement (défrichement, labours...) s'ajoute les amendements (fumure minérale, engrais verts) et les semences sélectionnées qui coûtent cher au projet.

Au début le centre a consommé beaucoup de main d'oeuvre au moment du premier et deuxième labour d'une part et l'état de pauvreté du sol a incité à appliquer beaucoup de fumier acheté à l'extérieur du projet d'autre part.

Il a fallu acheter les animaux du projet pour répondre au besoin urgent de fumier afin d'en minimiser le coût (achat et transport). Pour des raisons évoquées plus haut, le centre sert de pôle de rayonnement pour la zone d'intervention.

Les grosses dépenses reviennent en définitive aux actions qui y sont effectuées. Les efforts déployés pour ce centre dominent donc de loin tous les autres. Les actions sur collines ne demandent que de l'encadrement essentiellement.

Une contrainte surgit à ce niveau et nous empêche de pousser plus loin l'analyse du coût de différents volets. En fait les documents du projet ne font pas état du coût financier détaillé des différentes activités. Notre objectif est cependant en partie réalisé puisqu'il faut ressortir les activités auxquelles sont concentrées les ressources. C'est bel et bien celles relevant du V.A.S.P. suivies de près du V.I.A. et en dernier lieu le V.S.N.

Le budget est commun et les investissement concernent souvent à la fois les trois volets; il serait trop risqué de vouloir les dépenser selon les activités sans recourir à des critères hypothétiques.

Même les rapports tant d'activités que d'évaluation privilégient l'impact sur le coût des programmes en énumérant les réalisations sans se soucier de montrer leurs coûts. Ce qui nous conduit à analyser dans les lignes qui suivent les effets produits par le projet.

IV.3. Les effets de la stratégie de développement

Les attentes de la population ont-elles été satisfaites? Le projet a-t-il été bien interpelé? La population a-t-elle participé effectivement? Telles sont les grandes questions auxquelles essayera de répondre ce chapitre.

Après avoir passé en revue les objectifs et les méthodes d'intervention du projet dans les paragraphes précédents il importe à consacrer quelques considérations sur les réalisations.

Toujours est-il que la mesure d'une action de développement est une notion difficile à appréhender. Les actions en soi sont parfois quantifiables. Mais leurs effets échappent souvent à l'étalon de mesure.

Les effets sur la production sont facilement perceptibles Par contre le processus de changement de la façon d'agir de la population n'est pas directement observable au bout de quelques années d'intervention.

A priori, l'on pourrait croire que le projet qui n'a que trois ans d'expérience n'a pas à son actif des réalisations louables. Toutefois nous allons voir dans les lignes qui suivent que les transformations suscitées par le projet sont encourageantes.

A la limite, on pourrait se contenter de faire une totalisation des résultats obtenus par volet et par activité. Leur simple énumération ne permet pas de se faire une juste idée des changements que le projet a amorcés.

Pour plus de clarté et par souci de simplicité, notre analyse portera sur les volets respectifs bien que leurs effets soient d'une façon générale conjugués. La question à laquelle tentera de répondre ce chapitre est donc celle de la contribution du projet au développement vu sous l'angle de la production agricole, sa distribution et son utilisation.

IV.3.1. L'impact du volet agro-sylvo-pastoral

Le V.A.S.P. comporte deux principales composantes : centre de démonstration et les activités sur collines. Son objectif est d'augmenter la production agricole. C'est un pari qui, pour être atteint demande beaucoup d'effort et de patience.

Le centre de démonstration

Le centre répond déjà à plusieurs attentes. La population ne cesse de s'étonner sur les performances réalisées par le projet sur un terrain initialement semi-aride. Non seulement il a déjà réalisé des productions mais il a servi également à la formation des agriculteurs.

Les activités principales amorcées au site du centre sont : la fertilisation, lutte anti-érosive, élevage, essais variétaux, multiplication des semences, cultures maraîchères et fruitières.

Les résultats obtenus au bout des deux premières années sont encourageants malgré le coût élevé des activités (main d'oeuvre, fumier, matériel agricole,...). Une large gamme de cultures ont été pratiquées : pomme de terre, soja, haricot, maïs, cultures maraîchères et fruitières (ananas, choux, carotte, avocats,...), cultures fourragères (tripsacum, sétaria, pennisetum...).

Ces cultures couvrent 2,5 ha sur 3 ha prévus, 2 ha ont reçu du fumier et de l'engrais chimique sans oublier la stabilisation et piquetage de 2,5 km de terrasses. Pour compléter le fumier du bétail du troupeau, le projet fabrique des tas de compost à la base des débris de labour, de la terre et du fumier.

Le centre produit des plantes de reboisement familial. Une pépinière du centre a produit 8000 plants diffusés (vendus) en milieu paysan. L'aménagement de deux étangs piscicoles ensemencés d'alevins aura permis la première récolte de poisson fin mars 1987. Les résultats de l'expérience permettront au projet d'envisager la vulgarisation de la pisciculture en milieu paysan.

Très peu de gens consomment le poisson à cause de l'éloignement des lacs. La pisciculture devrait favoriser l'amélioration du régime alimentaire de la population, qui est déficient en protéines animales.

La diversité des activités ne permet pas des productions importantes sur un espace de 6 ha exploité par le projet. La finalité n'est pas cependant, de produire beaucoup avec le souci de rentabilité maximale, l'objectif du centre est l'expérimentation des variétés de cultures et des techniques appropriées avant de les diffuser en milieu paysan.

Les cultures nouvelles font l'objet d'essais préalables au centre pour être proposées aux exploitants. C'est notamment la pomme de terre, le soja, les cultures maraîchères et arbres fruitiers,...

Certaines cultures ont été expérimentées au centre avec succès et sont fortement demandées par les paysans. Le cas de la pomme de terre et du soja est très significatif. Le projet ne parvient pas à satisfaire la demande des groupements en semences de pomme de terre.

Six d'entre eux, tous masculins à la fin de l'année 1985 ont réalisés des bénéfices importants tirés de la pomme de terre. Le tableau n°38 montre la dominance de cette culture parmi tant d'autres pratiquées par les groupements.

La prédominance des pommes de terres ne nous étonne point sur les ventes réalisées par les groupements. Elle s'écoulait facilement à cette époque. Les autres cultures n'ont pas connu de production commercialisable.

L'intérêt croissant des groupements portés à certaines cultures : la pomme de terre et le soja justifie l'extension des superficies de multiplication des semences au centre. Le tableau suivant nous montre que le soja et la pomme de terre ont accusé un accent particulier alors que le maïs a été introduit.

Tableau n°39 : Evolution des superficies de multiplication des semences sélectionnées, en ha

Cultures	1984-85	1985-86
Haricot	1	1,5
Maïs	-	1
Soja	0,01	1
Pomme de terre	0,06	0,2
Total	1,07	3,7

Source : Projet BUTAGANZWA, Rapports annuels 1985 et 1986

Le centre a également produit et diffusé en milieu rural 2400 rejets d'ananas, une centaine d'avocatiers et 8000 plants d'essences forestières.

L'élevage du centre contribue à l'amélioration du système d'exploitation de la population environnante. Celle-ci comprend de plus en plus la nécessité de l'intégration agriculture-élevage. En effet un groupement de femmes de la colline MURIZA où se situe le centre exploite un élevage caprin de 14 têtes. Dans

son programme de soutien aux groupements le projet a avancé ce troupeau au groupement de femmes pour qu'elles puissent récupérer du fumier indispensable pour leur champ communautaire.

Malgré une diversité d'activités qui s'y déroulent aucune n'a jusqu'ici atteint une vitesse de croisière. C'est le cas de la production semencière qui demeure faible et fortement déficitaire (1). Par ailleurs les techniques culturales poursuivies au centre n'ont pas une grande efficacité démonstrative dans la mesure où les paysans n'ont pas les moyens d'en faire autant.

Il est donc évident que les activités de formation directement dispensées en milieu paysan sont incontestablement plus valables que la formation que l'on avait envisagée de mener au centre au profit des paysans-stagiaires (2). L'objectif était d'utiliser une main d'oeuvre tournante recrutée parmi les paysans agriculteurs.

De toute façon, le centre a contribué beaucoup à l'augmentation des revenus des paysans qui ont eu la chance d'être embauchée par le projet en qualité de main d'oeuvre.

A ce propos le projet consomme beaucoup de main d'oeuvre au moment d'intenses travaux culturaux du centre.

Quoiqu'il arrive, le centre de démonstration reste la porte d'entrée de toute innovation agricole dans la commune. Les autorités locales voudraient en faire une station de production de semences sélectionnées pour la région. La population a toujours le regard tourné sur le centre dans l'espoir de profiter au maximum des possibilités offertes par le projet (fourniture des semences sélectionnées, engrais...)

Au début c'était le doute et le pessimisme sur les activités du centre pour les paysans. Plus tard, les résultats obtenus sur un terrain peu apte à l'agriculture n'ont pas manqué de susciter des curiosités auprès des paysans.

---

(1) HAZEL, R., op.cit., p.120

(2) *Il s'agit de la main d'oeuvre salariée qui est constamment relayée dans le souci de dispenser une formation à une plus large clientèle.*

Le site d'implantation du centre était bon avant tout pour le pâturage ou le reboisement. Les moyens mis en oeuvre pour relever la fertilité de cette terre ne sont absolument pas à la portée du paysan.

L'effet démonstratif ne va donc guère plus loin que l'étonnement du paysan devant ce que les "bazungu" (les blancs) ont pu réaliser grâce à leur science,"ubwenge" pour employer le terme approprié KIRUNDI, qui désigne à la fois le génie et la ruse, ainsi qu'à leurs grands moyens (1).

L'effet démonstratif aurait été un échec au bout de trois ans de la première phase si beaucoup de visites guidées avaient été organisées au bénéfice des paysans lors des séances de formation.

Activités sur collines

L'aval des actions du centre est la vulgarisation des résultats en milieu paysan. Les orientations du VASP en matière d'encadrement des paysans n'étaient pas au départ explicite. Ce volet devait certes, favoriser la création des groupements, leur assurer par la suite des appuis importants; mais d'autres approches étaient également prévues : vulgarisation en collines, appuis à des paysans individuels.

Au fil du temps, il semble que la vulgarisation par le truchement des groupements a été privilégié au détriment des autres voies. Globalement, le projet évolue vers une aide à des clientèles caractérisées par un certain potentiel d'organisation autour d'intérêts communs (riziculture par exemple) et par un certain niveau de motivation de se regrouper.

a) Les groupements

L'étude de base avait recommandé la formation de groupement d'agriculteurs qui permettront de stimuler les initiatives collectives créant ainsi une solidarité indispensable au processus de prise en charge du développement de leur milieu (2).

(1) HAZEL, R., op.cit., p.37
(2) MOREAU, S. et PETILLON, Y., op.cit., p.55

Le projet intervient essentiellement auprès des groupements. La population est informée des intentions du projet par l'intermédiaire des séances d'animation du Volet Santé/Nutrition et par les agents de la commune.

Les paysans intéressés à se regrouper (minimum de 10 membres au début) viennent s'adresser aux agents du projet qui engagent alors les démarches préalables aux démarrages des travaux du groupement : réunion de prise de contact, acquisition de terrain, choix des cultures à pratiquer, élection des responsables, etc...

Les groupements sont formés non seulement de chefs de famille, mais aussi de femmes et de jeunes gens. La commune met à leur disposition un terrain qu'ils exploitent librement sous l'encadrement du projet.
La récolte appartient aux membres qui décident de son utilisation (vente ou autoconsommation).

A l'exception de l'encadrement technique, aucun intrant n'est octroyé gratuitement par le projet pour inciter les groupements à fonctionner de façon autonome.
Le projet offre une avance en intrants (engrais ou semences) à ceux qui les désirent moyennant remboursement de l'équivalent à la récolte.

A la tête du groupement se trouve un chef qui est un interlocuteur direct du projet. C'est lui qui organise les travaux et relève la régularité des membres; la répartition du résultat en dépend.

En effet, quand la récolte est vendue le partage se fait en fonction de la participation du coopérateur. Ce qui reste dans la caisse sert généralement à l'achat des intrants.

Les groupements constituent un cadre idéal d'introduction en milieu rural des techniques de cultures expérimentées au centre. Pour le projet, les paysans acquièrent aux groupements des techniques culturales nouvelles qu'ils pourront transposer dans leurs exploitations familiales.

Cette stratégie se justifie par le manque d'encadreurs agricoles du projet d'une part et par le souci de toucher beaucoup de paysans à la fois.

Les groupements se sont penchés exclusivement sur les cultures maraîchères, les cultures à haute teneur en protéines (soja, arachide) et surtout la pomme de terre.

L'approche de vulgarisation par groupements a connu un démarrage difficile malgré les faveurs réservées aux paysans qui manifestaient la volonté de se regrouper (fourniture subventionnée de semences et d'engrais). Les groupements n'ont pas été créés spontanément. Il a fallu une sensibilisation, comme il se doit pour toute innovation en milieu rural.

La première année se sont formés 4 groupements masculins de 37 personnes exploitant 74 ares. Ils ont cultivé de la pomme de terre et des ananas.

La deuxième année, deux groupements ont survécu, les autres s'étant dissouts. Mais on voit la naissance de deux groupements féminins, sous l'effet de l'animation sanitaire et nutritionnelle du volet Santé/Nutrition. Les femmes se consacrent essentiellement au soja et à l'arachide.

Après cette période d'hésitation des paysans à s'organiser on assiste à une multiplication des groupements à un rythme spectaculaire. En date de mars 1987, 15 groupements féminins et 6 groupements masculins se consacrent pour la plupart à des cultures dites d'ouverture (arachide, soja) alors que les anciens font du maïs, des pommes de terre et des ananas.

L'attachement des groupements à des cultures à haute valeur marchande telle que la pomme de terre, l'arachide, les légumes,... montre que les paysans sont suffisamment sensibilisés sur la nécessité de diversifier la production en vue de sortir de l'autarcie et dégager un surplus qui procure un revenu monétaire.

La rentabilité des groupements est relativement intéressante compte tenu des maigres revenus tirés par les paysans des produits agricoles habituels. Les cultures pratiquées par les groupements sont des spéculations dont la valeur d'échange est supérieure aux cultures communément trouvées en milieu paysan (haricot, manioc,...)

Toutefois les données sur les revenus tirés par les groupements sont incomplètes dans la mesure où ils n'ont pas fait l'objet d'un suivi suffisamment serré. Les déclarations des coopérateurs ne sont pas non plus entachées de moins d'erreurs.

A titre d'illustration, le groupement de NYABURONDWE nous a confié lors de nos enquêtes qu'il a eu 4.500 FBu de bénéfice sur la vente des légumes en 1986 et 27.000 FBu en 1985 pour les pommes de terre. Ce qui est un peu moins de la somme mentionnée dans le tableau n°38 qui est de 37.440 FBu.
Le groupement de GASASA a déclaré des revenus de 14.000 FBu tirés des pommes de terres et 4.600 FBu tirés de la vente du haricot.

Cela atteste quand même un impact positif sur l'augmentation des revenus. Un effort d'organisation commerciale contribuerait davantage à stimuler la production. En effet la difficulté d'écouler la production des pommes de terre sur le marché local est un imprévu qui risque de détourner les paysans sur la bonne voie s'il n'est pas corrigé à temps.

Notons une certaine divergence de vue entre les groupements masculins et les groupements féminins sur les spéculations. Les premiers exploitent des cultures à haute valeur d'échange (pomme de terre, ananas...) alors que les seconds se sont essentiellement orientés vers l'arachide et le soja suivant les enseignements du volet Santé/Nutrition.

L'intérêt croissant que les femmes réservent aux groupements donne à penser que les femmes réalisent un profit qui leur permet d'être de moins en moins dépendantes monétairement de leurs maris.

En dépit de l'enthousiasme et de la volonté manifestée aux groupements leur rentabilité reste grevée par une série d'obstacles. Ces organisations paysannes ont l'accès à l'approvisionnement en intrants agricoles qu'elles sont tenues, bien entendu, d'acheter ou prendre à crédit remboursable à la récolte.

Mais les paysans ne partagent pas les mêmes convictions sur ces modalités d'acquisition et de remboursement.

Les uns disent que les intrants coûtent cher et le risque est trop grand de ne pas réaliser un surplus facilitant le remboursement. Dans les groupements féminins, chaque femme exploite une parcelle bien à elle à l'intérieur du terrain commun et est libre d'utiliser ou pas des engrais. Les femmes sont soumises à une contrainte telle qu'elles ne peuvent pas acheter de l'engrais sans recourir à l'aide de leurs maris.

D'autres pensent qu'il faudrait non seulement fournir des intrants aux groupements mais aussi à des exploitants individuels. Argument fondé d'autant plus que tout le monde ne peut pas appartenir à un groupement.

Les résultats de nos enquêtes auprès des ménages montrent que 46,6% des paysans sont prêts à acheter des engrais alors que 13,3% voudraient en avoir à crédit. Le reste aimerait par contre obtenir de l'engrais gratuitement faute de moyens financiers.

Même dans les groupements la faiblesse des revenus disponibles fait que certains renoncent à l'engrais. Ils souhaitent avoir de l'engrais à des prix abordables ou subventionnés.

Malgré ces obstacles les groupements ont jusqu'ici véhiculé des innovations culturales : fossés anti-érosifs, compostières, engrais chimiques, intégration des cultures fourragères... Toutes ces innovations sont observables aux groupements. Il serait trop tôt d'en évaluer le coefficient de diffusion en milieu paysan familial.

Toutefois l'organisation paysanne par des producteurs qui s'associent dans le but d'élargir leurs possibilités de développement socio-économique est une pratique louable.

Le contexte socio-économique dans lequel évolue le paysan de BUTAGANZWA ne lui permet pas de progresser isolément. Il importe donc que les paysans conjuguent leurs efforts pour mener de concert des actions susceptibles d'améliorer aussi bien la production que la commercialisation du surplus.

La multiplication de ces groupements et leur répartion géographique d'une façon stratégique permettra d'atteindre progressivement les différentes zones de la commune.

b) Activités en milieu familial

Parallèlement aux groupements, le projet intervient en faveur des exploitations familiales par des actions spécifiques : riziculture, reboisement familial, quelques essais varietaux en milieu paysan.

b.1) Riziculture

De toute ces activités, la riziculture retient beaucoup plus d'attention et semble être la plus prometteuse. Le riz de marais a été essayé pour la première fois sur 0,6 ha avec 8 paysans. Les résultats obtenus ont été stimulants à tel point que la deuxième année la rizière s'est étendue sur 35 ha pour passer à 70 ha avec 700 exploitants impliqués à la 3ème campagne.

La curiosité de savoir d'où est venu cette réponse aussi spontanée à la riziculture ne manque pas. L'expérimentation faite en octobre 1984 avec 8 paysans a été une réussite et l'adhésion de la population à cette activité a été obtenue par la suite sans effort particulier de sensibilisation.

Dès lors la demande a été forte et le projet a fait de son mieux pour la contenir. Afin d'étendre la superficie en 1985, les paysans concernés ont effectué tous les travaux de pépinière avec l'encadrement des agents du VASP (1).

(1) *HAZEL, R. op.cit., p.114.*

Les paysans ont vite compris qu'ils pouvaient diversifier la production et accroître éventuellement leur revenu en mettant en valeur de nombreux marais de la commune.

Le riz est pour la plupart des paysans un aliment de luxe; sa consommation coïncide avec les grandes occasions (fêtes).

Montrer aux agriculteurs qu'ils sont capables d'en produire n'est pas une moindre affaire. La riziculture permet aux paysans de tirer deux récoltes dans des marais qui n'étaient exploités qu'une saison sur deux par année.

Le projet a contribué ainsi à la mise en valeur du potentiel agricole de la commune. Les 70 Ha de marais en exploitation rizicole permettent un gain en production qui se chiffre à 105 Tonnes sur la base d'un rendement moyen de 1500 kg/ha (1). Ce qui n'est pas négligeable.

La riziculture est fortement appréciée; les rizicultеurs sont enviés par les paysans qui n'ont pas accès aux marais. Ceux qui en ont et qui n'ont pas encore été touchés par la riziculture souhaitent ardement être impliqués. La population reconnaît à l'unanimité la pertinence de l'introduction du riz dans la commune. Aucun obstacle du côté des agriculteurs ne semble freiner le développement de la riziculture, n'eut été l'approvisionnement en semences qui risque d'être un facteur limitant.

b.2) Reboisement familial

La nécessité de reboisement est une évidence dans la région compte tenu de la rareté généralisée du bois. Les actions du projet PSTP-BIT se limitent aux crêtes. Il importe de compléter cette belle oeuvre du programme BIT par le reboisement familial. Faut-il non seulement rétablir l'équilibre écologique de la région,mais aussi augmenter la disponibilité du bois qui manque cruellement dans la région.

---

(1) Projet BUTAGANZWA, Rapport d'activités, IVe trimestre 1985, p.2.

Cette activité n'aura pas connu beaucoup de succès au départ à partir d'une pépinière située au centre de démonstration. Les plants étaient vendus au prix coûtant à la population et la distance des pépinières aux lieux d'utilisation était parfois trop grande.

Le projet a dès lors tenté, avec succès dette fois, l'expérience de 3 pépinières décentralisées entretenues par les paysans. Les semences et les sachets plastiques ont été fournis par le projet et la distribution est gratuite.

Les plants issus de ces pépinières ont reboisé l'équivalent de 25 ha en milieu paysan.

b.3) Essais multilocaux

Parmi les activités poursuivies en milieu rural, les essais multilocaux permettent d'entrer en rapport avec le milieu paysan. C'est une activité complémentaire aux essais variétaux réalisés au centre. Elle constitue une étape préalable à la diffusion des semences améliorées. Les essais dans des exploitations familiales consistent en application des techniques culturales en milieu paysan : lutte anti-érosive, engrais vert...

Sur 100 familles prévues, la première année 92 familles ont reçu 190 kg de haricot, 121 kg de petit pois et 18 kg de soja. Cette activité a fléchi en faveur des groupements puisque seuls 8 paysans continuent à bénéficier de ces essais.

A priori on ne peut pas affirmer que l'activité aura un impact positif. Les éléments d'appréciation que nous avons eu à ce point nous montrent que la population n'est pas convaincue d'adopter les semences sélectionnées au même titre que l'engrais chimique.

Dans le cadre de "la non-utilisation de l'engrais chimique, des raisons avancées sont entre autres : le manque d'argent (32% de ceux qui ne l'utilisent pas), quelques agriculteurs n'y trouvent pas d'avantage certain (9,4%), d'autres n'ont pas de renseignement là-dessus (6,25%) alors que 52,35% évoquent d'autres raisons (soit que l'engrais

détruit leur sol, soit qu'ils ne veulent pas s'habituer à des choses qu'ils ne trouveront pas souvent...).

Par ailleurs, le degré d'utilisation des semences sélectionnées est contradictoire au langage souvent tenu par la population à propos de celle-ci.

En fait les paysans disent que les semences sélectionnées ne s'adaptent pas chez-eux. Ce point de vue est partagé par les agents du projet; ils confirment que les semences locales produisent mieux que les semences améliorées dans le système traditionnel d'exploitation.

Mais alors, 56,25% des gens interrogés ont adopté de nouvelles semences, quelle que soit leur provenance (commune ou projet).

Une bonne partie de la population n'a toujours pas accès aux semences sélectionnées (43,75%) si on en croit aux résultats de nos enquêtes.

Evidemment la justification qui revient presque souvent est le manque d'argent (15,6%). Une deuxième raison serait que les gens ne sont pas renseignés sur leur disponibilité (18,75%).
Enfin une raison majeure retombe à l'incapacité du projet ou de la commune d'offrir des intrants suffisants.

En effet, les quantités disponibles des semences sélectionnées ne satisfont pas les besoins de la population. Il en résulte que ceux qui arrivent les premiers sont les mieux servis et épuisent le stock. 65,65% des ménages qui n'utilisent pas les semences améliorées affirment que rien ne sert à les acheter parce qu'ils ne trouvent pas la quantité nécessaire.

IV.3.2. L'impact du volet Infrastructure/Artisanat

Une fois lancé le volet s'est heurté à une contrainte et on a dû abandonner une partie de ses activités. La faiblesse d'activités artisanales d'une part et la rareté du bois d'autre part ont contribué à la suppression de la composante artisanat.

Désormais le volet comporte les activités relatives à l'amélioration des infrastructures; en plus de la construction des bâtiments du projet le volet aménage des sources d'eau, améliore l'habitat et construit des ponts.

Les infrastructures mises en place par le volet contribuent à l'amélioration des conditions de vie de la population. Nous distinguons les infrastructures individuelles (habitat, foyers améliorés...) des infrastructures collectives (ponts, sources d'eau, latrines publiques...). Toutes ces infrastructures ont chacune un impact spécifique.

La construction des ponts contribue à faciliter la communication entre les différentes collines et permet à la population des collines enclavées de bénéficier des activités du projet.

Le captage des sources et la construction des latrines assainnissent le milieu et améliorent l'état sanitaire de la population. L'appui à la construction des foyers améliorés favorise l'économie du bois.

Enfin l'aide à l'acquisition des tôles répond à la politique nationale d'amélioration de l'habitat.

Cependant la réalisation des objectifs du V.I.A. n'est pas sans blocage. Les retards enregistrés dans le remboursement du crédit-tôles risquent de ralentir l'amélioration de l'habitat.

Le projet, nous l'avons vu, a des moyens limités; en outre son approche privilègie la participation de la population. Elle est en partie acquise dans le domaine du V.I.A. Dans toutes les réalisations l'effort physique de la population a été chaque fois sollicité. C'est grâce à la réponse inconditionnelle à l'appel du projet que le captage des sources a connu de bons résultats.

Les réalisations du V.I.A., les bâtiments du projet exclus, sont inventoriées dans le tableau suivant :

Tableau N°40 : Résultats du V.I.A.

Types de réalisations \ Année	I	II	III	Total
Latrines publiques (unités)	4	6	-	10
Latrines familiales (unités)	-	48	4	52
Adduction d'eau (unités	1	-	1	2
Captage de sources (unités)	-	12	10	22
Construction ponts (unités)	-	4	8	12
Crédit tôles (bénéficiaires)	15	30	30	75
Foyers améliorés (unités)	-	40	70	110

Source : PROJET BUTAGANZWA, Rapport d'Evaluation/Programmation, année I et II

Ces ouvrages ont une importance stratégique pour le projet. Ils ont suscité une grande popularité au projet. Chaque sous-colline veut avoir une source aménagée. Ce qui est encourageant, c'est la participation de la population dans la recherche des sources à aménager.

L'amélioration des infrastructures de communication routière por l'aménagement des ponts assure le passage des véhicules en toute saison. La viabilisation du réseau routier par l'installation des ponts en matériaux durables est une étape importante sur l'amélioration du circuit de distribution de la production.

Un pont plus important sur la rivière KAMIRANZOVU a permis le désenclavement de la zone BIYORWA où le projet envisage d'étendre ses interventions dans sa deuxième phase.

La diffusion des latrines familiales améliorées est une activité complémentaire à l'amélioration de l'habitat rural. Au départ ces activités étaient séparées; elles ont été combinées plus tard. Chaque fois que le projet fournit des tôles, le bénéficiaire doit construire une latrine améliorée

De toute façon il faut reconnaître que deux activités du volet sont particulièrement appréciées. Le tôlage des maisons à crédit et l'aménagement des sources. Chaque ménage voudrait avoir des tôles et être près d'une source d'eau potable.
C'est un souhait unanimément manifesté par nos enquêtés.

IV.3.3. L'impact du volet Santé/Nutrition

Le V.S.N. poursuit l'objectif d'"Améliorer l'état sanitaire et nutritionnel de la population" en mettant l'accent sur l'animation sanitaire et l'éducation nutritionnelle. Il s'adresse aux couches de la population les plus vulnérables, les enfants et les femmes enceintes.

L'animation se déroule au centre de démonstration sur collines, au dispensaire pour les femmes en attente de consultation prénatale et en milieu scolaire.

Les collines sont les lieux privilégiés de l'animation. "Rejoindre la population dans son milieu de vie quotidien, mieux connaître cette population, ses besoins et ses ressources, réfléchir avec la population sur ses habitudes alimentaires et sanitaires...(1), voilà une démarche intéressante si on veut amener la population à améliorer ses comportements.

Les thèmes discutés lors des séances d'animation sont multiples et variés. Les activités du volet sont axées sur l'animation et la démonstration et visent principalement le changement de comportement. Les résultats ne sont pas facilement perceptibles.

Toutefois le degré de participation dans les réunions est révélateur de l'intérêt suscité par cette intervention.

Pour les démonstrations culinaires le projet fournit l'aliment de base, les femmes et les écoliers apportent un complément selon les disponibilités. C'est un élément important dans la sensibilisation de la population.

---

(1) PELLETIER, R. et NDEJURU, E., Projet de développement rural polyvalent de BUTAGANZWA. Evaluation Année I - Programmation Année II, juillet 1985, p.11.

C'est une façon d'amener la population à prendre part dans toute oeuvre de son propre développement. L'aliment fourni par le projet est également une culture qu'il veut introduire dans le système d'exploitation des paysans (soja, arachide, pomme de terre, riz...).

Les femmes ayant participé régulièrement aux séances d'animation nutritionnelle ont reçu des informations nécessaires sur l'utilisation des aliments. Ainsi un certain nombre de groupements féminins ont cultivé du soja, des légumes et de l'arachide.

Autant l'éducation nutritionnelle et sanitaire est nécessaire pour améliorer les conditions de vie de la population, autant l'intégration du V.S.N. et les autres volets est une bonne chose pour un projet qui veut assurer un développement harmonieux de la commune.

L'intégration est de plus en plus acquise. Cela se vérifie particulièrement entre le V.S.N. et le V.A.S.P. d'une part puisque les séances d'animation nutritionnelle ont sensibilisé les paysannes à la nécessité de diversifier les productions agricoles. Actuellement le nombre de groupements de femmes surpasse de loin celui des hommes. D'une part le V.S.N. et le V.I.A. ont réuni leurs efforts dans les activités d'assainissement du milieu; en particulier le captage des sources, l'amélioration des latrines familiales et l'utilisation des cuisinières améliorées sont bien accueillis par la population suite aux séances d'animation sanitaire.

Notons tout de même que le V.S.N. n'est pas soutenu par le pouvoir central. Il est fort contreversé. En effet, le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage recommande aux projets de développement d'intensifier des actions productives. Puisqu'il y a d'autres services habilités à faire le travail du V.S.N., en l'occurrence les centres de santé et dispensaires, tout observateur extérieur ne manque jamais de se poser la question de savoir pourquoi un tel volet dans un projet à vocation agro-pastorale.

La nature du projet (la polyvalence) ne doit pas laisser de côté aucun facteur du sous-développement : la malnutrition, les maladies endémiques,... C'est une forme

d'intervention qu'il faudrait, avant de la mettre en cause, évaluer l'impact sur l'évolution du milieu. L'approche systémique qui inspire les nouveaux projets de développement rural est une approche globale et intégrée. Leur but est de stimuler les conditions d'accès à un processus de développement. On ne peut donc pas parler de développement par le seul critère de production matérielle si son environnement ne permet pas une utilisation rationnelle de celle-ci.
A quoi bon produire si la finalité du produit ne contribue pas efficacement au bien-être de la population.

Toujours est-il qu'il faut produire et organiser la distribution du produit. Cela n'exclut pas la nécessité de diffuser des informations d'éducation nutritionnelle dont l'objectif est d'amener les bénéficiaires de modifier leurs habitudes alimentaires.

Des observateurs ont naguère remarqué qu'au Burundi, "la préparation irrationnelle des mets entraînait à la fois le gaspillage des aliments et la diminution de leur valeur nutritive" (1).

Il n'est donc pas superflu d'annexer là toute action en milieu paysan un volet dont le but est d'assurer une bonne intégration de la fonction de production et la finalité de celle-ci.

Et d'ailleurs l'approche s'accorde bien avec l'objectif des projets de développement rural intégré qui est "d'améliorer les systèmes de production dans leur ensemble y compris leur environnement économique et social" (2).

---

(1) *GAHAMA, J. cité par NDIKUMANA, L., Croissance démographique et équilibre alimentaire au Burundi, Bujumbura, 1986, p.163.*

(2) *REPUBLIQUE DU BURUNDI, Plan quinquennal de développement économique et social 1983-1987, Bujumbura, 1983, p.130.*

CHAPITRE CINQUIEME : COMPARAISON

Tenter une comparaison entre une Société comme le Projet KIRIMIRO couvrant 7 communes administratives avec un projet oeuvrant sur une seule commune, cela apparaît au premier abord une tâche aventureuse. Cette présomption se justifie par ailleurs en raison du déséquilibre dimensionnel d'une part et de la période de fonctionnement d'autre part (depuis 1981 pour la S.R.D. et 1984 pour le Projet BUTAGANZWA).

Malgré toutes ces raisons qui ont leur valeur, nous estimons que cette confrontation est possible moyennant bien évidemment une sélection conséquente des critères d'appréciation.

Le premier critère qui échappe incontestablement aux critiques évoquées ci-dessus est "l'approche d'intervention" en vigueur dans les 2 projets. Deux autres critères à savoir les moyens et les réalisations sont, quant à eux, relativement vulnérables vis à vis des mêmes critiques, raison pour laquelle ils seront développés avec nuance en relativisant autant que faire se peut.

V.1. Analyse comparative des stratégies d'intervention

Comparée à l'intérêt que cette analyse présente en égard aux tâtonnement en matière de Développement rural la difficulté de la tâche se voit à moitié surmontée. En effet, face au foisonnement des modes d'intervention en milieu rural, poumon de l'économie burundaise, il semble que les responsables nationaux ne savent "à quel saint se vouer". A la limite, notre pays deviendrait un terrain d'expériences pour un intérêt purement académique et cela, sur les frais de notre population que l'on prétend servir (1).

Concrètement, nous entendons affronter cette question à 3 niveaux, à savoir, le niveau des objectifs, le niveau de la stratégie de vulgarisation et finalement le niveau de l'organisation de la vulgarisation.

---

(1) Le P.D.R.P. est financé à titre graduit par un Centre d'Etudes et de Coopération Internationale (CECI).

V.1.1. Comparaison au niveau des objectifs

Au niveau des objectifs, nous découvrons une relative concordance entre les 2 projets, tout au moins au niveau des objectifs prévisionnels qui restent pour l'essentiel :

- l'augmentation et la diversification des produits agricoles
- l'amélioration des conditions de vie rurale
- l'intégration agro-pastorale.

Notons néanmoins que le programme "caféiculture" qui mobilise tant de ressources dans la S.R.D. est absent au CECI.

Malgré cette similitude dans les objectifs fondamentaux, force est de constater des divergences dans le choix des actions prioritaires.

Tandis qu'il est déjà connu que le Projet KIRIMIRO considère les domaines directement productifs comme éminemment prioritaires, le CECI trouve des urgences ailleurs. En effet, convaincus de l'importance centrale de la "ressource humaine", les initiateurs du CECI considèrent l'éducation de la masse paysanne comme étant une condition sine qua non de tout développement auto-entretenu. Dans ce sens, le projet se montre particulièrement zélé en ce qui concerne le volet santé-nutrition.

Après tout, leur raisonnement n'a rien d'illogique, et l'on est désarmé devant leur argumentation : "Pour produire, il faut être en bonne santé et pour cela, il faut une bonne alimentation".

L'attitude de la Banque Mondiale à ce sujet semble être inspirée par une autre logique, non moins raisonnable : "Pour être en bonne santé, il faut avoir de l'argent, il faut produire".

"Quoi que l'on puisse faire (...) il n'est qu'une seule manière de réaliser des progrès importants dans ces domaines (santé, éducation, logement).il faut aider à la croissance économique et à l'industrialisation de ces pays pour leur permettre d'être de plus en plus aptes à s'aider eux-mêmes" (1).

---

(1) Rapport BRANDI, cité par DUPUIS,M., op.cit., p.60.

Décidément, ce n'est pas par hasard que la S.R.D. n'intervient dans ces domaines que de façon marginale.

Si nous devions nous résumer sur les 2 positions visiblement antagonistes, force est de constater que le projet financé par la Banque privilégie le premier objectif (augmenter la productivité agricole) tandis que les canadiens se montrent plus sensibles aux conditions de la vie rurale.

Malgré la volonté déclarée des deux côtés pour réaliser une intégration agro-pastorale, les investissements dans ce sens restent non significatifs.

D'autres objectifs secondaires mentionnés dans les 2 projets tels que la promotion de l'artisanat et de la petite entreprise n'ont pas eu de suite digne d'être évoquée.

De toute évidence que ce soit pour la S.R.D. ou pour le P.D.R.P., les objectifs subm entionnés entrent dans le cadre d'un Développement Rural Intégré (D.R.I.) avec lequel nous sommes déjà familiers.

Pour servir ces objectifs, il faut une stratégie de vulgarisation.

V.1.2. Comparaison au niveau de la stratégie de vulgarisation

Dans toute action de développement rural, la stratégie de vulgarisation occupe une place de choix.

A l'heure actuelle il existe des principes universels derrière toute vulgarisation à savoir l'adhésion libre de la population, la satisfaction des besoins réels et la participation active de tous les producteurs. A priori, ces mêmes principes sous-tendent l'orientation de la S.R.D. et du P.D.R.P. en matière de vulgarisatio

Comme nous l'avons déjà souligné, l'objectif de la vulgarisation est double :

- motivation des producteurs
- transmettre les thèmes techniques et culturaux.

C'est en effet autour de ce double objectif que vont naître les particularités pour chaque cas.

Fidèle à leur conviction sur la valeur de la "ressource humaine" les responsables du CECI cultivent à outrance le principe de l'adhésion libre. Le dialogue est le moyen privilégié pour persuader la population de l'intérêt du projet.

De par ce principe, le CECI exclut de son champ d'action toute personne n'ayant pas déclaré sa volonté d'adhésion.

Le deuxième principe quant à lui, semble être aléatoire. En effet, il semblerait que le projet répond aux besoins qu'il considère comme réels.

S'agissant du principe de la participation de tous les producteurs, il faut bien dire qu'il est respecté à la lettre, en tout cas par les adhérants aux groupements.

Le Projet KIRIMIRO de son côté entend convaincre sa population cible par des effets de démonstration. Cette option suppose que la priorité est accordée à la transmission des thèmes techniques et culturaux. Dans ce cas les résultats obtenus constituent le meilleur garant d'une adhésion future.

L'adhésion volontaire reste posée comme principe. En dehors du cadre des travaux de développement communautaire (TDC) aucune pression à notre connaissance n'est exercée sur la population pour élever le degré de participation.

En conclusion, nous pouvons dire que la S.R.D. pratique, suivant les cas une vulgarisation de groupe et une vulgarisation individualisée alors que le P.D.R.P. ne connaît que la première, sous une forme différente. En effet, à la faveur de la disponibilité des terres libres à BUTAGANZWA, des champs communautaires sont constitués tandis que la S.R.D. fait les démonstrations chez un "paysan de contact".

Contrairement au P.D.R.P. qui applique une politique discriminatoire, la S.R.D. n'exclut personne à priori. Le marché pour l'achat des engrais ou des semences sélectionnées est ouvert à tout le monde.

V.1.3. Comparaison au niveau de l'organisation de la vulgarisation

A ce sujet, qu'il nous suffise de signaler une centralisation des décisions pour la S.R.D. contre un conflit de rôles dans le P.D.R.P. Tout cela a été explicité antérieurement.

En règle générale, nous pouvons affirmer que la comparaison sur le critère d'approche d'intervention s'est déroulée d'une façon normale. En effet, nous avons pu déceler des similitudes et des différences.

Au prix d'un effort intellectuel, nous nous sommes abstenus à tout jugement de valeur.

V.2. Analyse comparative des ressources

Ce n'est pas ici qu'il faut discourir sur la place des ressources dont dispose une institution pour la réalisation de ses objectifs. Ceux-ci sont identiques (nous l'avons dit). Tout au moins sous leur aspect qualitatif pour nos 2 projets.

A priori, les ressources de la S.R.D. sont de loin supérieures à celles du P.D.R.P. pour ne pas dire qu'il n'y a pas de commune mesure entre elles. Il suffit de jeter un coup d'oeil sur le site grandiose de NYABIHARAGE d'une part et le centre minable, enterré sous les bois dans la vallée de BUTAGANZWA pour s'en convaincre.

Au-délà de ces apparences, un observateur averti ne tardera pas de découvrir d'autres réalités insoupçonnées jusqu'aujourd'hui dans ce domaine précis.

Nous suivrons la même démarche que précédemment, c'est à dire, distinguer les ressources humaines, matérielles et financières.

V.2.1. Analyse comparative au niveau des ressources humaines

Ici, plus qu'ailleurs, les différences sont nettes : l'effectif du personnel permanent du CECI dépasse rarement 15 (1) contre un effectif variant entre 376 et 362 pour la S.R.D.KIRIMIRO.

Toutefois, une homogénéisation fictive des 2 projets atténue ces disproportions : un effectif de 53 (2) pour la S.R.D. KIRIMIRO contre 15 pour le CECI.

Sur le plan qualitatif, nous avons déjà mis en évidence le rapport Expatrié-Nationaux. Il s'agit ici de les confronter : il est de 27%(3) pour la S.R.D. contre 36% pour le P.D.R.P;(4) en ce qui concerne le personnel de Direction et de collaboration. Ces rapports ne manquent pas d'implication sur la répartition des ressources financières entre expatriés et nationaux.
Cet aspect a été explicité dans le cas de la S.R.D. Pour le cas du CECI la façon de présenter ces informations est de nature à semer la confusion (5). Cela ne nous empêche pas d'affirmer que la grande partie du financement est rapatriée pour 2 raisons majeures

- la part des investissements est négligeable (18%) (6)
- le niveau de formation des nationaux laisse sous-entendre une faible rémunération (7).

Globalement, cette confrontation nous révèle une nette différence quant aux effectifs. Le poids de l'assistance technique tant sur le plan financier que sur le plan quantitatif reste important dans tous les cas, voire même inquiétant pour le CECI. Par ailleurs, l'absence de correspondance des composantes des 2 projets nous interdit toute présentation synoptique des ressources humaines.

---

(1) cfr la présentation hiérarchique
(2) Il s'agit d'une moyenne des effectifs de 1984 et de 1985, rapportée à une seule commune d'intervention.
(3) C'est pour l'exercice 1985.
(4) Le personnel d'appui n'est pas compris.
(5) Au CECI, il n'est pas fait mention de la répartion du budget entre Expatriés et Nationaux.
(6) Cfr le tableau n°34.
(7) Le CECI n'emploie qu'un seul Ingénieur Agronome.

V.2.2. Au niveau des ressources matérielles

On ne le dira jamais assez, les constructions de la S.R.D. (Bâtiments administratifs, les logements, les usines et autres) sont d'une modernité provoquante, en tout cas qui contraste avec les réalités rurales.

Les constructions au P.D.R.P. sont par contre d'une modestie rare. Les matériaux locaux sont prioritairement utilisés, particulièrement pour les étables.

Le parc automobile y est des plus garnis. On y trouve à la fois des voitures utilitaires (Benne et autres voitures de terrain) et des voitures de luxe.

Avec une moyenne d'une voiture par coopérant, le charroi est bien suffisant au P.D.R.P. Le tableau suivant donne , de façon comparée , le matériel de chaque projet.

Tableau N°41 : Tableau synoptique des moyens matériels des projets KIRIMIRO et BUTAGANZWA (1)

Types de matériel		S.R.D. au 31.12.1985	P.D.R.P.
Catégorie	Désignation		
1. Parc automobile	Autobus Toyota	1	-
	Camions Mercedes	6	-
	Camionnettes	8	1
	Break 4 x 4	3	
	Voitures légères	5	2
Sous-total		26	3
Estimation unitaire(2)	..	3,7	3
2. Parc Motos	Motos Honda Trail 110	7	1
	Motos Honda 70	10	-
	Motos Honda 250	-	1
	Motos Honda 185	-	1
Sous-total		17	3
Estimation unitaire		2,4	3
3. Parc Vélos	Olympia	18	-
	Matabaro	3	-
	Raleigh	7	-
	Lumala	11	-
	Champion	177	-
Sous-total		216	-
Estimation unitaire		30,8	-
4. Matériel agricole	Charrue	-	1
	Charrette	1	1
	Herse	-	1
	Bouvillons	2	-
5. Equipement de garage, usine et chantiers		Très diversifié	Pas spécifié
6. Equipement des logements		Très diversifié	Pas spécifié
7. Equipement de bureau		Très diversifié	Pas spécifié

Source : Tableau élaboré par nos soins sur base des données tirées des Rapports anhuels des 2 projets.

(1) Les constructions non comprises.
(2) C'est le rapport du total sur le nombre de communes encadrées.

Rapportés à une seule commune d'intervention (la variable-temps d'intervention est ici peu explicatif), les moyens matériels pour les 2 projets sont d'une importance comparable. Le cas du parc vélos fait exception. Les vélos étant destinés aux petits agents du projet, leur absence au P.D.R.P. se justifie en partie par la petitesse des distances à parcourir. Aussi, l'indifférence vis à vis des conditions de travail des petits agents n'est pas à exclure a priori.

Pour la S.R.D. KIRIMIRO, nous avons souligné, que mis à part les voitures, les autres moyens de déplacements (motos, vélos) sont à la disposition du personnel sous le régime de Location-Vente. Ce qui n'est pas le cas du P.D.R.P.

Naturellement, ces ressources matérielles sont mises en place grâce aux moyens financiers.

V.2.3. Au niveau des moyens financiers

C'est banal que de souligner, que les ressources financières vont conditionner toutes les autres catégories ci-dessus évoquées.

Cette analyse s'articulera sur 3 niveaux à savoir l'origine le régime et le montant des fonds dans nos deux sociétés.

Au sujet du régime du financement, nous connaissons déjà que la S.R.D. est financé conjointement par le Gouvernement du Burundi et le Crédit IDA assorti d'un grand degré de libéralité caractérisant l'association. Le CECI quant à lui est financé par des actions à 100% humanitaires, c'est-à-dire, par des dons.

S'agissant de la provenance, le KIRIMIRO reçoit un financement multilatéral alors que le CECI fonctionne sous les auspices d'une O.N.G. canadienne.

Sur le plan de la comparaison, la question des montants des financements mérite d'être abordée avec beaucoup de prudence.

En termes globaux, rappelons que le financement IDA se chiffre à 16.000.000 DTS soit 1.782.648.000 FBu (1) et la contrepartie burundaise à 10.000.000 de nos francs. Le montant total du financement du CECI est de 1.287.626 dollars canadiens, l'équivalent de 118.325.080 (2) couvrant la première phase d'intervention.

Une comparaison grossière consisterait ainsi à mettre en relation les montants de 1.792.648.000 FBu pour la S.R.D. et de 118.325.080 FBu pour le CECI. Ce faisant, on oublierait que le KIRIMIRO couvre 7 communes déjà (avec possibilité d'extension) contre une commune pour le CECI d'une part et que le premier est financé pour 6 ans contre 3 ans pour le second.

Un petit exercice mental, basé sur l'hypothèse "ceteris parbus" nous permet d'intégrer toutes ces variables : il s'agit d'estimer le financement de la S.R.D. en supposant que son action s'étend sur 1 commune et cela pendant une durée de 1 an. La formule à appliquer devient la suivante

$$X = \frac{1.792.648.000}{6 \times 7} = 42.682.095 \quad (3)$$

Naturellement ce chiffre est à confronter avec le financement CECI en monnaie locale, c'est à dire 39.441.666 (3).

Enfin, ces chiffres ont un message : dans l'hypothèse où les 2 projets travailleraient sur une même étendue et pendant une même durée le coût du CECI représente 92% du coût de la S.R.D.

En conclusion, les écarts observables du point de vue ressources, ne sont que fictifs une fois confrontés à l'ampleur des objectifs reconnus à chaque cas.

---

(1) La conversion s'est basée sur les données tirées de "Statistiques Financières Internationales". Nous avons considéré la moyenne sur la période 1981-1986 (110.04 FBu)

(2) Cfr le tableau n°36 à la page

(3) La contrepartie burundaise non comprise et pour 1 année.

V.3. Analyse comparative au niveau des réalisations

Ici, la comparaison pose un sérieux problème en ce sens qu'il n'existe pratiquement pas de données chiffrées au CECI. De la sorte, on se contentera de donner des appréciations générales sur la situation des réalisations en matière de production, d'infrastructures socio-économiques, des conditions de vie rurale et autres.

Comme d'habitude, il convient de distinguer la production d'exportation et celle de consommation locale.

S'agissant de la première catégorie de production, nous avons déjà indiqué que le CECI n'entreprend rien en ce sens. La S.R.D., par contre considère la caféiculture comme le pivot de son action. Sans entrer en détail (c'est déjà fait) notons tout simplement qu'il y a une nette augmentation et une nette amélioration de la qualité du café marchand dues à l'action de la société

La deuxième catégorie quant à elle concerne les 2 Projets à la fois. Faute de données quantifiées du côté du CECI, toute comparaison dans ce sens devient impossible.

Sur le plan qualitatif, les faits confirment la suite favorable réservée à l'objectif de la diversification des cultures en vue d'une alimentation équilibrée. C'est ainsi que les spéculations telles que le riz, la pomme de terre, l'arachide, le soja, les cultures maraîchères se sont ajoutées aux cultures traditionnelles et cela pour les 2 projets.

Pour tous les 2 projets, le thème "fumure minérale" a connu un succès considérable tandis que des efforts restent à faire pour faire passer le thème "semences sélectionnées".

En raison du caractère atomique des exploitations sur lesquelles la S.R.D. mène ses actions, les résultats avancés par la société ne sont pas évidents. Par contre, une visite à un groupement au CECI permet de constater la différence entre une exploitation traditionnelle et une exploitation améliorée. Ces exploitations connaissent presque les mêmes performances agricoles que les champs d'expérimentation à la S.R.D.

Quant aux infrastructures socio-économiques (les sources d'eau, les voiries et autres), il va sans dire que la S.R.D. est plus performante, tout au moins dans l'ensemble.

Au sujet de la santé-nutrition, il est déjà dit que le CECI mène des actions plus intensives.

Conclusion partielle

Pour les deux projets, les objectifs fondamentaux sont, en règle générale, les mêmes. Cela n'a rien de surprenant étant entendu que le monde rural est confronté aux mêmes problèmes, seulement à des degrés différents. Par ailleurs, la similitude dans les objectifs n'empêche pas que chaque projet établisse ses priorités conformément à son idéologie.

Les principes de vulgarisation sont les mêmes pour l'essentiel ainsi que la stratégie d'intervention avec une sensibilité particulière sur l'éducation de la masse dont fait preuve le CECI.

La S.R.D., par vocation utilise un personnel plus nombreux que celui de son pair. Financièrement, l'Assistance Technique pèse lourdement des deux côtés.

L'abondance et la modernité caractérisent les ressources matérielles de la S.R.D. tandis que le CECI y investit le strict minimum.

Sur le plan financier, les deux projets diffèrent quant à l'origine, les conditions et les montants des financements.

S'agissant des réalisations, l'absence de certaines informations chiffrables a limité notre analyse.

CONCLUSION GENERALE

Au terme de ce travail, on aura pu constater que le plan a été respecté tel qu'il a été annoncé.

Notre conclusion concerne 3 points, à savoir le bilan, la critique et le résumé.

Notre travail, comme tout autre travail scientifique s'est basé sur certaines affirmations a priori. Le bilan , en présentant la situation générale, affirme ou infirme selon les cas nos hypothèses de travail.

La critique quant à elle met en relief certains domaines problématiques qui se dégagent de notre travail.

Il est toujours facile de critiquer et quand il s'agit de faire des propositions, on est moins passionné. Le résumé s'avère comme un défit lancé contre cette habitude.

Bilan :

Dans la première partie de ce travail, la question du sous-développement et les solutions y relatives ont particulièrement retenu toute notre attention. Nous avons en l'occurrence brossé sommairement le tableau des efforts consentis par nos gouvernements dans ce sens.

A ce sujet, on est frappé par uné évolution parallèle entre les stratégies de développement à l'échelle mondiale et celles en vigueur en milieu rural burundais. Cela ne scandalise personne, car notre pays n'est pas à l'abri des influences extérieures.

Pour le seul cas du Burundi, les faits prouvent que la stratégie systémique exerce aujourd'hui un attrait presque hypnotique sur les responsables nationaux. Cela est concrétisé par le passage des projets monosectoriels aux projets axés sur le développement intégré.

La deuxième partie est consacrée à une étude de cas.

Il se dégage que les projets KIRIMIRO et BUTAGANZWA appartiennent à deux régions naturelles différentes, à savoir KIRIMIRO et BUYOGOMA. Les caractéristiques physiques de ces régions sont connues.

Pour la S.R.D., la collaboration entre les diverses institutions intéressées par la société reste acceptable tandis que certaines activités chères aux CECI sont contestées (1) par le ministère de tutelle.

Les caractéristiques socio-économiques du KIRIMIRO le place en première position dans les priorités pour une intervention de développement.

Le respect des normes techniques, administratives et comptab permet à la S.R.D. de jouir d'une situation financière exceptionnellement confortable.

Le mode de gestion journalière de la société est de nature à inspirer aux responsables nationaux et aux bailleurs de fonds de la confiance, à l'observateur désintéressé de l'admiration.

Par contre, il n'est pas injuste de dire que le projet CECI est géré à l'instar d'une entreprise familiale.

Au sujet de la stratégie et des réalisations, la situation générale a été présentée dans le chapitre précédent.

Disons que dans l'ensemble, en dépit des résultats très positifs selon les enquêtes du suivi des exploitations, la population reste confrontée aux problèmes traditionnels d'une autosuffisance alimentaire précaire aussi bien en quantité qu'en qualité.

Dans l'ensemble, l'analyse des caractéristiques économiques des exploitations agricoles encadrées par la S.R.D., et des conditions de vie rurales des populations n'inspire qu'une satisfaction relative. Cette constatation vérifie notre hypothèse de travail selon

---

(1) Le volet santé-nutrition n'est pas bien apprécié par les autorités supérieures.

laquelle "les résultats atteint par les S.R.D. ne sont pas proportionnels aux moyens mis en oeuvre et n'incitent pas aux changements radicaux".

Parmi les obstacles majeures responsables des faibles performances de la S.R.D. KIRIMIRO dans le domaine vivrier, on peut citer :

- la faiblesse des revenus monétaires des populations-cibles
- l'imperfection de la vulgarisation.

La première contrainte fait écho à notre hypothèse ainsi formulée : "la faiblesse du pouvoir d'achat des populations est un obstacle à la réalisation des objectifs des projets de développement. Cette hypothèse est significativement confirmée (cfr les résultats de notre enquête).

La stratégie de vulgarisation n'est pas neutre dans cette situation. Vu que les efforts techniques et financiers sont faits, il ne reste qu'à incriminer le mode d'approche qui privilégie la technicité au détriment des facteurs sociaux du développement.
Cette technicité est indiscutablement démontrée par la composition du personnel de la S.R.D. du point de vue des "qualifications" (les Agronomes essentiellement).

De la sorte, nous vérifions une autre hypothèse qui dit que "l'approche S.R.D. privilégiant la technicité s'avère insuffisante L'intégration des éléments du P.D.R.P. ne serait que bénéfique".

La synthèse de tous ces éléments vérifie notre hypothèse générale selon laquelle les approches S.R.D. et P.D.R.P. "sont plus complémentaires que concurrentielles".
Il convient de faire remarquer qu'il ne s'agit pas d'une complémentarité spatiale, mais au niveau d'approche.

Une fois nos hypothèses vérifiées nous pouvons passer à l'inventaire des contraintes.

Critique :

La confrontation du cadre théorique et des cas concrets en matière de développement fait surgir toute une série de points problématiques.

1° Malgré un concensus quasi général sur la pertinence de l'approche systémique en matière de développement, on rencontre encore la survivance des autres théories supposées démodées.

Par ailleurs, sans mettre en doute sa valeur théorique, l'application de ce concept reste problématique aujourd'hui.

Au lieu d'une interfécondation des théories historiquement connues, on observe plutôt leur juxtaposition.

2° L'extension abusive de la caféiculture pose un sérieux problème de répartition d'une terre non extensible entre les cultures de rente et celles de consommation locale. Il s'agit là d'une menace à l'autosuffisance alimentaire pourtant déclarée comme étant un objectif national.

3° Au niveau de la vulgarisation, le courant ne passe pas encore entre encadreurs et encadrés, particulièrement en ce qui concerne les méthodes culturales.

4° La vulgarisation par "groupements" soulève à BUTAGANZWA un problème foncier. En principe, le choix des terrains pour les champs communautaires porte sur les champs libres. En réalité, il s'est fait que le régime juridique de certains terrains n'a pas été préalablement défini. D'où , des réclamations de la part des populations dont les terres étaient usurpées.

5° L'étroitesse du marché de la pomme de terre à BUTAGANZWA peut faire croire à une surproduction.

6° Pour la S.R.D., on observe des investissements très importants dans des domaines non productifs (les logements).

7° Aussi bien à la S.R.D. qu'au P.D.R.P., le pouvoir d'achat des populations n'est pas suffisant.

Notons que cette liste de contraintes est loin d'être exhaustive. Les solutions possibles sont indiquées dans l'ordre des contraintes.

Résumé :

Les contraintes ci-dessus ne sont pas fatales et leur identification n'a de sens que dans une perspective de solutions.

1° L'approche de développement aujourd'hui en honneur privilégiant la prise en compte simultanée de la culture et de l'écologie de chaque région, une étude préalable de ces facteurs s'avère d'une nécessité impérieuse.

2° L'équilibre entre les cultures de rente et celle d'exportation est une question très importante. De la sorte, une politique bien claire, allant jusqu'à préciser les superficies pour chaque catégorie de culture s'impose impérativement.

3° Contrairement à une opinion largement répandue, l'échec de certains thèmes vulgarisés n'est pas imputable au comportement irrationnel des agriculteurs.
Nous pensons que l'absence d'une action véritablement multidisciplinaire a sa part de responsabilité.
D'où, l'impérieuse nécessité de se procurer des qualifications certaines en sciences sociales.
L'atomicité des exploitations agricoles (dans le KIRIMIRO) rend impensable une vulgarisation individuelle efficace. La formule déjà en vigueur de "vulgarisation de groupe" par le truchement du "paysan de contact" est à encourager. Aussi, le choix de ce "paysan de contact" doit respecter vigoureusement les principes y relatifs.

4° Les débats fonciers soulevés par les champs communautaires dépasse la compétence du projet et doivent être réglés par les institutions spécialisées. Les réclamations y relatives des paysans sont naturellement légitimes et appellent des solutions appropriées. A moins d'une réforme agraire générale, il n'est pas normal que certaines personnes voient leur exploitations amputées d'une partie au profit des tierces personnes.

5° La promotion du mouvement coopératif peut être une solution pour garantir le marché des produits agricoles. Sans cela, les paysans ne verront aucun intérêt de produire davantage.

6° Le luxe est une critique à la mode adressée aux responsables des S.R.D. A notre avis et sous peine d'être en désaccord avec l'opinion générale, cette question cesse d'être un faux problème dès l'instant où une société connaît des contraintes financières dans la réalisation de ses programmes. Cela n'étant pas le cas pour la S.R.D. KIRIMIRO, nous pensons que ces investissements soit-disant non justifiés ne freinent pas significativement le processus de développement.
Néanmoins, nous estimons qu'une révision à la baisse de certains postes (le poste "carburant" par exemple) permettrait de réaliser des économies substancielles.

7° Du côté de la S.R.D., le développement de la caféiculture est déjà une solution à la contrainte monétaire des familles paysannes. Le projet ferait encore mieux à encourager des activités extra-agricoles génératrices de revenus.

La caféiculture étant d'une rentabilité douteuse à BUTAGANZWA, l'organisation du marché des produits vivriers et la promotion des activités artisanales amélioreraient les revenus des populations.

B I B L I O G R A P H I E

A. LIVRES

1. ALBERTINI, J.M. Les mécanismes du sous-développement, Paris, 5ème éd. Les Editions Ouvrières, 1967, 343 p.

2. ATLAS DU BURUNDI, Ouvrage collectif, Paris, 1979, 30 planches.

3. BASTIANETO, R. Essai sur le démarrage des pays sous-développés, Paris, Cujas 1968, 379 p.

4. BERGEN, D. Contribution à la connaissance des régions naturelles du Burundi. Région naturelle du Buyogoma. V.1. ISABU, Publication n° 84, 1985, 118 p.

5. BOIRAL, P. et al. Paysans, experts et chercheurs en Afrique Noire, Sciences Sociales et développement rural. Paris, CIFACE-KARTHALA, 1985, 224 p.

6. CAVIEZEL, L. et KABURAHE, Ch. "Etude de la filière Habitat Rural" in Colloque sur les potentialités du secteur informel dans la dynamique de l'industrialisation du Burundi, Bujumbura, F.S.E.A., octobre 1987, 69 p.

7. DUMONT, R. L'Afrique Noire est mal partie. Paris, Le Seuil, 1969, 254 p.

8. DUPUIS, M. Crise mondiale et aide internationale. Stratégie canadienne et développement du Tiers-Monde, Montréal, Nouvelle Optique, 1984, 182 p.

9. HAGEN, E. Economie du développement, Paris, Economica, 1982, 502 p.

10. HIRSCHMAN, Albert O. Stratégie du développement économique, Paris, Economie et Humanisme, Editions Ouvrières, 1974, 246 p.

11. HOUEE, P. Les étapes du développement rural, T.2, Paris, Les Editions Ouvrières : Ed. Economie et Humanisme 1972, 295 p.

12. MERTENS, A. Contribution à la connaissance des régions naturelles du Burundi : Superficies et Populations par colline de recensement. ISABU, Publication n°5, octobre 1981, 93 p.

13. MIGNOT, G. (dir.) Les pays les plus pauvres : Quelle coopération pour quel développement? Paris, Economica et Institut Français des Relations Internationales, 1981, p.

14. NDABAMBALIRE, S. Les disparités structurelles et l'aide au développement en Afrique : le cas du Burundi, Freiburg, Institut für Entwicklungspolitik, 1980, 337 p.

15. PERROUX, F. L'entreprise et l'économie du 20ème Siècle. V.1. Paris, P.U.F., 1967, 328 p.

16. PONCET, J. Le sous-développement vaincu, Editions sociales, Paris 1970, 286 p.

17. ROCHER, G. Introduction à la Sociologie générale. V.1. L'action sociale, Montréal, Editions HMH, 1968, 187 p.

18. ROSTOW, W.W. Politics and Stages of Growth. London, Cambridge University Press, 1971, 410 p.

19. SMITH, W.E. et al. L'organisation des projets de développement rural : un essai de synthèse. Washington, Banque Mondiale, 1980, 53 p.

B. DOCUMENTS

1. A.E.S.E.D., Etude globale de développement du Rwanda et du Burundi. Rapport global, Rapport analytique, Bruxelles, 1961, 392 p.

2. BANQUE MONDIALE, Rapport sur le développement dans le monde,19 Washington D.C., 1983, 190 p.

3. BANQUE MONDIALE et REPUBLIQUE DU BURUNDI, Accord de crédit de développement entre la République du Burundi et la BIRD,

4. HAZEL, R. Projet Butaganzwa, Phase I, Rapport d'Evaluation. Décembre 1986, 128 p.

5. KWAN KAI Hong et al. Analyse des projets, notes de cours, U.B., F.S.E.A., Année académique 1985-1986.

6. MINISTERE A LA PRESIDENCE CHARGE DU PLAN, Economie Burundaise en 1985, juillet 1986, 62 p + Annexes.

7. MOREAU, S. et PETILLON, Y. Projet de Développement Rural Polyvalent de Butaganzwa, Etude de base, Tome I, mai 1983, 134 p.

8. NDEJURU, E. Rapport de la mission de Suivi et d'Appui technique, mars 1985, 17 p.

9. NDEJURU, E. et ARCAND, E. Projet de Développement Rural Polyvalent de Butaganzwa, Evaluation année II - Programmation année III, août 1986, 57 p. + Annexes.

10. PELLETIER, R. et NDEJURU, E. Projet de Développement Rural Polyvalent de Butaganzwa, Evaluation Année I - Programmation année II, juillet 1985, 47 p.+Annexes.

11. PROJET BUTAGANZWA, Rapport d'Activités, IVème trimestre 1985, mars 1986, 11 p.

12. PROJET BUTAGANZWA, Rapport annuel 1985, 13 p.

13. PROJET BUTAGANZWA, Rapport annuel 1986, 19 p.

14. REPUBLIQUE DU BURUNDI, Plan quinquennal de développement économique et social 1978-1982, Bujumbura, 1978, 150 p.

15. REPUBLIQUE DU BURUNDI, Plan quinquennal de développement économique et social 1983-1987, Bujumbura, 1983, 321 p.

16. REPUBLIQUE DU BURUNDI, Table Ronde des Aides Extérieures, Vol.1. 1984, 129 p.

17. REPUBLIQUE DU BURUNDI, Comité Central du Parti, Actes du 1er Congrès National du Parti UPRONA, Bujumbura 1980, 273 p.

18. REPUBLIQUE DU BURUNDI, Comité Central du Parti, Actes du 2ème Congrès National du Parti UPRONA, Bujumbura 1985, 315 p.

19. REPUBLIQUE DU BURUNDI, Comité Central du Parti, Rapport-Programme du Comité Central du Parti UPRONA, Juillet 1984, 342 p.

20. REPUBLIQUE DU BURUNDI, Ministère à la Présidence chargé du Plan, Monographie de la Province de Ruyigi, Bujumbura 1986, 80 p.

21. REPUBLIQUE FRANCAISE, Ministère de la Coopération, Analyse critique des méthodes d'évaluation des projets, Paris 1979, p.

22. SOMEBU, Projet KIRIMIRO, T.3 (Actions du Projet), 230 p.

23. SOMEBU, Projet KIRIMIRO, Analyse économique et financière, 120 p.

24. S.R.D. KIRIMIRO, Rapport condensé des principaux éléments de l'étude socio-économique, 1986, 30 p.

25. S.R.D. KIRIMIRO, Résultats de l'enquête consommation, achats et ventes (Etude socio-économique) 1985, 28 p.

26. S.R.D. KIRIMIRO, Résultats des enquêtes de Suivi-Evaluation 1ère saison 1983-1984, 2ème saison 1984-1985, 19 p.

27. S.R.D. KIRIMIRO, Rapport annuel 1984, 96 p.

28. S.R.D. KIRIMIRO, Rapport annuel 1985, 129 p.

29. S.R.D. KIRIMIRO, Programme de travail annuel 1986, 64 p.

30. S.R.D. KIRIMIRO, Bilan au 31 décembre 1985, 65 p.

31. S.R.D. KIRIMIRO, Bilan au 31 décembre 1986, 54 p.

C. MEMOIRES

1. BWIMBA NTAGANDA, A. Les stratégies de développement rural vues à travers la S.R.D. Buyenzi et le Projet FAC KINYINYA-NYABITSINDA, Projet de mémoire, Bujumbura, F.S.E.A., décembre 1987.

2. HAKIZIMANA, Déo. Les sociétaires et le crédit au sein des COOPEC en Province de Gitega, Bujumbura, F.S.E.A., juin 1987, 79 p.+ Annexes

3. KABURAME, J. et RUGERINYANGE, J. Les stratégies de développeme rural vues à travers la S.R.D. Rumonge et le P.A.D.C. Isale-Mubimbi, Bujumbura, U.B., F.S.E.A., septembre 1987, 114 p.

4. NDIKUMANA, L. Croissance démographique et équilibre alimentaire au Burundi. Bujumbura, U.B., F.S.E.A., 1986, 186 p.

5. NIYUNGEKO, L. Analyse des relations économiques et financières entre le Burundi et le Reste du Monde à travers l'évolution de la balance des paiements (1970-1985). Dépendance ou Indépendance, Bujumbura, U.B., F.S.E.A., 1987, 171 p.

D. ARTICLES DE REVUES

1. ADAIR, Ph. "Technologies appropriées et Besoins essentiels", Revue Tier -Monde, T.XXV, N°100, octobre-décembre 1984, pp.779-786.

2. BLARDONE, G. "De 'la désarticulation' au 'développement global, endogène et intégré' : Le développement dans 'l'économique' de Français Perroux", Mondes en Développement, n°35, 1981, pp.11-29.

3. KODJO, E. "La dimension sociale du développement en Afrique" Futuribles n°86, mars 1985, pp.65-79.

4. SHULTZ, G.P. "Comment orienter le développement en Afrique" TOPIC n°167, pp.

TABLE DES MATIERES

Page

INTRODUCTION GENERALE 1

PREMIERE PARTIE : CONSIDERATIONS GENERALES SUR LES THEORIES DU DEVELOPPEMENT.

CHAPITRE I : LES THEORIES DU DEVELOPPEMENT 8

I.1. Le diagnostic 8
I.1.1. L'approche statistique 8
I.1.2. L'approche structurale 10
I.1.2.1. Désarticulation interne 10
I.1.2.1.1. Désarticulation du secteur traditionnel 11
I.1.2.1.2. Désarticulation du secteur moderne 12
I.1.2.2. La domination externe 15
I.1.2.2.1. La domination par les flux commerciaux 16
I.1.2.2.2. La domination par les flux financiers 20
I.1.2.2.3. La domination par les flux socio-culturels et politiques 21

I.2. La thérapeutique 22
I.2.1. L'Economie orthodoxe 25
I.2.2. Les théories marxiennes et Néo-Marxiennes 26
I.2.3. La théorie de l'Economie de Développement (Economistique) 26
I.2.4. La théorie culturaliste 32
I.2.5. La théorie de l'Ecodéveloppement 35
I.2.6. L'approche systémique 36
I.2.6.1. L'approche systémique et le D.G.E.I. 37
I.2.6.2. L'approche systémique et le N.O.E.I. 40

CHAPITRE II : LA PRATIQUE DU DEVELOPPEMENT AU BURUNDI 43

II.1. La production du secteur rural 47
II.1.1. Le programme "cultures vivrières" 47
II.1.2. Le programme "cultures d'exportation" 49
II.1.3. Les projets de Développement rural intégré 52
II.2. Modernisation du monde rural 55
II.2.1. La villagisation et l'habitat rural 55
II.2.2. Les coopératives 58
II.2.3. L'hydraulique et l'électrification rurale 60
II.3. Réalisation des investissements de 1978 à 1985 63

Page

DEUXIEME PARTIE : LES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT RURAL VUES A TRAVERS LA S.R.D. KIRIMIRO ET LE P.D.R.P. DE BUTAGANZWA

CHAPITRE III : LA S.R.D. KIRIMIRO 67

III.1. L'environnement de la S.R.D.K. 67
III.1.1. L'environnement écologique 67
III.1.2. L'environnement institutionnel 69
III.1.3. L'environnement administratif 72
III.1.4. L'environnement démographique 74
III.1.5. L'environnement socio-économique 76
III.1.6. L'environnement financier 81

III.2. Stratégie de Développement vue à travers la S.R.D.K. 82
III.2.1. L'aspect théorique de la stratégie 84
III.2.2. Les objectifs de la S.R.D.K. 85
III.2.3. Les moyens de la S.R.D.K. 92
III.2.3.1. Les moyens humains 92
III.2.3.2. Les moyens matériels 97
III.2.3.3. Les moyens financiers 100

III.3. Les effets du Projet 110
III.3.0. L'utilisation du financement par grands postes de dépenses 112
III.3.1. Les effets sur la production agricole 115
III.3.1.1. Les effets sur la culture du café 116
III.3.1.2. Les effets sur les cultures vivrières
III.3.2. Les effets sur la distribution de la production 126
III.3.3. Les effets sur la consommation 126

CHAPITRE IV : LE PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL POLYVALENT DE BUTAGANZWA 127

IV.1. L'environnement du projet 127
IV.1.1. L'environnement écologique 127
IV.1.2. L'environnement institutionnel 128
IV.1.3. L'environnement administratif 131
IV.1.4. L'environnement économique et financier 132
IV.1.5. L'environnement social 135

page

IV.2. Stratégie de Développement 137
IV.2.1. Les objectifs 137
IV.2.2. Les moyens du Projet 142
IV.2.2.1. Les moyens humains 142
IV.2.2.2. Les moyens matériels 149
IV.2.2.3. Les moyens financiers 152

IV.3. Les effets de la stratégie de Développement 161
IV.3.1. L'impact du V.A.S.P. 162
IV.3.2. L'impact du V.I.A.
IV.3.3. L'impact du V.S.N. 179

CHAPITRE V : LA COMPARAISON 182

V.1. Analyse comparative des stratégies d'intervention 182
V.1.1. Comparaison au niveau des objectifs 183
V.1.2. Comparaison au niveau de la stratégie de vulgarisation 184
V.2. Analyse comparative des ressources 186
V.2.1. Analyse comparative au niveau des ressources humaines 187
V.2.2. Au niveau des ressources matérielles 188
V.2.3. Au niveau des moyens financiers 190
V.
V.3. Analyse comparative au niveau des réalisations 192

CONCLUSION GENERALE 194
- Bilan 194
- Critique 197
- Résumé 198

BIBLIOGRAPHIE 200